

Les Cahiers du CEDIMES

Publication Trimestrielle

Vol. 5 – N°1 – Printemps 2011

Dossier:

TIC Mobiles et développement social

Sous la coordination d'Alain Kiyindou et Ali Khardouche

Institut CEDIMES

Université Valahia de Târgoviște

© Les Cahiers du CEDIMES – Collection (ISSN 1764-4267)

« **Les Cahiers du CEDIMES** » sont
publiés par l'**Institut CEDIMES**
Campus de la Mondialisation et du
Développement Durable
Site du Jardin Tropical de Paris
45^{bis} av. de la Belle Gabrielle
94736 Nogent sur Marne, France
www.cedimes.org

en partenariat avec
l'**Université Valahia de Târgoviște**
Bd. Regele Carol I, nr. 2
130024 Târgoviște, Roumanie
www.valahia.ro

Rédaction :

Claude Albagli, Ion Cucui,
Georges Fassio, Laura Marcu,
Florin Radu, Valentin Radu,
Loredana Tănase

Imprimé à l'Université Valahia
de Târgoviște, Roumanie
Dépot légal : mai 2012

Copyright © 2012
Institut Cedimes

ISSN 1954-3859

SOMMAIRE du Vol. 5, N°1. (2011)

Editorial

Alain KIYINDOU, Ali KHARDOUCHE..... 5

TIC nomades et développement social:
éléments de réflexion à partir de l'imaginaire

Stéphanie CHIFFLET..... 9

Micro-puces et développement social: les implants de la discorde

Olga LODOMBE..... 19

Stratégies de développement des marchés:

Opportunités et challenges des réseaux sociaux et des TIC mobiles

Abdelmalik MEZHOUDA..... 35

L'activisme tunisien à l'ère numérique :

Entre individuation et action citoyenne

Zouha DAHMEN - JARRIN..... 47

Tunisie: la révolution assistée par les TIC. Facebook et SMS
comme outils de mobilisation et de structuration sociale

Fabien LIENARD, Sami ZLITNI 65

Réflexions sur un espace médiatique arabe revisité par les médias nomades:
vers un espace public arabe?

Khaled ZOUARI 87

Editorial

Alain KIYINDOU

Université Michel de Montaigne Bordeaux III, France

Ali KHARDOUCHE

Université Paris XIII Villetaneuse-Bobigny, France

alain.kiyindou@msha.fr

Les liens entre les technologies de l'Information et de la communication et le développement sont de plus en plus étudiés en Sciences de l'Information et de la Communication et dans les sciences économiques. Les récents événements de Tunisie, les mouvements en Côte d'Ivoire et en Algérie mettent en scène les technologies de l'information et de la communication comme dispositifs au service de l'organisation voire de la désorganisation sociale. Du côté des industriels, les nombreuses innovations tendent à libérer plus que jamais l'utilisateur des attaches qui le lient au câble. C'est l'ère de la « surmobilité », concrétisée sur le plan technique par le développement des Ipad, Iphones et leurs nombreuses applications. Cette « liberté » a pour corollaire le développement social de l'utilisateur qui, grâce à ces instruments, affirme son indépendance, assume son épanouissement intellectuel et physique et prend en main son destin. Le moindre abus ou événement insolite est mis à nu, repris par les caméras du monde entier. Pourtant ces technologies qui, dans le désert, dans les eaux maritimes comme ailleurs, guident les forces spéciales à la recherche des trafiquants et terroristes de tout bord ont souvent montré leurs limites. Complexes dans leur essence, elles sont régulièrement mises en échec par des techniques prétendument rudimentaires mais rôdées depuis des siècles.

Ce numéro des Cahiers du Cedimes vise à explorer ces technologies dites nomades en s'appuyant sur la façon dont les différents publics se les approprient, les formes de mobilisation ou de « conscientisation » qu'elles induisent, les usages et adaptations découlant de la confrontation entre les cultures locales et l'objet technologique, le rapport entre technologie et développement social, les stratégies industrielles etc. Les articles sont structurés autour de deux rubriques.

La première approche les TIC nomades et le développement à travers l'imaginaire, la société et l'entreprise. Dans son article intitulé « TIC nomades et développement social : éléments de réflexion à partir de l'imaginaire », Stéphanie Chifflet aborde les enjeux des TIC nomades en précisant que leur implication dans le développement social ne peut être analysée qu'après en avoir identifié les ancrages dans l'imaginaire.

La question posée est donc celle de l'inscription des TIC nomades dans les représentations du monde. Cette perspective amène l'auteur à définir la logique qui fonde les usages des TIC nomades, logique mise, bien entendu, en lien avec la question éthique.

L'article d'Olga Lodombe « Micro-puces et développement social : les implants de la discorde » nous ramène à des préoccupations plus générales : le développement social. Cet article tente, à travers un cadre théorique et une enquête de terrain, d'examiner le rapport existant entre l'utilisation croissante des micro-puces, notamment les implants électroniques, et le développement social. L'auteur part du fait que la pratique des implants électroniques sur les individus et leur usage en tant que technologie de surveillance constituent une source de désorganisation sociale, lorsque cette pratique est en rapport avec l'art martial d'une part et, qu'il y a un risque non négligeable de surveillance généralisée, d'autre part.

L'article « Stratégies de développement des marchés : opportunités et challenges des réseaux sociaux et des TIC mobiles » met en exergue un nouvel environnement communicationnel caractérisé par un esprit entrepreneurial, une liberté relative et une diffusion de masse. Cet environnement, explique Abdelmalik Mezhoua, est avantageux pour les entreprises qui en tirent profit tout en étant amenées à consolider leurs stratégies de développement des marchés et à se confronter aux nombreux défis liés notamment à la sécurité des données, au management et à l'éthique.

La deuxième partie du dossier, orientée vers la mobilisation sociale, entend tirer les leçons du Printemps arabe. Zouha Dahmen-Jarrin y approche la révolution arabe à travers le rôle de la téléphonie mobile. Dans son article intitulé « L'activisme numérique en Tunisie : le tournant militant de la téléphonie mobile », elle se propose de conduire une réflexion sur l'usage des technologies de communication mobile à des fins d'activisme. L'étude repose sur une analyse sémiologique et sociologique des discours émis lors de la révolution tunisienne.

Dans une optique proche et complémentaire, Fabien Liénard et Sami Zlitni analysent également la révolution tunisienne à travers un article intitulé « Tunisie : la révolution assistée par les TIC. Facebook et SMS comme outils de mobilisation et de structuration sociale ». Les auteurs précisent d'entrée, pour éviter tout soupçon de déterminisme technologique, que la révolution tunisienne s'est faite grâce aux citoyens tunisiens. Le rôle des médias n'est donc que secondaire, même s'il mérite attention, dans la mesure où ils ont favorisé la mobilisation citoyenne qui a précipité la chute du régime. L'article met donc l'accent sur la médiation des technologies de l'information et de la communication et la structuration du mouvement de contestation.

Khaled Zouari élargit l'analyse à l'espace arabe. « Réflexions sur un espace médiatique arabe revisité par les médias nomades : vers un espace public arabe ? »

part de l'hypothèse que l'espace public maghrébin est pluriel et que ses différentes figures et composantes se déploient au travers des processus où s'imbriquent le politique et le religieux et où les technologies nomades jouent un rôle de plus en plus prépondérant. Il est clair, pour l'auteur, que les régimes politiques de ces pays se trouvent face à de nouveaux défis qui les font osciller entre démocratisation de l'accès aux technologies nomades et le déploiement de dispositifs de contrôle. En partant de l'étude de cas de l'espace public tunisien, Khaled Zouari montre que le développement des nouveaux médias et de l'Internet ne donne pas simplement lieu à un nouvel exercice de la citoyenneté et du militantisme, il contribue également à l'émergence d'un espace où des citoyens créent et recréent du lien social et politique.

Ce numéro, sans avoir épuisé le débat, pose donc la question de l'imaginaire des TIC nomades, de leurs usages ainsi que les conséquences qui peuvent en découler, qu'elles soient éthiques ou économiques, positives ou négatives. La technologie n'est pas neutre, elle est porteuse d'idéologie et s'inscrit dans une vision du monde souvent idéalisée. Le « *leapfrogging* », cette vision qui a souvent accompagné le déploiement des TIC les inscrit dans une perspective qui les amènerait à aider l'Humain à dépasser ses limites, à sauter les étapes de l'apprentissage, du développement économique, social, culturel, à transcender la distance, à effacer les frontières, à instaurer la transparence, la paix, la santé et le bien-être pour tous. C'est cette vision qui a alimenté l'enthousiasme relevé lors du Sommet mondial sur la société de l'information (2003-2005). Or on peut penser avec Jacques Ellul que les technologies ont des effets aussi bien prévisibles qu'imprévisibles. Leur déploiement s'inscrit dans une vague de négociations où se déploient les « arts de faire ». La question de l'éthique se pose évidemment puisque dans nos mémoires restent gravées des actions de tout genre : l'opération *Swift*, le projet Minaret, Échelon ou dans une moindre mesure l'affaire toute récente dite des Fadettes. Où sont donc le développement social, la liberté, le respect de l'autre ? Ils sont certainement dans les façons intelligentes de s'approprier les technologies, celles qui évitent l'aliénation et qui les mettent au service des hommes, pour la défense de leurs droits, comme ce fut le cas pour le Printemps arabe, dans le maintien des liens sociaux avec notamment la téléphonie mobile et dans diverses pratiques de e-santé, e-learning, e-banking, e-assistance. Reste pourtant la question de la régulation des pratiques teneuses dans un univers aux frontières de plus en plus mouvantes.

**TIC nomades et développement social :
éléments de réflexion à partir de l'imaginaire**

Stéphanie CHIFFLET

*Université du Québec à Montréal, Canada
stephaniechifflet@yahoo.fr*

Résumé

Le développement accru des TIC nomades accompagne et intensifie la primauté de l'information, remarquable dans les sociétés contemporaines. En effet, la diffusion, large et immédiate, d'une information apparaît à la fois comme l'une des conditions de la liberté de l'individu et comme facteur majeur de la vie sociale. Pour saisir tous les enjeux des TIC nomades – et précisément leurs implications dans le développement social – il est nécessaire d'en identifier les ancrages dans l'imaginaire. Dans quelle vision du monde les représentations des TIC nomades s'inscrivent-elles ? En adoptant le point de vue des recherches sur l'imaginaire, nous pouvons ainsi définir quelle logique fonde les usages des TIC nomades. Ceci nous permet également de poser quelques éléments pour une réflexion éthique. En effet, toute technologie étant biface, les dérives sont toujours possibles, les excès envisageables. Les TIC nomades invitent à nous interroger en particulier sur la culture de la transparence, sur l'intimité, sur l'« inondation numérique ». Les images qui composent l'imaginaire des TIC nomades ne relèveraient-elles pas essentiellement du régime diurne tel qu'il a été défini par Gilbert Durand ?

Mots - clés

Imaginaire, transparence, flux, dispersion, technologies ubiquitaires.

Abstract

Increased development of nomadic TIC comes with and intensifies the remarkable primacy of information in contemporary societies. Indeed, the broad and immediate circulation of information seems like both one of the conditions of the individual liberty and an important factor in social life. In order to grasp the nomadic TIC stakes – and precisely their implications in the social development – we have to identify their place in the imagination. What is the world vision the nomadic TIC come within the scope of? With an analysis of the imagination, we can define the logic which underlies nomadic TIC. Thus, we can also begin an ethic thought. The nomadic TIC induce to ask oneself about transparency culture, about privacy, about « digital flooding ». Do images composing nomadic TIC imagination pertain to diurnal system defined by Gilbert Durand?

Key words

Imagination, transparency, flow, scattering, ubiquitous technologies.

Classification JEL: Z31

Introduction

Dans les sociétés occidentales, le développement technologique, joint le plus souvent à l'idée de progrès, est inscrit dans une « *marche en avant* », outil des mutations matérielles, culturelles, sociales. Depuis plusieurs années, les TIC nomades sont présentées précisément comme le moyen de franchir une nouvelle étape dans l'accomplissement de l'individu et, de fait, de la société dans son ensemble : accès à l'information, communication facilitée, mobilité, conscience citoyenne accrue, etc. Sous quelles formes sont représentées les TIC nomades ? À quel mouvement de l'imaginaire contemporain sont-elles associées ? Que nous révèlent-elles sur le contemporain ?

1. Un environnement éloquent et transparent

La science moderne a homogénéisé l'espace, effaçant les frontières qualitatives qui faisaient que l'homme du Moyen Âge, par exemple, concevait l'espace à travers des lieux qualitativement différents selon une dialectique « sacré-profane ». C'est l'une des trois blessures narcissiques évoquées notamment par Freud et également analysée par Jacques Monod. En plus d'être « décentralisé » (révolution copernicienne), l'environnement humain s'est vu « aplani », toute la matière devenant objet d'observation, d'analyse et de manipulation. Cependant, l'homme a un besoin primordial de penser le monde où il vit à travers un prisme signifiant. Il lui donne une cohérence, un sens, une valeur. La tendance que l'on appelle le « *réenchantement du monde* » (Michel Maffesoli) a précisément un lien avec les TIC nomades, ambivalentes dans leur essence. En effet, elles suggèrent un effacement des frontières, un espace ouvert (contexte de mondialisation, « surmobilité », communication élargie et à distance) et, en même temps, la technique est ici un lieu de réenchantement, le lieu d'une charge symbolique forte. L'environnement de l'individu pouvant devenir « éloquent », il est non plus seulement un « cadre », un « décor », l'abri d'une matière inerte (manipulable), mais un milieu « interactif ». On parle en effet d'« objets communicants ». L'individu est tour à tour émetteur et récepteur, de même que les objets qui l'entourent.

Cette conception relève en partie d'un imaginaire cybernétique où tout dans la nature est information (paradigme informationnel). La *matière* est de l'information. Elle est de ce fait programmable et interchangeable. Tout dans la nature est algorithme. Tout est circulation d'information (et maîtrise de cette information). Le développement de la cybernétique a contribué à l'émergence et à la diffusion d'un nouvel imaginaire de la matière où ce sont moins les éléments eux-mêmes qui importent que leurs *interactions*. Tout est circulation, tout est flux. Deleuze déjà définissait la société comme un système de flux (codés). L'image du « déluge technologique » (terme

emprunté à Lucian Boia) est patente dans les cultures occidentales (héritage biblique). Les TIC nomades participent selon nous à la persistance de cette image. Flux, mailles, filet, déluge : les eaux technologiques circulent, coulent, se déversent, submergent l'environnement humain. Les TIC nomades en sont l'une des composantes (l'une des vagues) majeures.

Cette représentation des TIC nomades est à inscrire dans une histoire culturelle de la longue durée. Il existe, par exemple, une véritable filiation (« connexion ») entre les objets merveilleux de l'imaginaire médiéval et les objets techniques contemporains (Chifflet, 2007). Nos représentations des objets techniques sont *construites* à partir de cet héritage mythique. L'élan initial est identique. Il n'est pas toujours inutile de rappeler que la maîtrise des distances et le désir d'exploration sont parmi les « motivations chimériques » (Gaston Bachelard) les plus persistantes et fécondes. Les désirs de communiquer avec le « lointain » et de circuler vers cet horizon inconnu ont été les moteurs d'inventions, engendrant la modélisation d'objets permettant justement de se « défaire » de son lieu et des contraintes spatio-temporelles. Le savoir technique a permis ensuite de les matérialiser. L'un des soucis premiers, dans l'histoire de l'humanité, a été la circulation d'informations (feux de montagne en montagne ; messagers etc.). C'est le cas également chez les animaux : prévenir son groupe d'un danger ; donner aux autres la localisation d'un repaire de nourriture par exemple. Ce besoin, intrinsèque à l'espèce humaine, de communiquer, même sur de grandes distances, a été intensifié en même temps que se développait au XX^e la pensée cybernétique selon laquelle tout est information. Le développement de la science et de la technique modernes suggèrent en outre que l'accès à toutes les informations contenues dans la matière devient possible (conception tributaire de l'idée de progrès). Elles permettraient ainsi, par l'identification des éléments qui constituent le monde, de comprendre le monde même, dans son ensemble. En somme, l'imaginaire cybernétique se fonde sur le postulat que voir quelque chose, c'est le comprendre, voire le maîtriser. Le dévoilement et l'information par le « voir » laissent penser que les questions existentielles trouveront enfin des réponses. Cette idée est appliquée à tout l'environnement humain par le biais justement des techniques, et notamment des TIC nomades. Le primat de l'information, « l'espace éloquent », relève en effet du mouvement contemporain (initié depuis plusieurs décennies) de « dévoilement global ». La culture de la transparence (sup)porte les TIC nomades. La vision scientifique du monde où le voir est associé au savoir et au pouvoir préside encore à notre conception des sciences et des techniques, et plus généralement à notre positionnement dans le monde. La compréhension du tout est supposée venir d'un « décorticage » généralisé, le monde devant être placé sous un éclairage brut. Tout doit être vu, seule condition à la compréhension et à la manipulation de la matière, du tout, du monde et des hommes. Tout doit être à la portée de ce que Gérard Wajcman nomme « l'œil absolu » (Wajcman, 2010). D'ailleurs, la menace est, dans les sociétés occidentales contemporaines, essentiellement figurée par un élément qui était, jusqu'à son attaque, totalement invisible, « fondu dans le décor » (le terrorisme est appréhendé sous cet angle). La pire des menaces est intérieure. L'époque contemporaine est

caractérisée par le plein épanouissement de cette logique de la transparence, du regard, de la radiographie du réel : examiner, décortiquer, autopsier. Selon Gérard Wajcman, l'autopsie préside précisément à notre rapport au monde. Elle en est même une image obsédante. Le scrutateur encourage (et est encouragé par) la culture de l'écran. Le regard est en effet le plus souvent relayé « techniquement », permettant l'accès à une réalité invisible, voilée, inconnue.

Dans ses *Structures anthropologiques de l'imaginaire*, Gilbert Durand a dégagé une logique dynamique de l'imaginaire selon deux régimes, diurne et nocturne, l'un caractérisé par des images d'oppositions et de clivages, la frontière, et l'autre engendrant au contraire des images figurant la fusion, les univers « chauds » et intimes. La démarche scientifique et technique relève, en amont, du régime diurne : il s'agit en effet de séparer, identifier, classer les éléments qui constituent la matière (et ses lois). Elle suppose aussi une prévalence du « voir » qui permet d'accéder à la maîtrise de la matière et de contenir les incertitudes. Les technologies nouvelles (nous pensons en particulier aux nanotechnologies et aux biotechnologies) nous permettent de « voir » de plus en plus loin dans « l'infiniment petit ». Elles réactivent ainsi les images d'un monde invisible, « souterrain », un monde en miniature. Bien plus, elles entraînent un éclatement du corps. Le corps augmenté, recomposé, en « pièces détachées » (Packard, 1978) qu'elles nous proposent témoigne d'un nouveau phénomène de parcellisation.

La dispersion est en somme ce qui résume la place de l'homme contemporain dans le monde : dispersion physique (corps éclaté, surmobilité) et cognitive (surcharge cognitive, captation de l'attention). Les logiques de contrôle même sont de plus en plus disséminées (Chardel, Rockhill, 2009). De même, par l'usage des TIC nomades, l'utilisateur dissémine des informations personnelles. L'accès facilité, en tout lieu (quasiment) à l'information, au contact social, peut avoir des effets pervers. Bien plus, il accentue ce que nous nommons les « stigmates technologiques » (« cartographie personnelle », géolocalisation, définition du profil des utilisateurs, etc.). En outre, face à l'inondation numérique, caractérisée par une « surcharge informationnelle » et un espace ainsi saturé (« l'intelligence ambiante »), quelles peuvent être les marges de manœuvre de l'utilisateur ? Les contraintes ainsi émergentes doivent être contrecarrées par une créativité nouvelle, par une ruse technique, par un rééquilibrage. Il faut savoir se retirer de la lumière, savoir se déconnecter, tout comme il faut être lucide sur la dimension imaginaire qui sous-tend nos pensées et nos actions. L'utilisateur des TIC nomades peut parfaitement conforter la tendance au dévoilement (tout voir, tout savoir), comme il peut, également, être l'élément perturbateur : celui qui la fait dérailler. Il faut jouer avec l'ambivalence des pratiques et des productions humaines. Les TIC nomades sont bifaces : elles peuvent maintenir les mailles du réseau (social), tout comme elles peuvent initier une nouvelle dynamique sociale.

C'est précisément dans ce lieu de tensions, dans l'indétermination, que peuvent se manifester les germes du développement social. C'est dans la pluralité des usages des

TIC nomades et par une démarche active (et critique) que les utilisateurs des TIC nomades peuvent déjouer les contraintes de l'innovation (et de ses possibles méfaits). Les TIC nomades ne sont pas une condition du développement social (peuvent même en être un outil d'altération). Elles en sont des *moyens actualisés*. C'est l'élan initial qui oriente le développement social (et qui prévaut). Elles engendrent de nouvelles pensées, de nouvelles potentialités. Elles possèdent leur propre imaginaire (construit à partir d'images connues), mais qui demeurent stériles (voire possiblement dangereuses) si elles sont acceptées (et adoptées) sans nul autre questionnement. L'enjeu, dès lors que l'on évoque la question des TIC nomades et du développement social, est de dénouer (déjouer) les mailles.

2. Démailler

Le contemporain est placé sous l'égide de la figure du dieu lieu. Le terme « mailles du réseau » est en cela explicite. C'est le filet des nouveaux dieux lieux. Le dieu lieu, étudié par Georges Dumézil et Mircea Eliade, est une figure majeure des mythologies de cultures différentes. Le dieu lieu lie ses adversaires par son regard pénétrant (par exemple les Gorgones immobilisant quiconque les regarde), par une parole enchanteresse (Merlin et Hermès par exemple), lien souvent matérialisé par une chaîne (liant la bouche du dieu lieu aux oreilles de ses victimes) ou par un anneau. Les représentations des TIC nomades sont précisément alimentées par la figure mythique du dieu lieu. Elle en dessine les contours, les enjeux, les fantasmes. Dans un contexte de développement accru des TIC nomades, le dieu lieu peut être incarné par deux figures : le pouvoir omniscient ou le pirate informatique. Le dieu lieu peut dès lors être la manifestation du pouvoir ou du contre-pouvoir. Le pirate informatique peut aussi être considéré comme le délieur : celui qui défait les nœuds (ou en crée d'autres, parallèles). Le nouveau dieu lieu recourt à un langage magique (les codes informatiques) et étend ainsi son emprise sur le monde. Il devient omniscient. Dans un monde envahi (submergé) par le codage informatique, les TIC nomades permettraient-elles en quelque sorte à chaque individu « appareillé » de s'approprier les attributs de l'ingénieur (héros moderne) ? Le pirate informatique intercepte et décrypte les codes, les maîtrise, produit ses propres codes. L'image de la « pluie verte » (*Ghost in the shell*, *Matrix*) incarne la société numérique dans laquelle se déploient les TIC nomades. Sous cette pluie de codes, cette submersion numérique, le pirate informatique navigue selon sa propre cartographie, adopte sa propre orientation, déjouant les mailles du réseau (déployant son propre filet ?).

Le mouvement de désorganisation (ou réorganisation) sociale peut donc être mené par le pirate informatique. La représentation que les sociétés dites industrialisées (et mondialisées) ont du pirate informatique condense les potentialités d'une sorte de dieu lieu « de la base ». Bien plus, les TIC nomades permettent cet élan (puissant quand il devient collectif) du décodage, du démaillage. L'utilisateur peut ainsi participer au déliage, esquiver le maillage et en tisser un autre (constituer une sorte de « réseau

parallèle »). Même si l'ingénieur (le scientifique au sens large) demeure une figure de l'initié, les TIC nomades, entre autres, alimentent le désir de chaque individu de s'approprier le savoir scientifique et technique. La maîtrise de l'outil (les TIC nomades), qui conduit à la maîtrise de l'immatériel (l'information), engage des enjeux technologiques, sociaux, culturels, symboliques. Les TIC nomades possèdent une dimension magique (aura magique contenu dans les objets merveilleux des récits anciens déplacé dans le domaine technique). Comme le note Ernst Cassirer dans sa *Philosophie des formes symboliques* (Cassirer, 1972), un instrument possède « une forme d'action autonome et spécifique, un certain pouvoir démoniaque qui les habite ». Le succès des TIC nomades réside aussi dans sa dimension magique, lieu d'un « réenchantement du monde ». Elles réactivent des fantasmes anciens (télépathie). Fascinantes, elles additionnent des aspects magiques, prometteurs, et des aspects maléfiques, potentiellement néfastes (ambivalence de toute technique).

Les TIC nomades font partie de ce qui est parfois appelé les « technologies ubiquitaires », suggérant ainsi explicitement que les technologies sont ici considérées comme des engins d'ubiquité. On voit là aussi combien l'imaginaire travaille la créativité humaine et les représentations de ses productions. L'imaginaire sous-tend l'innovation et sa réception (son usage). « L'œil absolu » ici ne figure non plus seulement un pouvoir, une entité puissante, instigateur du contrôle « de la masse ». Il devient collectif, la somme d'une infinité d'yeux. Les regards sont multiples, disséminés. La figure d'Argos Panoptès, de la mythologie grecque, préside ici à l'imaginaire des TIC nomades. Elle peut d'ailleurs être associée au thème du grouillement, également fortement prégnant dans notre imaginaire. Ce sont les yeux omniscients, potentiellement dissimulés partout, dans chaque recoin, invisibles, voire mobiles. L'œil absolu tel qu'il est représenté par exemple par le *Big Brother* dans *1984* de George Orwell ou dans *Le Seigneur des Anneaux* de Tolkien (l'œil de Sauron), devient ici multiple. Il se répète et se dissémine. La multiplicité invisible est la forme privilégiée de l'imaginaire contemporain de la menace. Mais elle est aussi au fondement des TIC nomades, prouvant combien les représentations sont toujours ambivalentes. C'est de fait dans ce jeu de tensions, de contradictions, d'écarts que s'expriment les contradictions humaines, ses productions (techniques notamment) et leurs utilisations, étant toujours doubles. La figure d'Argos, représentant cet « œil démultiplié », peut permettre de penser le contemporain : elle travaille notre imaginaire, notre conception du monde, notre réception des TIC nomades, notre inscription dans la vie sociale.

L'image de la multitude invisible alimente l'imaginaire des TIC nomades également par le biais de l'image des insectes. En effet, les sciences et techniques ont trait au grouillement, à la menace bactérienne invisible (voir par exemple le scénario de la « gelée grise » dans le domaine des nanotechnologies ou encore les logos des antivirus informatiques). Mais, bien plus, l'insecte devient ici un modèle : avec les TIC nomades, l'individu est le maillon d'une organisation collective. L'organisation sociale même se fonde sur l'échange d'informations entre différentes entités

dispersées, parfois invisibles. Prévaut ici l'idée du grand réseau, du grand tout (contexte de la mondialisation) constitué d'une infinité d'« agents investigateurs ». Nous pouvons faire ici le parallèle avec l'image des regards disséminés. C'est d'ailleurs ce que suggère l'utilisation des téléphones cellulaires (munis de caméras vidéo) et des images circulant ensuite sur Internet (notamment sur les réseaux sociaux). Les récentes révoltes dans les pays arabes en sont un exemple. Voir, savoir : rien n'échappe au regard de la multitude. La vigilance est permanente. Le dieu lieu est ici du côté du contre-pouvoir.

De plus, l'image des insectes renvoie également au jeu de métamorphoses de l'utilisateur des TIC nomades. Elles sont un outil de mutations incessantes (possibles), le lieu d'un jeu de travestissements. L'objet peut toujours être réinvesti, le « cheminement numérique » toujours reconstitué (comme les pistes musicales sur les *iPod* par exemple). On retrouve finalement ici l'idée de la dispersion. Mais les TIC nomades ne pourraient-elles pas permettre aussi le retour à soi, nécessaire à la constitution identitaire de l'individu (notamment de la jeune génération) ?

Les TIC nomades peuvent permettre au pouvoir d'entreprendre une démarche de surcharge cognitive (« fabrique de la distraction », selon le terme de Kracauer (During, 2009), d'utiliser les stigmates technologiques à des fins d'identification (constitution de profils, fichage, etc.). Les TIC nomades peuvent ainsi être les outils de puissance d'un pouvoir politique et (ou) industriel. Mais les TIC nomades permettent aussi de déployer ce que Deleuze (1980) appelle le lieu de l'indétermination, l'émergence de l'inattendu, cet interstice qui fait qu'une société fonctionne, vit : « une société, c'est ce qui fuit par tous les bouts » (Mengue, 2009). Elles sont des possibles outils de déstabilisation. Elles se situent dans cet interstice des potentialités, des virtualités, cet interstice d'incertitude (fertile) : entre les mailles du filet numérique. Quelques-unes des « lignes de fuite » évoquées par Philippe Mengue s'appliquent parfaitement à notre interrogation sur l'utilisation des TIC nomades : « les ambiguïtés et les équivocités que ne peuvent exclure les codes informatiques ou autres, même dans la perfection de leur fonctionnement binaire. Il y a toujours des renversements ou rétorsions possibles (il y a toujours un informaticien malin pour brouiller les codes, introduire des virus, décrypter, etc.) ». De même, « contre le règne planétaire de la visibilité totale, il faut préserver des zones de secret, d'anonymat et d'ombre (sauf, évidemment, quand elles profitent au pouvoir d'Etat dans ses menées répressives) » (Ibid., p. 142). Les TIC nomades peuvent donc être des outils d'aliénation comme des outils d'affirmation de soi. Mais pour que les TIC nomades participent au développement social – par la ruse technique de l'utilisateur – il faut en permanence maintenir un regard critique sur l'objet et ses potentialités.

Conclusion

Si la culture de la transparence (ce mouvement de dévoilement généralisé) permet le développement social (par l'accès facilité à l'information notamment), elle ne garantit pas, néanmoins, que l'utilisateur entreprenne un recul critique. L'utilisateur, dans cet espace saturé, peut justement subir une « surcharge cognitive », incapable de porter un regard critique et analytique sur l'information qui lui parvient. C'est l'une des questions soulevées fréquemment dès lors que l'on s'interroge sur les TIC en général, et sur les TIC nomades en particulier. De plus, le souhait avide de tout voir fait oublier qu'on peut être à son tour épié. L'« excès de lumière » éclipse les bienfaits de l'ombre, de l'intimité, du retrait. Le développement social se joue aussi dans ces replis, dans ces moments où l'individu mûrit sa réflexion sur le monde, pense les possibles, le souhaitable, le désirable. Le contemporain semble régi par le régime diurne, à l'excès. N'assistons-nous pas en effet, avec les TIC nomades notamment, à un dévoilement généralisé éliminant toutes les zones d'intimité et de retour à soi ? C'est ce que suggère le souci lancinant de transparence, patent dans les sociétés contemporaines. Mais le développement social ne peut se faire sans une restriction du dévoilement, sans un équilibre net entre les régimes diurne et nocturne défini par Gilbert Durand.

Cette tension (enjeu du contemporain face aux TIC nomades) est parfaitement exprimée chez Nietzsche. Il affirme en effet que « toute conscience n'est qu'un réseau de communications entre les hommes » (*Le Gai savoir*, V, § 354), mais par ailleurs la solitude est un thème omniprésent dans *Ainsi parlait Zarathoustra* (Nietzsche, 1972, rééd.). Le balancement entre le réseau et l'individualité travaille l'individu et son inscription dans la société. Le développement social est en grande partie tributaire de cet équilibre toujours à modeler et mesurer. Les TIC nomades actualisent cette tension, la redéployant dans un univers technologique submergeant notre quotidien.

Références bibliographiques

- Cassirer E. (1972), *La Philosophie des formes symboliques*, Minuit, Paris, t. 2, « La pensée magique ».
- Chardel P.-A. & Rockhill G. (dir.) (2009), *Technologies de contrôle dans la mondialisation: enjeux politiques, éthiques et esthétiques*, Kimé, Paris.
- Chifflet S. (2007), « L'imaginaire des objets communicants : les objets magiques du Moyen Âge, *L'Age de diamant* de Neal Stephenson, Kevin Warwick cyborg », *Actes du colloque MEOTIC* (Mode d'existence des objets technique d'information et de communication), Echirrolles, http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2007-meotic/Chifflet/.
- Deleuze G. (1980), *Mille plateaux*, Minuit, Paris.
- Deleuze G. (1990), *Pourparlers*, Minuit, Paris.
- Deleuze G. & Guattari, F. (1972), *L'Anti-Édipe*, Minuit, Paris.
- Durand G. (1969), *Les Structures anthropologiques de l'imaginaire. Introduction à l'archétypologie générale*, Bordas, Paris.
- Eliade M. (1947), « Le “dieu lieu” et le symbolisme des nœuds », *Revue de l'histoire des religions*, t. 134, n°1-3, pp. 5-36.

- Mengue P. (2009) « Comment la multitude peut-elle échapper au contrôle ? » in Chardel P.-A. & Rockhill G. (dir.), *Les Technologies de contrôle dans la mondialisation*, p. 142
- Nietzsche F. (1972, rééd.), *Ainsi parlait Zarathoustra*, Le Livre de Poche, Paris.
- Nietzsche F. (1993, rééd.), *Le Gai savoir*, Le Livre de Poche, Paris.
- Packard V. (1978), *L'Homme remodelé*, Calmann-Lévy, Paris.
- Siganos A. (1985), *Mythologies de l'insecte. Histoire d'une fascination*, Méridiens, Paris.
- Wajcman G. (2010), *L'Œil absolu*, Denoël, Paris

Micro-puces et développement social : les implants de la discorde

Olga LODOMBE

MICA-GRESIC, Université de Bordeaux III, France

lodombe@yahoo.fr

Résumé

La société de l'information a favorisé l'innovation technique et a permis de concevoir des technologies convergentes et hybrides au rang desquels se retrouvent les technologies nomades "internes" et "externes" à l'individu. Ces technologies jouent un rôle crucial dans la société et peuvent constituer des dispositifs d'organisation ou de désorganisation sociale, surtout si elles se rapportent à l'art martial. D'où le titre de notre communication : "micro-puces et développement social : les implants de la discorde". L'objet de cette communication est donc d'examiner, à travers un cadre théorique et une enquête de terrain, le rapport existant entre l'utilisation croissante des micro-puces, notamment les implants électroniques, et le développement social. Nos hypothèses sont que "la pratique des implants électroniques sur les individus et leur usage en tant que technologie de surveillance constituent une source de désorganisation sociale, lorsque cette pratique est en rapport avec l'art martial" d'une part ; et qu'"il y a un risque non négligeable de voir apparaître sous ce rapport et dans un futur proche, une société de surveillance ou une nouvelle "police de la pensée", telle que le présageait Orwell dès 1948".

Mots - clés

technologies nomades, micro-puces, art martial, surveillance, développement social.

Abstract

The Information Society has promoted the technical innovation and helped to develop Converged and hybrids technologies among which we can locate mobile technologies "internal" and "external" to the individual. These technologies play a crucial role in society and can act as organizational devices or social disorganization, especially if they relate to the martial art. Hence the title of our paper: "micro chips and Social Development: Implants of discord."The purpose of this paper is therefore to examine, through a theoretical framework and a field survey, the relationship between the increasing use of micro chips, including electronic implants and social development. Our assumptions are that "the practice of electronic implants on individuals and their use as surveillance technology are a source of social disorganization, where this practice is connected with the martial art "on one hand, and that "here is a significant risk to appear in this report and in the near future, a monitoring company or a new "thought police", such as Orwell foretold in 1948."

Key words

mobile technologies, micro chip, martial art, monitoring, social development.

Classification JEL : Z31

Introduction

L'avènement de la société de l'information a favorisé l'innovation technique et a permis de concevoir de nouveaux dispositifs et de nouvelles applications, résultats d'une technologie convergente et hybride, de plus en plus perfectionnée et au rang desquels se retrouvent aujourd'hui les technologies nomades. Leur grande variété nous permet de les classer en deux catégories principales : d'un côté, les technologies nomades "externes" à l'individu telles que les téléphones portables et certaines micro-puces; de l'autre, celles qui lui sont "internes", à l'exemple des implants électroniques. Ainsi, ces technologies jouent un rôle crucial dans la société et peuvent constituer des dispositifs d'organisation ou de désorganisation sociale dans la mesure où, de par leur conception, elles peuvent contenir toutes les informations concernant un individu : de son dossier médical à ses loisirs en passant par ses comptes bancaires, sa fiche d'identité et ses relations. De ce fait, les technologies nomades "internes" peuvent avoir un impact sur l'art martial et se transformer rapidement en "technologies de surveillance antiterrorisme" dans un contexte de méfiance et partant devenir un moyen de désorganisation sociale. D'où le titre de notre communication : "micro-puces et développement social : les implants de la discorde". Autrement dit, dans quelles mesures la pratique et l'usage des implants électroniques sur les individus peuvent-ils conduire à une désorganisation sociale ?

L'objet de cette communication est donc d'examiner le rapport existant entre l'utilisation croissante des micro-puces, notamment les implants électroniques et le développement social. Nos hypothèses sont que "la pratique des implants électroniques sur les individus et leur usage en tant que technologie de surveillance constituent une source de désorganisation sociale, lorsque cette pratique est en rapport avec l'art martial" d'une part ; et qu'"il y a un risque non négligeable de voir apparaître sous ce rapport et dans un futur proche, une société de surveillance ou une nouvelle "police de la pensée", telle que le présageait Orwell dès 1948" (Orwell, 1948 et 1950), d'autre part. Pour les vérifier, nous diviserons cette communication en deux parties : la première constituera le cadre théorique à partir duquel nous développerons nos analyses. Elle sera encadrée d'une part, par l'approche de l'innovation technique de Flichy, l'approche systémique de Mucchielli, l'approche par les usages de Flichy, Perriault et Le Coadic ainsi que l'approche fonctionnaliste de Lasswell et Wright Mills. Il s'agira de voir à travers ces approches, le contexte dans lequel s'inscrivent les technologies nomades et leur rapport avec le développement social. Nous interrogerons également la dimension éthique que soulèvent la pratique et l'usage des micro-puces dans les cadres de l'art martial et du développement social. La seconde partie sera constituée par notre enquête de terrain dont les résultats nous permettront de vérifier nos hypothèses.

L'échantillon utilisé ici à titre exploratoire, est constitué de 113 personnes dont des étudiants, professeurs, médecins, patients, policiers et personnes adultes résidant en France, Grande Bretagne et Allemagne. Leur moyenne d'âge est de 23 ans, leur niveau intellectuel est élevé (au moins un BAC pour la majorité) et leur capacité de réflexion mûrie par leurs activités quotidiennes. Il s'agit de personnes qui, de par leur métier et leur statut social, sont directement concernées par l'utilisation des micro-puces et implants électroniques. Certains se situent en amont, au niveau de leur conception et développement et d'autres, en aval, interviennent dans leur réception et leur utilisation quotidienne. Tous sont influencés d'une manière ou d'une autre par ces technologies et en subissent les effets.

1. Technologies nomades et développement social

1.1. Approche de l'innovation technique : du processus d'innovation au contexte social

L'innovation technique, souvent assimilée dans nos esprits à l'idée du progrès scientifique et technique et donc à l'invention, porte en elle l'idée de changement et de nouveauté dans notre quotidien. Selon Jeanneret, l'idée de nouveauté qu'elle englobe acquiert trois dimensions particulières : une "nouveauté technique" (qui définit les fonctionnalités des dispositifs), une "nouveauté sociale des usages" (qui fait que de nouveaux acteurs réalisent des actes culturels nouveaux avec le réseau) et une "nouveauté médiatique des annonces" (Jeanneret, 2000) (qui fait que le réseau internet, auquel très peu de personnes s'intéressaient jusque là, devient dans notre vie empirique un motif de rhétorique majeur, le symbole d'une mutation civilisationnelle). Ces trois dimensions nous amènent à penser avec Proulx que l'innovation technique implique une mise en relation entre les objets communicationnels et la société dans la mesure où : "l'usage des objets communicationnels s'inscrit dans le tissu social" (Proulx, 2007, pp. 53-60). De ce fait, les technologies nomades, en tant qu'objets communicationnels, sont des dispositifs numériques dont l'usage s'inscrit dans une pratique sociale. Par conséquent, le processus d'innovation montre une imbrication étroite des contenus techniques et sociaux et amène Akrich à le définir comme "une succession d'épreuves et de transformations où une série d'acteurs (humains et non-humains/hommes-machines) se trouvent en relation. Cette mise en relation, ne se limitant pas à un simple face-à-face entre l'objet et son utilisateur, implique des usages et des pratiques (c'est-à-dire de l'action de l'utilisateur sur le façonnage de l'objet technique) des différents acteurs qui s'inscrivent dans un contexte particulier" (Akrich, 1993, p. 91). Il s'agit pour ainsi dire de la spécification de l'environnement dans lequel l'action est susceptible de prendre son sens: la société, à travers le développement social. Ce contexte est celui de la naissance des technologies nomades, en tant qu'innovation technique définie par Flichy comme "un processus complexe de confrontation, de négociation qui associe de nombreux acteurs techniques mais aussi les usagers" (Flichy, 1995). Blondel abonde dans le même sens en relevant les deux

catégories d'acteurs qui sont issus de l'innovation technique à savoir "l'inventeur et surtout celui qui prend la décision d'exploiter l'invention", ici l'utilisateur. (Blondel, 1990, p. 204). L'innovation technique est donc un construit social qui nécessite, selon Flichy, un "cadre de fonctionnement" (fonctionnalités du dispositif et usage technique) et un "cadre d'usage" (usage social) dont l'alliage constitue le cadre "socio-technique" dans lequel fonctionnera l'innovation (Flichy, 1995). Si la mise en place de ce nouveau cadre influe sur les rapports que peuvent avoir les différents acteurs, pour Akrich : "ni des nécessités purement techniques, ni l'imposition de certaines formes socio-politiques ne peuvent expliquer la forme prise par les innovations." (Akrich, 1993, pp. 91-92).

L'approche constructiviste s'inscrit dans cette conception en postulant que la technologie est déterminée par les rapports sociaux, elle est un artefact socialement construit. Ici, les processus de décisions qui déterminent les choix technologiques impliquent des acteurs, se fondent sur une rhétorique et font référence à un contexte. La technologie nomade ici n'est qu'un instrument au service de stratégies, une façon de traduire les représentations et les intérêts des acteurs en présence. Il s'agit donc d'un moyen pour parvenir au développement social. Cette idée est partagée par Castells qui considère que "plusieurs facteurs, dont l'inventivité et l'esprit d'entreprise individuels, concourent à la découverte scientifique, à l'innovation technique et à leurs applications sociales, si bien que le résultat final dépend d'un ensemble complexe d'interactions" (Castells, 1998, pp. 25-26). Mathias abonde dans le même sens en affirmant que l'interaction quotidienne entre la société, plus précisément l'homme et la technique, doit être perçue en termes de complémentarité. Pour lui : "il n'est effectivement pas possible de restreindre le discours sur la technologie aux circonstances technico-épistémiques de son développement" (Mathias, 2007), dans la mesure où ce dernier est lié à l'humain et concerne la vie dans son ensemble. Le fait que les technologies/techniques soient présentes dans la société et influent dans la majorité des aspects de notre vie quotidienne n'implique pas que nous soyons complètement aveuglés par l'illusion et la puissance informationnelle.

Cet appel à la vigilance, résultant des nombreuses interactions entre les acteurs du processus d'innovation, traduirait-il une inquiétude / méfiance quant à l'utilisation des technologies nomades dans un contexte social ?

1.2. Approche systémique des technologies nomades

L'approche systémique stipule que pour comprendre des ensembles, il est nécessaire de connaître non seulement les éléments mais encore leurs relations et leurs interactions avec l'environnement. Cette approche est aujourd'hui appliquée au domaine de la communication à travers l'étude des "faits de communication", définis par Mucchielli comme des "activités émergentes" (Mucchielli, 2006, p. 29). Selon lui, ces "faits de communication" sont de trois types : "ceux que les acteurs font à propos de la TIC, ceux que les acteurs font en utilisant la TIC, ceux que la TIC, elle-même délivre aux différents acteurs dans la situation." (Mucchielli, 2006, p. 29). Autrement

dit, pour comprendre le rôle des technologies nomades à travers les micro-puces dans le développement social, il est nécessaire de l'analyser à partir d'une mise en situation dans un contexte donné et d'examiner les différents types d'interactions qui s'y déroulent. Ceci revient à dire que l'approche systémique des technologies nomades, appliquée aux faits de communication, permet de comprendre les règles de la communication via l'utilisation et la pratique des micro-puces afin de mieux réguler les échanges. Elle ne se démarque pas de sa conception première qui est l'observation d'un système dans son contexte/son réseau relationnel afin de proposer des solutions. De ce fait, l'approche systémique se rapproche de la cybernétique en ce sens qu'elle prend en compte les notions d'interaction et de contexte en vue d'une régulation des échanges dans un système donné. Ce faisant, elle s'oriente vers la compréhension du comportement de l'être humain dans son rapport avec son environnement et partant avec ses semblables.

1.3. L'approche fonctionnaliste des technologies nomades

Développée par Lasswell et Wright Mills, l'approche fonctionnaliste se rapproche de la conception systémique des technologies nomades développée ci-dessus en stipulant que les médias, ici les technologies nomades, n'ont pas d'effets sociaux mais plutôt des fonctions sociales et que leur action sociale permettait une influence à long terme. Selon eux, ces fonctions essentielles sont : "la surveillance de l'environnement (c'est le rassemblement et la distribution de l'information relative aux événements qui se déroulent dans l'environnement d'une société donnée.) ; la mise en relation des parties de la société dans leur réponse à l'environnement (c'est l'interprétation de l'information sur l'environnement et la prescription de conduites d'adaptation aux événements rapportés.) ; et la transmission de l'héritage social d'une génération à l'autre (qui correspond à la phase d'assimilation des personnes.) (Heinderyckx, 1999, pp. 51-52). La présentation de ces différentes fonctions nous amène à constater que la frontière devient mince entre une utilisation dite "libre" des technologies nomades, notamment des micro-puces électroniques par les individus, et le renforcement du contrôle social dans le cadre de l'art martial, pour des besoins de sécurité nationale et de lutte contre le terrorisme.

En effet, selon Truche et Flichy : "les facultés de repérage sur les réseaux de téléphonie mobile sont plus importants qu'auparavant." (Truche et Flichy, 2006, p. 30) et "la crainte principale ne réside plus dans les bases de données interconnectées, mais dans le croisement de flux d'informations de sources très diverses. Chaque individu est désormais fiché plusieurs centaines voire plusieurs milliers de fois." (Truche et Flichy, 2006, p. 19). Ce qui revient à dire que la liberté d'information et de communication est relative, ce d'autant plus que le rapport précise : "toute personne est en effet appréhendée par des traitements automatisés de données dans une très grande diversité de situations : comme écolier, étudiant, salarié, contribuable, candidat à un emploi, patient, assuré social, bénéficiaire de prestations sociales, électeur, abonné au téléphone, à l'électricité et au gaz, locataire, titulaire d'un compte en

banque, voyageur sur une ligne aérienne, abonné à un journal, client d'une librairie ou d'un supermarché, personne nominativement sondée sur ses jugements ou ses habitudes de consommation..." (Truche et Flichy, 2006, p. 20). En fin de compte, les micro-puces deviennent de nouveaux moyens de surveillance et de contrôle des individus que l'écrivain Orwell décrivait déjà dès 1948 (Orwell, 1948 et 1950). Le "Big Brother" qui représentait la surveillance omnipotente et omniprésente de l'Etat à cette époque, risque d'être représenté aujourd'hui sous les traits de la technologie nomade à travers l'utilisation des micro-puces électroniques.

Dès lors, l'inquiétude grandissante, perçue à nouveau à travers les fonctions de Lasswell, Truche et Flichy, se poursuit avec la considération de Wright Mills qui distingue les fonctions (c'est-à-dire les conséquences significatives) de l'activité sociale (ici la communication de masse) et les buts visés car, selon ce dernier, les fonctions de la communication de masse ne sont pas nécessairement celles que les communicateurs veulent obtenir. En d'autres termes, au-delà du discours sur la contribution certaine des technologies nomades au développement social, notamment une meilleure organisation sociale, il pourrait y avoir un effet inverse où ces mêmes technologies, à travers l'utilisation des micro-puces "internes", contribueraient à une désorganisation sociale. De ce fait, le développement social, perçu à travers les avantages des technologies nomades : l'avènement de l'ère de la "surmobilité", de la "liberté" des attaches du câble, de "l'indépendance" de l'individu, de "son épanouissement intellectuel et physique" et de "la prise en main de son destin "ne serait-il pas compromis par les visions de Lasswell et de Wright Mills ?

Nous pouvons constater d'ores et déjà que l'approche fonctionnaliste de Lasswell et Wright Mills complète l'approche systémique dans la mesure où elle considère la société, l'innovation technique/les technologies nomades et l'individu comme des éléments qui font partie d'un système dans lequel les notions d'interaction et de contexte en vue d'une régulation des échanges revêtent une importance particulière. Dans cet échange entre l'individu, les technologies nomades et la société, le premier développe des aptitudes relatives à l'usage et la pratique des dispositifs techniques afin d'asseoir tout de même la légitimité de son action et partant son développement social. Le développement de cette approche fonctionnaliste nous amène à nous interroger sur l'usage et la pratique des micro-puces par les différents acteurs du processus d'innovation, en tant que construit social et la dimension éthique que soulèvent ces pratiques.

1.4. Usage et pratique des micro-puces : une question d'éthique

L'approche fonctionnaliste développée ci-dessus nous permet de constater que dans l'usage des technologies nomades et principalement des micro-puces, il y a donc des acteurs en interface (précurseurs, prescripteurs, leaders d'opinion en sont les trois figures classiques), des institutions en arrière-plan (avec leurs règles de droit et leurs rapports de pouvoir), des cultures en contact (avec leurs cadres de références, leurs

langages, leur imaginaire partagé). Rappelons que l'un des premiers emplois de la notion d'usage en sociologie des médias provient du courant fonctionnaliste américain des "uses and gratifications". La problématique des usages, qui découle des conclusions des travaux de Lazarsfeld, tourne autour des fonctions sociales remplies par les médias et sur les besoins auxquels ils répondent pour les récepteurs. Aussi, postule-t-il que les membres des audiences utilisent "activement" les médias pour en retirer des satisfactions spécifiques répondant à des besoins psychologiques ou psychosociologiques. Ceci revient à considérer l'usage comme une pratique sociale liée à la notion de "besoin". Cet usage est défini par Le Coadic comme "une activité sociale, l'art de faire, la manière de faire" (Le Coadic, 2004, p. 19), tandis que la pratique se rapporte à "un ensemble d'habitudes établies". Elle est donc de nature sociale et décrit "un procédé, une méthode et manière concrète de faire, d'exercer une activité sociale, d'une classe de personnes, dans le secteur de la culture ou de l'information." (Le Coadic, 2004, p. 19). En d'autres termes, la pratique est une façon de procéder dans la réalisation d'une action particulière. Telle que définie, la pratique ne se distingue pas vraiment de l'usage en tant qu' "une activité sociale, l'art de faire, la manière de faire" (Le Coadic, 2004, p. 19). Cette ambiguïté se retrouve aussi dans la définition de Chambat où le terme "usage" est utilisé pour "repérer, décrire, et analyser des comportements et des représentations relatifs à un ensemble flou : les NTIC" (Chambat 1994, p. 250).

Notons que cette difficulté de pouvoir distinguer d'emblée "usage" et "pratique" est levée par Akoun et Ansart (1999) qui considèrent que les "usages" sont des "pratiques culturelles qui sont couramment mises en œuvre dans la vie quotidienne et qui sont, le plus souvent, vécues comme naturelles ou contestées (...)" et "les utilisations particulières qu'un individu ou un groupe peut faire d'un bien, d'un instrument, d'un objet". De Certeau quant à lui, pense que l'utilisateur est considéré comme producteur de la technologie et ses usages se développent selon une logique propre dans laquelle l'utilisateur est un inventeur méconnu. L'usage serait donc "une activité que l'ancienneté ou la fréquence rend normale" (De Certeau, 1990 et Le Coadic, 2004, p. 19), c'est une utilisation pratique. C'est l'action, la manière de se servir d'une chose pour une fin précise. Selon Perriault, l'usage "se construit comme une interaction, une négociation entre technologie et utilisateurs" (Perriault 1999 et Le Coadic, 2004, p. 26). De ce fait, l'usage va au-delà de l'utilisation et ne se réduit ni à des données statistiques, ni à des applications. Cet usage renvoie, selon Breton et Proulx, à "un ensemble de définitions allant de "l'adoption" à "l'appropriation" en passant par "l'utilisation"" (Breton & Proulx, 2006, p. 255). Ceci implique, une fois de plus, la présence du contexte "socio-technique" définit plus haut par Flichy (1995).

Bien que l'utilisation des technologies nomades se soit accrue, il ne faudrait pas perdre de vue le fait que ces dernières sont également développées par des acteurs dont les intérêts sont considérables dans une perspective de profit privé ou de détournement. Aussi, les appels à l'éthique prennent de plus en plus d'ampleur avec l'utilisation des micro-puces. En effet, les interrogations posées relèvent de tous les

domaines, ce d'autant plus que leur essor repose sur une légitimité implicite et sur une possibilité de dérapage. Cette possibilité est évoquée par Fullsack et Mathien qui proposent de “prendre des mesures pour promouvoir le respect de la paix et préserver les valeurs fondamentales que sont la liberté, l'égalité, la solidarité, la tolérance, le partage des responsabilités et le respect de la nature.” (Fullsack & Mathien, 2008, p. 22). Or, selon les experts de l'UNESCO : “l'éthique des TIC concerne également le rapport aux générations futures. Elle se fonde sur un questionnement critique permanent sur les usages, les modèles, les valeurs présentes. De ce fait, elle est plus interrogative que normative par rapport à une évolution de l'humanité.” (UNESCO, 2007, p. 22).

Pour nous, ceci revient à interroger les acteurs du processus d'innovation sur leurs usages et pratiques des micro-puces afin de vérifier nos hypothèses : “la pratique des implants électroniques sur les individus et leur usage en tant que technologie de surveillance constituent une source de désorganisation sociale, lorsque cette pratique est en rapport avec l'art martial” et “il y a un risque non négligeable de voir apparaître sous ce rapport et dans un futur proche, une société de surveillance ou une nouvelle “police de la pensée”, telle que le présageait Orwell dès 1948”.

2. Enquête de terrain

2.1. Méthodologie de l'enquête

Pour les besoins de ce travail portant sur l'examen du rapport existant entre l'utilisation croissante des micro-puces, notamment les implants électroniques et le développement social, nous avons réalisé une enquête par questionnaire et nous avons utilisé une approche quantitative pour l'analyse des données recueillies. Notre échantillon, utilisé ici à titre exploratoire, est constitué d'une centaine de personnes (113) : étudiants, professeurs, médecins, patients, policiers et personnes adultes résidant en France, Grande Bretagne et Allemagne. Leur moyenne d'âge est de 23 ans, leur niveau intellectuel est élevé (au moins un BAC pour la majorité) et leur capacité de réflexion murie par leurs activités quotidiennes. Il s'agit de personnes qui, de par leur métier et leur statut social, sont directement concernées par l'utilisation des micro-puces et implants électroniques. Certains se situent en amont, au niveau de leur conception et développement et d'autres, en aval, interviennent dans leur réception et leur utilisation quotidienne. Tous sont influencés d'une manière ou d'une autre par ces technologies et en subissent les effets.

Concernant les modalités, le questionnaire a été administré en face à face. Il s'agissait pour eux de répondre à douze questions portant sur quatre variables : leur connaissance et leur utilisation des technologies nomades et des micro-puces en général ; leur connaissance des pratiques des technologies nomades ; la dimension éthique que soulèvent l'utilisation et la pratique des micro-puces “internes”.

2.2. Observations et résultats

Les principaux résultats de ce travail nous ont permis de relever les constats suivants : En ce qui concerne la connaissance des différentes technologies nomades et des micro-puces en général : les enquêtés connaissent dans leur grande majorité (96%) les micro-puces et les utilisent presque tout le temps (83%), comme le montrent les tableaux 1 et 2 ci-dessous :

Tableau 1: Connaissance des micro-puces en général

<i>Savez-vous ce qu'est une micro-puce?</i>	<i>Nb. cit.</i>	<i>Freq.</i>
Non réponse	1	0,9%
Oui	109	96,5%
Non	1	0,9%
A peu près	2	1,8%
Total obs.	113	100,0%

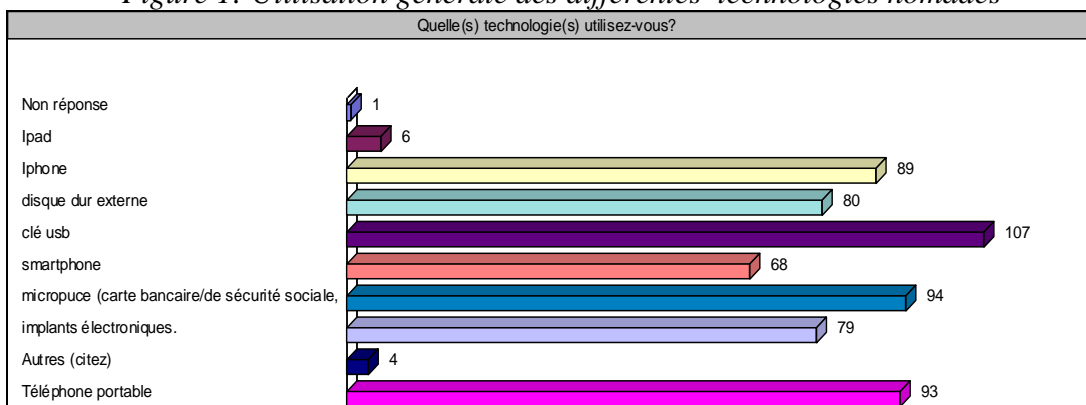
Tableau 2 : Fréquence d'utilisation des micro-puces en général

<i>A quelle fréquence les utilisez-vous?</i>	<i>Nb. cit.</i>	<i>Freq.</i>
Non réponse	1	0,9%
Tout le temps	94	83,2%
Quelques fois	15	13,3%
Rarement	3	2,7%
Pas du tout	0	0,0%
Total obs.	113	100,0%

Certains cependant (13%) les utilisent quelques fois et très peu les utilisent rarement (2,7%). Quelle que soit leur fréquence d'utilisation, aucun enquêté n'affirme ne pas les utiliser (0,0%).

En ce qui concerne l'utilisation générale des différentes technologies nomades :

Figure 1: Utilisation générale des différentes technologies nomades



La clé usb est utilisée en majorité par les enquêtés (107 personnes), suivie des micro-puces “externes” (cartes bancaire et vitale, carte monéo et autres : 94 personnes). Ces micro-puces “externes” sont légèrement plus utilisées que le téléphone portable (93 personnes) et des dispositifs tels que l’Iphone (89 personnes), le disque dur externe (80 personnes) et les implants électroniques (79 personnes). En revanche, peu utilisent des smartphones (68 personnes) et moins encore des Ipad (6 personnes). Nous notons également que les implants électroniques, en tant que technologie nomade “interne” occupent une bonne place dans cette utilisation des micro-puces (79 personnes). Quant à l’utilisation spécifique que les enquêtés font des micro-puces :

Tableau 3: Utilisation spécifique des micro-puces

Valeur	Nombre de citations	Frequence d'utilisation
Paielements, santé, loisirs	55	49,2%
Conservation et transmission des informations, communiquer	27	24,1%
Professionnel (médical, interventions médicales rapides à distance)	15	13,4%
Professionnel et privé	15	13,4%

La majorité des enquêtés (49%) utilisent les micro-puces pour effectuer des transactions d’ordre privé, certains (24,1%) les utilisent pour conserver et transmettre des informations. 13% des enquêtés en font un usage professionnel et le même nombre en fait un usage à la fois professionnel et privé.

En ce qui concerne leur connaissance des pratiques des technologies nomades “internes”, notamment les micro-puces “internes” : 99,1% des enquêtés reconnaissent que des pratiques de micro-puces “internes” sont faites sur des individus.

Tableau 4: Connaissance de la micro-puce “interne”

<i>Connaissez-vous la micro-puce "interne"?</i>	<i>Nb. cit.</i>	<i>Freq.</i>
Non réponse	1	0,9%
Oui	112	99,1%
Non	0	0,0%
Total obs.	113	100,0%

Cependant, lorsqu’ils sont interrogés sur les objectifs de ces pratiques, les enquêtés affirment dans leur grande majorité (102 personnes) : 90% qu’elles servent davantage à renseigner l’Etat sur ses citoyens qu’à repérer des personnes disparues ou en danger (33 personnes) dont 29,2%. Une très faible proportion d’enquêtés (5 personnes) : 4,4% ; pense que l’objectif de ces pratiques est de lutter contre le terrorisme ou encore

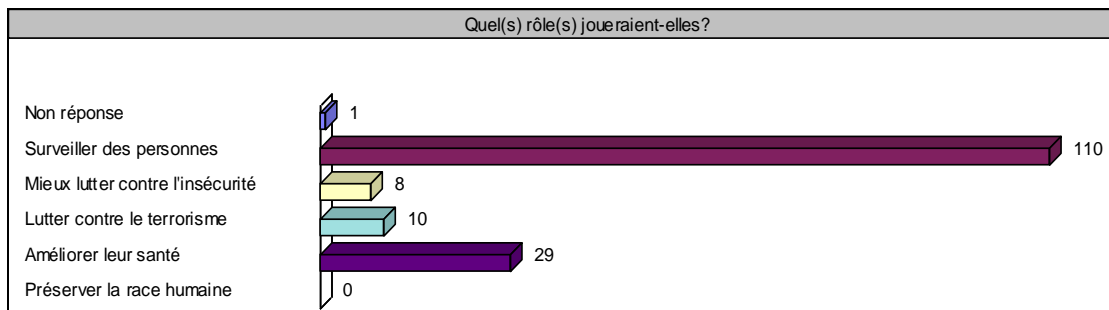
d'assurer la sécurité nationale. Une seule personne (0,9%) ne soutient tout de même qu'il s'agit de sauver l'humanité.

Tableau 5 : Objectifs des pratiques des micro-puces "internes"

<i>Pourquoi y stocker des données?</i>	<i>Nb. cit.</i>	<i>Freq.</i>
Non réponse	1	0,9%
Sauver l'humanité	1	0,9%
Reperer des personnes disparues ou en danger	33	29,2%
Renseigner l'Etat sur ses citoyens	102	90,3%
Lutter contre le terrorisme	5	4,4%
Securité nationale	5	4,4%
Total obs.	113	100,0%

Quant aux fonctions supposées des pratiques de micro-puces "internes" sur les individus, elles sont représentées dans cette Figure 2 :

Figure 2: Fonctions supposées des pratiques de micro-puces "internes"



Les enquêtés pensent quasiment tous (110 personnes) que la fonction principale de ces pratiques est d'abord de "surveiller des personnes". Très peu pensent à l'amélioration de la santé des individus (29 personnes), et moins encore à lutter contre le terrorisme (10 personnes) et l'insécurité (8 personnes).

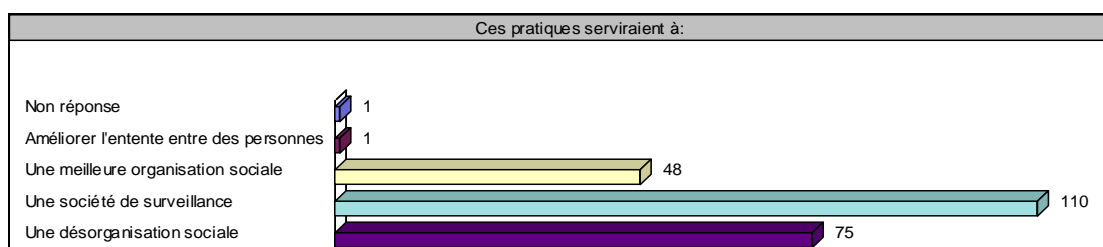
En ce qui concerne la dimension éthique que soulèvent l'utilisation et la pratique des micro-puces "internes" : la majorité des enquêtés apparaît "contre" la pratique des micro-puces "internes" sur les individus : 75 personnes dont 66,4% d'enquêtés. 26,5% d'enquêtés qui sont "pour" et seulement 5 personnes (4,4% d'enquêtés) ont un avis mitigé.

Tableau 6: Avis des enquêtés sur les pratiques des micro-puces "internes"

<i>Que pensez-vous de ces pratiques"?</i>	<i>Nb. cit.</i>	<i>Freq.</i>
Non réponse	3	2,7%
Pour	30	26,5%
Contre	75	66,4%
Mitigé	5	4,4%
Total obs.	113	100,0%

En ce qui concerne les raisons possibles de l'implantation des micro-puces aux individus, celles évoquées par les enquêtés sont différentes. Nous les avons regroupées en cinq catégories à savoir l'avènement d'une société de surveillance, une désorganisation sociale, une meilleure organisation sociale, une amélioration de l'entente entre des personnes et aucune réponse. Ce regroupement des réponses des enquêtés nous permet de constater qu'ils sont nombreux (110 personnes) à penser que la pratique des micro-puces "internes" sur les individus conduirait d'abord à une société de surveillance, ensuite à une désorganisation sociale (75 personnes).

Figure 3: Raisons possibles évoquées pour l'implantation des micro-puces "internes" aux individus



Ils sont moins nombreux à évoquer la raison d'une meilleure organisation sociale (48 personnes). Une seule personne évoque la possibilité d'améliorer l'entente entre des personnes. Parmi les raisons personnelles citées, apparaissent en premier les questions des "libertés individuelles", de la "dégradation des rapports sociaux" et d'éthique : (18%). Viennent ensuite les "dérives de l'Etat totalitaire" 16,2%, suivies des raisons "médicales et sécurité" 11,6%.

Tableau 7: Raisons citées

Valeur	Nb. Cit.	Fréquence
Privation des libertés individuelles, frustration et enfermement de l'individu	20	18,0%
Médicale et sécurité	13	11,6%
Sécurité nationale	9	8,0%
Médicale	8	7,1%
Dégradation des relations sociales, division de la société, à l'encontre de l'unité nationale, méfiance et suspicions	20	18,0%
Ethique, moralité, espionnage, malsain, tout dépend de l'usage qu'on en fait)	20	18,0%
Dérives de l'Etat totalitaire, " flicage " des personnes et retour du Big Brother, surveillance 24/24	19	16,2%
Conserver et transmettre les informations	3	2,7%

Peu sont ceux qui citent des raisons purement médicales (8%) ou purement sécuritaires (7,1%). Rares sont ceux qui citent la “ conservation et la transmission des informations ”.

2.3. Analyse et interprétation des résultats

Par rapport à ces observations et résultats, nous pouvons dire que les enquêtés ont une bonne connaissance des technologies nomades et des micro-puces. S'ils les utilisent de façon fréquente, les usages généraux et spécifiques qu'ils en font concernent leur vie quotidienne. Ceci montre bien que “l'usage des objets communicationnels s'inscrit dans le tissu social”, comme l'affirme Proulx (Proulx, 2007, pp. 53-60). Le fait qu'ils utilisent des clés usb, des cartes bancaire et vitale ainsi que leurs téléphones portables et Iphones renvoie aux trois dimensions de la nouveauté évoquées par Jeanneret, en rapport avec l'innovation technique. La fonctionnalité de ces dispositifs techniques nous permet de relever que la “nouveauté technique” s'associe ici à une “nouveauté sociale des usages”. Quant à la “nouveauté médiatique des annonces”, elle se manifeste de façon implicite et est plutôt décelable à travers l'utilisation des téléphones portables et Iphones par les enquêtés. Nous supposons ici que ces technologies nomades leur permettent de se connecter au réseau et de réaliser des actes culturels nouveaux, ce d'autant plus que lesdites technologies possèdent des applications variées. Il y a pour ainsi dire une imbrication étroite des contenus techniques et sociaux au sein même de la société ainsi que des interactions qui se déroulent d'une part entre les enquêtés et la technologie, et d'autre part entre les enquêtés et d'autres individus.

Lorsque nous examinons “les faits de communication” définis par Mucchielli comme des “activités émergentes” (Mucchielli, 2006, p. 29), nous nous rendons compte que les deux premiers “faits de communication” se vérifient à travers l'usage des micro-puces par les enquêtés. Ainsi, nous apprenons ce que les acteurs font à propos des technologies nomades de même que ce qu'ils font en utilisant les micro-puces. La technologie nomade et les micro-puces apparaissent comme des interfaces à travers lesquels s'opèrent les échanges sociaux. Les enquêtés utilisent les micro-puces à la fois pour effectuer des transactions d'ordre privé mais également pour conserver et transmettre des informations. Cette utilisation des micro-puces renvoie aux deux catégories d'acteurs qui sont issus de l'innovation technique et évoqués par Blondel : “l'inventeur et surtout celui qui prend la décision d'exploiter l'invention” (Blondel, 1990, p. 204). Tous opèrent dans la société qui constitue ce que Flichy a appelé plus haut le “cadre sociotechnique” dans lequel fonctionne l'innovation technique. (Flichy, 1995). Cette première partie de l'analyse nous laisserait penser que les micro-puces contribuent au développement social et peut-être bien à une meilleure organisation sociale.

Cependant, lorsque nous analysons leur connaissance des pratiques des technologies nomades “internes”, les résultats nous permettent d'affirmer qu'ils sont au courant des

pratiques de micro-puces “internes” sur les individus mais ne sont pas pour autant favorables à ces pratiques : 90% des personnes interrogées pensent qu’elles servent davantage à renseigner l’Etat sur les individus qu’à repérer des personnes disparues ou en danger. Il y a donc une méfiance de la part des individus concernant ces pratiques et les raisons évoquées par eux nous amènent à penser que ces pratiques des micro-puces “internes” sur les individus relèvent des pratiques de surveillance de l’Etat à travers l’art martial et sont donc susceptibles de conduire à une désorganisation sociale.

Nous relevons également ici les fonctions essentielles des technologies nomades, soulignées par l’approche fonctionnaliste de Lasswell et Right Mills à savoir “la surveillance de l’environnement”, dans la mesure où l’Etat est soupçonné de rassembler des informations sur les individus sous le prétexte de la sécurité nationale, prétexte auquel peu d’enquêtés croient. Presque tous (110 enquêtés sur 113) décrivent l’avènement d’une société de surveillance qui prive l’homme de ses libertés individuelles et le confinent à la frustration et l’enfermement. Ceci pourrait arriver à travers la seconde fonction qui concerne “la mise en relation des parties de la société dans leur réponse à l’environnement”. En effet, les soupçons évoqués paraissent fondés et reconnus dans les affirmations de Truche et Flichy : dans la mesure où “toute personne est en effet appréhendée par des traitements automatisés de données dans une très grande diversité de situations [...]” (Truche & Flichy, 2006, p. 20). Tout ceci contribuerait, selon les enquêtés, à dégrader les rapports sociaux, en divisant la société et allant ainsi à l’encontre de l’unité nationale. Cette société de surveillance, représentée par 16% des enquêtés à travers les termes “flicage” et “Big Brother” dans leurs réponses, serait une dérive de l’Etat totalitaire qu’ils dénoncent dans leurs réponses.

Des raisons d’éthiques et de morale sont aussi soulevées : “c’est malsain”, “tout dépend de l’usage qu’on en fait” et sont révélatrices d’une véritable inquiétude chez les enquêtés. Ceci montre que la dernière fonction de Lasswell correspondant à “la transmission de l’héritage social”, c’est-à-dire la phase d’assimilation des personnes aura du mal à être représentée. Ces observations nous amènent à penser que la frontière est mince entre une utilisation dite “libre” des micro-puces et des technologies nomades et le renforcement du contrôle social dans le cadre de l’art martial. Les acteurs en présence, aux intérêts divergents, n’ont pas la même vision du développement social. C’est dans ce sens que les technologies nomades contribuent plutôt à une désorganisation sociale, comme le pense la majorité des enquêtés. Les hypothèses énoncées dans l’introduction sont donc vérifiées.

Face aux questions éthiques soulevées par les enquêtés, il importe selon Fullsack et Mathien, de “prendre des mesures pour promouvoir le respect de la paix et préserver les valeurs fondamentales que sont la liberté, l’égalité, la solidarité, la tolérance, le partage des responsabilités et le respect de la nature” (Fullsack & Mathien, 2008, p. 22).

Conclusion

Pour conclure, nous rappelons que le fil conducteur de ce travail est l'examen du rapport existant entre l'utilisation croissante des micro-puces, notamment les implants électroniques et le développement social. Nos hypothèses sont que "la pratique des implants électroniques sur les individus et leur usage en tant que technologie de surveillance constituent une source de désorganisation sociale, lorsque cette pratique est en rapport avec l'art martial" d'une part ; et qu'"il y a un risque non négligeable de voir apparaître sous ce rapport et dans un futur proche, une société de surveillance ou une nouvelle "police de la pensée", telle que le présageait Orwell dès 1948" (Orwell, 1948 et 1950), d'autre part. Pour les vérifier, nous avons divisé cette communication en deux parties : la première partie a constitué le cadre théorique à partir duquel nous avons développé nos analyses. Elle a été encadrée par différentes approches allant de l'innovation technique aux usages en passant par l'approche systémique. Il s'agissait de voir à travers ces approches, le contexte dans lequel s'inscrivent les micro-puces et leur rapport avec le développement social. Nous nous sommes également interrogés sur la dimension éthique que soulèvent la pratique et l'usage des micro-puces dans les cadres de l'art martial et du développement social.

La seconde partie a constitué notre enquête de terrain dont les résultats des observations nous ont permis de constater que l'utilisation et la pratique des technologies nomades, notamment l'utilisation des micro-puces "internes" pourraient favoriser le développement social tant que ces dernières ne sont pas en rapport avec l'art martial. Les individus ont l'impression de jouir pleinement de leurs libertés et de participer de leur plein gré aux activités sociales. Dès lors que l'utilisation et la pratique des micro-puces "internes" sont en rapport avec l'art martial, le doute apparaît, laissant place à la suspicion et aux revendications. Notamment celles des libertés individuelles qui risquent de disparaître avec des acteurs aux intérêts divergents. Ce qui nous amène à penser que la pratique et l'utilisation des micro-puces "internes", tant qu'elles se rapportent à l'art martial, ne peuvent que contribuer à une désorganisation sociale. L'avenir nous dira peut-être le contraire...

Références bibliographiques

- Akrich M. (1993), " Les objets techniques et leurs utilisateurs. De la conception à l'action ", *Raisons Pratiques*, 4, pp. 35-57.
- Breton P. & Proulx S. (2006), *L'explosion de la communication. Introduction aux théories et aux pratiques de la communication*, Paris, La Découverte.
- Blondel D. (1990), *L'Innovation pour le meilleur et pour le pire*, Paris, Hatier.
- Castells M. (1998), *La société en réseaux*, Fayard.
- Chambat P. (1994), " Technologies de l'information et société ", vol.6, n°3, 1994.
- De Certeau M. (1990), "L'invention du quotidien", tome 1, *Arts de faire*, Paris, Gallimard [Première édition : 1980, Paris : UGE, coll. "10/18"].

- Flichy P. (1995), *L'innovation technique. Récents développements en sciences sociales vers une nouvelle théorie de l'innovation*, Paris, La Découverte.
- Fullsack J. L. & Mathien M. (2008), *Ethique de "La Société de l'Information" ?*, Collection Médias, Sociétés et Relations Internationales, Bruylant Bruxelles.
- Heinderyckx F. (1999), *Une introduction aux fondements théoriques de l'étude des médias*, Collection Céfal SUP, Belgique, Editions du CEFAL.
- Jeanneret Y. (2000), *Y'a-t-il (vraiment) des technologies de l'information ?*, Presses Universitaires du Septentrion.
- Le Coadic Y. F. (2004), *Usages et usagers de l'information*. Collection " 128 ", Paris, Armand Colin.
- Mathias P. (2007), " Y a-t-il une pensée informatique? ", *Informatique et philosophie*, 25 avril.
- Mucchielli A. (2006), *Etude des communications : Le dialogue avec la technologie*, Paris, Armand Colin.
- Orwell, G. (1948), *1984*, traduction d'Audiberti A. (1950). Paris, Broché.
- Perriault J. (1989), *La logique de l'usage, essai sur les machines à communiquer*, Paris, Flammarion.
- Proulx S. (2007), "L'usage des objets communicationnels s'inscrit dans le tissu social" in *TICE : L'usage en travaux, Les Dossiers de l'ingénierie éducative*, Centre National de Documentation Pédagogique, Paris, hors série, pp. 53-60.
- Truche P. & Flichy P. (2006), *La France face au terrorisme, Livre blanc du Gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme*, La Documentation Française.
- UNESCO (2007), "Recommandations pour la réunion des experts de l'UNESCO sur l'éthique des TIC", Strasbourg 13-14 septembre 2007.

**Stratégies de développement des marchés :
Opportunités et challenges des réseaux sociaux et des TIC mobiles**

Abdelmalik MEZHOUDA

Université Mohammed Khider Biskra, Algérie

k_mezhouda@yahoo.fr

Résumé

Les nouveaux médias sociaux soutenus par l'explosion de la téléphonie mobile et les communications sans fil ont créé un nouvel environnement communicationnel caractérisé par un esprit entrepreneurial, une liberté relative et une diffusion de masse des informations. Les entreprises tirent profit de cet environnement qu'elles investissent pour consolider leurs stratégies de développement des marchés, mais en même temps sont confrontées aux défis inhérents à cet environnement, que ce soit sur le plan de la sécurité des données, sur le plan managérial ou éthique. Le papier essaye de mettre en évidence les opportunités et les challenges accompagnant les réseaux sociaux et les TIC nomades utilisées par les entreprises dans le cadre de leurs stratégies de développement des marchés.

Mots - clés

stratégie de développement de marché, communication marketing, réseaux sociaux, mobilité, nomadisme.

Abstract

The new social media supported by the explosion of mobile phone and wireless communication devices have produced a new communicational environment characterized by entrepreneurial spirit, relative liberty and the diffusion of mass information. Business companies are benefiting from several advantages generated by this new environment and invest them in order to sustain their market development strategies. However, they are facing, at the same time new challenges related to different aspects in particular data security, managerial aspect, and ethics. This paper aims to highlight impacts of social networks supported by mobility and their challenges on companies' market development strategies.

Key words

market development strategies, marketing communication, social networks, mobility, nomadism.

Clasification JEL: M15

Introduction

Les stratégies de développement des marchés représentent un des principaux choix stratégiques qu'adoptent les firmes pour assurer les niveaux de revenus planifiés et les taux de croissances visés. Ce choix s'impose notamment dans le cas où les opportunités de croissances externes ne se présentent pas ou les possibilités de développement de produits sont limitées (Hitt, Ireland & Hoskisson). Une des

conditions nécessaires pour la réussite de ces stratégies est l'investissement massif en marketing et plus particulièrement en publicité (Fred, 2010).

L'avènement de l'Internet et des réseaux sociaux, limités au départ à des fins personnelles, a ouvert de nouvelles perspectives pour les firmes et a permis plus d'efficacité et d'efficience dans le domaine marketing. L'apparition des réseaux sociaux via le web et des communautés virtuelles a ouvert de nouvelles perspectives pour la communication marketing (Decaudin, 2003). Rapidement, les réseaux sociaux et les TIC nomades ont intégré les stratégies marketing des firmes et sont souvent utilisés comme moyen de coordination et d'animation des communautés. Deux types de bénéfices en découlent : l'amélioration de la circulation de l'information et la bienveillance des autres à l'égard de l'entreprise (Baret, Huault, & Picq, 2006). L'effet d'une telle mutation s'est avéré immédiatement et s'est concrétisé par des économies considérables et par une large expansion du champ communicationnel. Le développement de la téléphonie mobile et des outils nomades (Tablette, PC...) a fait que les réseaux sociaux deviennent aussi nomades et accompagnent le client à chaque instant. Par conséquent les entreprises se sont débarrassées, après la contrainte temps, de la contrainte lieu et se sont détachées du câble pour atteindre leurs clients là où ils vont et à n'importe quel moment.

Si les réseaux sociaux et les TIC nomades ont ouvert aux entreprises de nouveaux espaces communicationnels et créé de nouvelles sources d'idées, ils révèlent aussi de nouveaux challenges sur le plan de la sécurité des données, sur le plan managérial voire même éthique.

Le présent article essaye de mettre en exergue les opportunités dont bénéficient les entreprises utilisant les réseaux sociaux et adoptant les solutions mobiles pour soutenir leurs stratégies de développement des marchés. Il se base sur la littérature en la matière et sur les données portant sur l'usage des réseaux sociaux ainsi que sur les technologies nomades. Il présentera en première partie les stratégies de développement de marché et le soutien qu'elles ont tiré des réseaux sociaux et du marketing viral. En deuxième partie, l'article mettra l'accent sur la mobilité en tant que support efficace pour la communication de masse, avant d'évoquer les opportunités et les challenges inhérents à l'usage de la mobilité dans les entreprises.

1. La communication de masse: levier des stratégies de développement des marchés

La concurrence acharnée, la rapidité des innovations et les difficultés de maintien de l'avantage concurrentiel, caractérisant aujourd'hui le monde des affaires, sont autant de facteurs qui imposent aux entreprises d'adopter différentes stratégies pour assurer leur pérennité, atteindre les objectifs de ventes et développer de nouveaux marchés.

Les stratégies de développement des marchés ont été théorisées pour la première fois par Igor Ansoff, le père du management stratégique qui a croisé les dimensions Marchés et Produits. Ansoff publiait en 1957 dans l'Harvard Business Review un article intitulé *Strategies for Diversification* présentant le premier modèle expliquant les différentes options stratégiques offertes aux entreprises pour développer leurs marchés. Selon ce modèle les choix stratégiques offerts aux entreprises peuvent être schématisés ainsi:

	Produits existants	Nouveaux produits
Marchés existants	<i>Stratégie de pénétration des marchés</i> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les parts de marché - Augmenter l'usage du produit - Augmenter la fréquence d'usage - Augmenter les quantités - Nouvelles applications au produit 	<i>Stratégie de développement de produit</i> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer un produit - Extension de la gamme du produit - Nouveau produit pour un même marché
Nouveaux marchés	<i>Stratégie de développement de nouveaux marchés</i> <ul style="list-style-type: none"> - Trouver de nouveaux marchés pour un produit existant - Expansion géographique - Nouvelle segmentation du marché 	<i>Stratégie de diversification</i> <ul style="list-style-type: none"> - Intégration verticale - Diversification du portefeuille

Source: adapté de la matrice d'Ansoff.

Le modèle d'Ansoff a été repris par la majorité des travaux de recherche discutant les choix stratégiques des entreprises ainsi que par les manuels de stratégie (Fred, 2010 et Lowy & Hood, 2004), à l'instar des praticiens dans les entreprises et dans les cabinets de consulting. Pleshko et Heiens, partant de la complexité, l'originalité et de l'aspect contemporain des stratégies marketing, ont proposé une version adaptée du modèle. Ils y donnaient plus de possibilités pour l'entreprise par l'addition de nouvelles stratégies. Dans le but d'augmenter la marge de manœuvre, les auteurs ont proposé d'ajouter une troisième possibilité à chacune des deux dimensions. L'option « Marchés actuels et nouveaux » s'ajoute à la dimension « Focus sur la croissance marché », et l'option « Produits actuels et nouveaux » s'ajoute à la dimension « Focus sur la croissance produit » (Pleshko & Heiens, 2008). Porter a ajouté, de son côté, la condition du positionnement considérant que la réussite des choix stratégiques dépend essentiellement du positionnement adopté c'est-à-dire des choix du couple produit/marché (Montgomery & Porter, 1991).

Sur le plan opérationnel, les choix stratégiques de l'entreprise doivent, en fait, être accompagnés par un mix marketing approprié, notamment concernant l'aspect promotionnel ou communicationnel. Les stratégies de développement des marchés nécessitent des campagnes de promotion et de publicité intenses et utilisent, surtout pour les produits de large consommation, les moyens de communication de masse. D'ailleurs, la publicité représente le facteur clé de la réussite et consomme des budgets énormes dans certains marchés tels que le marché des jouets. Par conséquent la

communication constitue un levier incontournable pour la réussite des stratégies de développement des marchés (Viot, 2010).

Outre les pages web, les bannières publicitaires, le spamming, le mailing... qui ont servi de nouveaux support pour la communication marketing et ont introduit l'entreprise au web, l'internet a permis de développer des solutions plus innovantes et plus efficaces répondant mieux aux implications de la communication de masse, que ce soit en termes de coûts, de temps ou de champ couvert. Les entreprises ont soutenu leurs stratégies de développement des marchés notamment via les réseaux sociaux et le marketing viral.

1.1. Les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux sont un phénomène de nature humaine qui existe depuis que les humains sont organisés en groupe. Néanmoins le Web, en investissant les relations sociales entre individus (amitié, affiliation, association, clanisme...), a donné aux réseaux sociaux une nouvelle dynamique. Un réseau social est « un ensemble d'individus, organisations ou entités entretenant des relations sociales fondées sur l'amitié, le travail collaboratif, l'échange d'informations » (Mercanti-Guérin, 2010). Partant des usages des nouveaux moyens de communication, notamment en marketing, les contacts entre membres de réseaux sociaux se font selon par échange d'emails, échange de SMS, d'appels téléphoniques... (Doyle, 2007). Notons qu'en 2007, l'année de la publication de l'article de Doyle, les réseaux sociaux numériques tels que Facebook, Myspace, LinkedIn... étaient en phase embryonnaire. Les réseaux sociaux numériques peuvent être définis comme *"...services basés sur Internet pour permettre aux individus de construire un profil public ou semi-public dans un système bien déterminé, d'articuler une liste d'autres utilisateurs qui partagent les mêmes informations et d'afficher leur listes de connexions et celles de leurs contacts"* (Boyd & Ellison, 2007).

Sans entrer dans le débat sur le concept, on considère qu'un réseau social est un ensemble d'individus qui entretiennent des relations via le Web basées sur des intérêts communs. Les relations entre les membres se manifestent par l'échange de données, d'informations, de contenus électroniques, d'avis, d'attitudes... et par la consultation de pages ou de profils personnels.

Les réseaux sociaux via le Web se caractérisent donc en principe par l'ouverture, la diffusion en temps réel, la présence de leaders d'opinions, l'influence en temps réel et exponentiel, la diffusion et la promotion de l'innovation et des nouveautés, et l'affichage online d'information personnelle sur les membres (Teixeira, 2009). Selon Rawlinson, le monde virtuel sera généralisé d'ici 2020 aussi comme le WWW aujourd'hui. Encore mieux, il remplacera l'interface du web actuel (Wyld, 2010).

Le nombre d'internautes a atteint en janvier 2011 deux milliards de personnes dont 450 millions en Chine, soit 1 sur 3 de la population mondiale. Concernant les réseaux sociaux, les chiffres annoncent une progression très rapide comparativement au jeune âge du web 2.0. Par exemple, Facebook a atteint 700 millions d'inscrits avec une moyenne de 700 000 inscrits par jour et une croissance de 338% en 2009 et de 72% en 2010 contre 200 millions pour Twitter et 90 millions pour LinkedIn. 50% des inscrits de Facebook se loguent chaque jour (Lubrano, 2011).

Considérant les millions de membres que comptent les réseaux sociaux, un espace communicationnel très étendu s'ouvre aux entreprises qui ne cessent de créer leurs propres profils sur ces réseaux. Elles les investissent pour générer des résultats réels : développement des marchés ou idées de nouveaux produits.

1.2. Le marketing viral

Le marketing viral, appelé aussi *word of mouth*, *word-of-mouth*, *buzz marketing*... (Mellet, 2009), est une technique qui utilise l'Internet dans la transmission et la diffusion des messages entre les individus qui les filtrent et les transmettent à leurs contacts qui peuvent être intéressés par le message (Woernd, Papagiannidis, Bourlakis, & Li, 2008). Ainsi, le marketing viral implique les consommateurs dans la transmission des contenus sous différentes formes (textes, vidéos, audio...). Soulignons que le mot marketing viral a été utilisé pour la première fois par Jurveston en 1997 dans sa campagne de marketing viral Netscape newsletter visant la promotion de son programme d'email Hotmail (Porter & Golan, 2006). La campagne avait réalisé un succès exceptionnel, plus de 12 millions d'inscrits en moins de 18 mois.

Après Hotmail, le marketing viral a explosé et est devenu un des outils préféré par les entreprises, soit pour le développement de nouveaux produits ou pour le développement de marchés existants. Cette explosion est due, en réalité, à la réussite du marketing viral dans l'exploitation des réseaux sociaux, les relations interpersonnelles, la curiosité et les ambitions des consommateurs, l'attractivité des nouveaux médias vidéo, blogs, mailing... et la synchronisation de la communication via les nouvelles technologies (Wilson, 2000). En outre, le marketing viral s'est développé rapidement à cause de ses avantages importants dont : la faiblesse des coûts, la rapidité de diffusion, la concentration et l'implication du consommateur, l'intentionnalité, l'orientation vers des objectifs précis, l'offre personnalisée et la diversification des outils online (Kwiatkowska, 2009).

Beaucoup de campagnes de marketing viral ont produit des résultats exceptionnels. Ils ont permis aux entreprises de réussir leurs stratégies de développement des marchés et d'acquérir des parts de marché avec des produits banals. Le cas de Blendtech est exemplaire. L'idée de Blendtech était de filmer des vidéos où paraît le

directeur commercial de la division passant des objets de la vie courante au mixeur pour tester sa capacité à les réduire en poussière ou en petits débris. Parmi les premiers objets passés se trouvaient des balles de golf, des morceaux de marbre, des cartes de crédit, le fameux iPhone... Les films de moins de 2 minutes – généralement – sont postés sur Youtube et sur le site www.willitblend.com conçu spécialement pour la campagne. Le résultat était exceptionnel et dépassait toutes les espérances. Plus de 3 millions de visionages en moins de 4 mois, les ventes ont été multipliées par cinq depuis le début de la campagne dans le commerce de détail et par sept dans les ventes en ligne.

2. La mobilité: un nouveau support prometteur des stratégies marketing

La mobilité domine aujourd'hui l'espace communicationnel dans le monde entier. Les statistiques de l'utilisation de téléphones mobiles, de la consultation de l'Internet et de la connexion aux réseaux sociaux via des outils mobiles révèlent la tendance vers un *monde virtuel mobile*. Voici un échantillon de ces statistiques tiré du site Marketing Mobile :

- il y a 5.3 milliards d'abonnés mobiles à travers le monde ;
 - d'ici 2014, la mobilité Internet surpassera les ordinateurs de bureau ;
 - plus de 50 % des recherches Internet locales sont faites sur les mobiles ;
 - 1 milliard de personnes accèderont aux services financiers mobiles d'ici 2015.
- (Piranha Agence tactique, 2011)

En réalité, le besoin pour la mobilité est renforcé par la diversification des plateformes mobiles dans l'entreprise (PC, PDA, Tablette PC...), mais il a existé bien avant le mariage de la téléphonie mobile et l'Internet. La mobilité par ses différents outils nomades a supporté le commerce via les appels, les messages, la recherche et le partage de fichiers multimédias, les jeux... (Smura, Kivi, & Töyli, 2009) ce qui a transformé l'e-Commerce en m-Commerce et le e-Marketing en m-Marketing. Les commerciaux ont souvent prétendu avoir une connexion avec le client à tout moment. Le mariage entre la téléphonie mobile et l'Internet a réalisé ce rêve et a permis de révolutionner l'e-Commerce.

Le m-Commerce est défini comme nouveau type d'e-Commerce où les transactions sont réalisées via un moyen mobile qui utilise la télécommunication sans fil. D'ailleurs le monde des affaires considère l'e-Commerce comme modèle déjà classique par rapport au m-Commerce caractérisé par :

- l'ubiquité ou la disponibilité partout et à tout moment ;
- la personnalisation (pour compenser les capacités limitées des mobiles en termes de mémoire) ;
- la flexibilité (le mobile permet la réalisation des transactions même si la personne est en déplacement);

- la dissémination par l'utilisation des réseaux sans fil (pour donner des informations spécifiques au consommateur) ;
- la commodité ;
- l'instantanéité (Barutçu, 2007).

Malgré l'explosion de la mobilité certains considèrent qu'elle reste sous utilisée par les entreprises. Forrester Research a conduit une enquête auprès de plus de 200 entreprises internationales (40% aux Etats-Unis, 40% en Europe et 20% dans le reste du monde). Il constate que 57% des entreprises étudiées n'ont pas mis en place de stratégies mobiles ou en sont encore à leur début dans la mise en oeuvre ; 10% ont une stratégie mobile totalement opérationnelle depuis moins d'un an et un tiers a mis en place une stratégie mobile depuis plus d'un an. Le rapport souligne les tendances suivantes :

- les marques des secteurs des médias, du voyage et des services financiers sont les plus susceptibles d'avoir la stratégie mobile la plus mature ;
- le mobile est perçu comme un moyen permettant d'améliorer l'implication, la satisfaction et la fidélité des consommateurs, et non pas comme un moyen pour générer des revenus ;
- peu d'entreprises ont impliqué leur top management dans le déploiement de leurs stratégies mobiles ;
- 70% des entreprises vont accroître leurs budgets consacrés au mobile en 2011, dont 1/4 vont doubler ou tripler leurs budgets mobiles (Piranha Agence tactique, 2010).

3. Opportunités et challenges de la mobilité

Les réseaux sociaux et la mobilité sont une source d'avantages stratégiques pour les entreprises. Sur le plan communicationnel les réseaux sociaux et la mobilité, comme sus-indiqué, ont changé radicalement la stratégie et les politiques publicitaires et promotionnelles des entreprises. Par ailleurs, la *publicité via le mobile* est la seule forme de publicité qui permet à un annonceur de mesurer l'efficacité de chaque annonce et de chaque placement d'annonce, sachant que les entreprises et les agences publicitaires cherchent depuis longtemps à évaluer ou à trouver des indicateurs de mesures (KPIs) plus pertinents pour évaluer l'efficacité de la publicité et l'efficience des ressources allouées.

Les avantages de la mobilité ne se limitent pas uniquement aux aspects communicationnels où les marketeurs peuvent mener des campagnes publicitaires innovatrices auprès de millions de personnes en temps réels et les impliquer dans la transmission de messages et dans la configuration de l'image de l'entreprise. Ils s'étendent vers d'autres aspects managériaux tels que la gestion de la force de vente, la satisfaction du client, le traitement des données... Il s'agit principalement de :

- donner l'opportunité aux clients, aux employés, aux managers, aux auditeurs... d'accéder via des points d'accès sans fil améliore certainement la productivité et la satisfaction du client ;
- rendre les managers plus productifs à travers la collaboration mobile ;
- déclencher automatiquement les ordres de certaines opérations routinières grâce aux outils mobiles liés directement à un timing automatique.

En matière de gestion des forces de vente, levier important pour l'implantation et le renforcement des stratégies de développement des marchés, Aberdeen constate :

- une visibilité complète des informations sur les clients et les produits où qu'ils soient ;
- la saisie des informations sur le terrain et la possibilité de les transmettre en temps réel ;
- la réponse immédiate aux demandes des clients sans devoir retourner à l'entreprise ;
- l'amélioration de la qualité de service en utilisant des informations toujours à jour ;
- un gain de temps en ne saisissant l'information qu'une seule fois (rapport de visite, notes...) ;
- une réduction du cycle des ventes, prise de commande chez les clients, impressions des devis ;
- la capacité de travailler en équipe (agendas partagés, prise de rendez-vous...).

L'étude mentionne aussi qu'entre 60 et 80% du temps de travail des commerciaux dans les entreprises qui n'ont pas adopté de solutions mobiles n'est pas affecté à la vente ; les entreprises qui choisissent d'implémenter des solutions d'automatisation des forces de vente mobiles ont 1,5 fois plus de chances que les autres de voir la productivité de leurs forces de vente s'améliorer (Aberdeen, 2007).

Cesmo Consulting publiait en 2004 (aux débuts des applications de la mobilité dans les entreprises), une étude portant sur le thème où il notait déjà : « la hiérarchie des bénéfices cités par les entreprises ayant mis en place de nouvelles applications mobiles s'établirait comme suit : 59% de gain de productivité et de temps, 21% d'accélération de la prise de décision, 9% de réduction de coûts, 6% d'amélioration de la satisfaction client, 5% d'aide à la vente » (Consulting Cesmo, 2004).

Néanmoins avec ce changement sans précédent, les entreprises sont confrontées à un certain nombre de défis liés à l'usage des réseaux sociaux ou à la mobilité.

3.1. Le défi de la sécurité des données

La mobilité, par nature, expose les données aux risques de perte ou de piratage car :

- les postes nomades sont exposés à des environnements non contrôlés et non sécurisés ;
- un ordinateur volé ou perdu ou mal utilisé menace des données critiques de l'entreprise ;
- les médias de communication sans fils sont des objectifs relativement faciles à corrompre par les pirates ;
- les ordinateurs mal utilisés sont des portes ouvertes pour des menaces d'entrées intrusives (Robert, 2010).

Ces risques proviennent parfois des employés de l'entreprise elle-même qui bénéficient de l'accès notamment pour des raisons de mobilité. Selon Computer Security Institute 40% des violations de données sensibles ont été faites par des employés en poste où récemment licenciés. Ces risques imposent aux entreprises l'implantation de systèmes de sécurité qui sont généralement très coûteux ; de plus l'activation de ces systèmes se fait manuellement, ce qui augmente les risques de l'oubli ou de la négligence (George, Aldhizer & Bowles, 2011).

3.2. Défis managériaux

Outre les enjeux sécuritaires, le recours aux réseaux sociaux et l'usage de la mobilité soulèvent aussi des défis managériaux, parmi lesquels :

- la redéfinition des limites des marchés et de la valeur désirée par le client stimulé par l'influence de l'information véhiculée par les réseaux sociaux sur l'utilisateur (Pleshko & Heiens, 2008) ;
- la perte relative du contrôle de l'information (les informations véhiculées entre internautes et les débats survenant via les réseaux sociaux et la blogosphère influencent d'une manière directe positivement ou négativement les points de vue et les comportements des individus à l'égard des produits ou des campagnes publicitaires menées par les entreprises) ;
- la gestion des profils des entreprises elles-mêmes et leur sécurisation contre les hackers et les actions intrusives pour maintenir une image aussi fidèle sur l'entreprise ; la baisse de la productivité des travailleurs à cause du temps perdu dans la consultation des réseaux sociaux. Vactures et Koppen concluaient dans une étude menée en 2008 auprès de 2900 travailleurs et plus de 250 responsables des ressources humaines que 46% des utilisateurs de Facebook/Netlog surfent effectivement sur ces sites pendant leurs heures de travail (Jamespot & Inter-Ligere, 2009) ;
- l'effet viral relatif aux informations ou aux attitudes négatives à propos de l'entreprise est plus important dans le cas de l'utilisation des réseaux supportés par la mobilité.

3.3. Défis éthiques

Dans le monde des affaires, l'éthique est une des questions critiques qui a suscité et continue à susciter beaucoup de débat et de controverses depuis les années cinquante du siècle précédent. Avec l'avènement de l'Internet et l'apparition des communautés virtuelles le problème s'est amplifié et a suscité plus de discussions notamment en ce qui concerne l'éthique collective (Stevens & Mauléon, 2009). D'ailleurs certains considèrent l'Internet comme nouvel environnement de pratiques "non-éthiques" (Kurt & Hacıoglu, 2010).

Conclusion

Les réseaux sociaux et la mobilité ont libéré les entreprises et les marketeurs de beaucoup de contraintes. La mobilité, qui tend à se généraliser et devenir banale, a consolidé les avantages et les opportunités des réseaux sociaux par la consultation de l'Internet via les nouvelles générations de téléphones mobiles et les Smartphones. Néanmoins, les challenges et les dérives éthiques qui ont accompagné ces nouveaux médias sociaux s'avèrent plus sérieuses et plus graves car leurs impacts négatifs peuvent être immédiats, irréversibles.

Références bibliographiques

- Aberdeen G. (2007), « Mobilité et efficacité des forces commerciales: Stratégies sur l'utilisation de la mobilité en entreprise », *Aberdeen Group, Inc.*
- Ansoff, I. (1957), "Strategies for Diversification", *Harvard Business Review*, 35 (5), pp. 113-124.
- Baret C., Huault I., & Picq.T. (2006), "Management et réseaux sociaux: Jeux d'ombres et de lumières sur les organisations", *Revue Française de Gestion* (163), p. 93.
- Barutçu S. (2007), "Attitudes towards mobile marketing, tools: A study of Turkish consumers", *Journal of Targeting, Measurement and Analysis for Marketing*, 1, pp. 26-38.
- Boyd D. & Ellison N. (2007), "Social Network Sites: Definition, History, and Scholarship", *Journal of Computer-Mediated Communication*, 13 (1).
- Canali C., Colajanni M. & Lancellotti R. (2010), "Resource Management Strategies for the Mobile Web", *Mobile Netw Appl* (15), pp. 237-252.
- Chabaud D. & Ngijol J. (2010), «Quels réseaux sociaux dans la formation de l'opportunité d'affaires?» *Revue française de gestion* (206), pp. 129-147.
- Consulting Cesmo (2004), "Les applications de mobilité en entreprise et les 100 acteurs de référence en France", Cesmo Consulting/Bouygues Telecom.
- Decaudin J.-M. (2003), *La communication marketing : Concepts, techniques, stratégies*, Economica (éd. 3).
- Doyle S. (2007), "Software review The role of social networks in marketing", *Journal of Database Marketing & Customer Strategy Management* (15), pp. 60-64.
- Fred R. D. (2010), *Strategic Management: Concepts & Cases*, (éd. 13), Prentice-Hall.
- George R., Aldhizer I. & Bowles J. R. (2011), "Mitigating the Growing Threat to Sensitive Data: 21 st Century Mobile Devices", *The CPA journal*, May.

- Harris L., & Rae A. (2010), "The online connection: transforming marketing strategy for small businesses", *Journal of business strategy*, 31 (2), pp. 4-12.
- Hitt M. A., Ireland R. D. & Hoskisson R. E. (2008) "Strategic Management: Competitiveness & Globalisation: Concepts & Cases", South-Western Pub.
- Jamespot & Inter-Ligere (2009), *L'impact des réseaux sociaux*.
- Kotler P., Dubois B., & Manceau D. (2003), *Marketing management*, P. Education, 11e éd.
- Kristensson P., Matthing J., & Johansson N. (2008), "Key strategies for the successful involvement of customers in the co-creation of new technology-based services", *International Journal of Service Industry Management*, 19 (4), pp. 474-491.
- Kurt G., & Hacıoglu G. (2010) "Ethics as a customer perceived value driver in the context of online retailing", *African Journal of Business Management*, 4, May, pp. 672-677.
- Kwiatkowska J. A. (2009), "Viral marketing in the internet. characteristics of an effective virus", *Annales Universitatis Apulensis Series Oeconomica*, 11, pp. 1047-1054.
- Lowy A., & Hood P. (2004), "The Power of the 2 x 2 Matrix: Using 2x2 Thinking to Solve Business Problems", Jossey-Bass.
- Lubrano L. (2011), "Shareslide", Consulté le 22 avril 2011, sur karalys: <http://www.slideshare.net/Laurencelubrano/compilation-chiffres-clis-internet-et-reseaux-sociaux-janvier-2011>
- Maxwell J. R. (2002), "Is viral marketing ethical?", *MMA Fall Educators' Conference*.
- Mellet K. (2009), «Aux sources du marketing viral», *Réseaux*, 157-158, pp. 268-292.
- Mercanti-Guérin M. (2010), «Facebook, un nouvel outil de campagne : Analyse des réseaux sociaux et marketing politique», *Direction et Gestion*, Mar/Apr, p. 17-28.
- Montgomery C. A. & Porter M. E. (1991), *Strategy: Seeking and Securing Competitive Advantage*, Boston, Harvard Business School Press.
- Piranha Agence tactique (2010), «Les téléphones intelligents vont modifier le visage de l'e-commerce», juin 25, Consulté le 22 avril 2010, sur Marketing-mobile.ca: <http://marketing-mobile.ca/statistiques/les-telephones-intelligents-vont-modifier-le-visage-de-l-e-commerce>
- Piranha Agence tactique (2011), Archive pour la catégorie « Statistiques », avril 2006. Consulté le 22 avril 2011, sur Marketing-mobile.ca.
- Pleshko L. P. & Heiens R. A. (2008), "The contemporary product-market strategy grid and the link to market orientation and profitability", *Journal of Targeting, Measurement and Analysis for Marketing*, 16 (2), pp. 108-114.
- Porter L. & Golan G. J. (2006), "From subservient chickens to brawny men: a comparison of viral advertising to television advertising", *Journal of Interactive Advertising*, Vol. 6 No. 2, pp. 26-33.
- Robert J. (2010), "Mobilité et sécurité : un challenge stratégique pour les entreprises", 12 mars, Consulté le 20 avril 2011, sur Le journal du net: <http://www.journaldunet.com/solutions/expert/49487/mobilite-et-securite---un-challenge-strategique-pour-les-entreprises.shtml>
- Rosen E. (s.d.), "The Anatomy of Buzz", Consulté le february 1, 2011, sur Avant|Markter.
- Smura T., Kivi A. & Töyli J. (2009), "A framework for analysing the usage of mobile services", 11 (4), pp. 53-67.
- Stevens É. & Mauléon F. (2009), «L'Éthique comme condition de développement des réseaux sociaux: le rôles des codes de conduite», *Revue Française du Marketing*, 222, May, pp. 51-67.
- Teixeira M. (2009), «L'émergence de réseaux sociaux sur le Web comme nouveaux outils de marketing», Thèse, Université d'Ottawa.
- Viot C. (2010), «Toi aussi, deviens mon ami : Intégrer le Web 2.0 dans sa stratégie de commucation», *Décisions Marketing*, (58), Apr-Jun, pp. 77-82.
- Wilson F. (2000), "The Six Simple Principles of Viral Marketing", *Web Marketing Today*, 1, February
- Woernd M., Papagiannidis S., Bourlakis M. & Li F. (2008), "Internet-induced marketing techniques: Critical factors in viral marketing campaigns", *Int. Journal of Business Science and Applied Management*, Vol. 3, Issue 1, pp. 33-45.
- Wyld D. C. (2010), "A Second Life for organizations?: Managing in the new, virtual world", *Management Research Review*, 33 (6), pp. 529-562.

L'activisme tunisien à l'ère numérique : entre individuation et action citoyenne

Zouha DAHMEN-JARRIN

Université Grenoble III, France

z.jarrin@laposte.net

Résumé

Notre contribution se propose de conduire une réflexion sur l'usage des technologies de communication mobile à des fins d'activisme. À partir d'une analyse sémiologique et sociologique des discours émis lors du récent mouvement social en Tunisie, nous mettons en perspective les aspects d'une appropriation locale de ces technologies. Nous expliquons la manière selon laquelle les différents dispositifs de communication ont accompagné la mobilisation sociale et informationnelle. Nous montrons enfin que des contraintes structurelles pèsent sur les expressions individuelles et définissent les limites de ces technologies dans la perspective d'une amorce rapide de la démocratie.

Mots - clés

technologies de communication mobile, activisme, Tunisie.

Abstract

Our contribution intends a reflection about activism practices from mobile communication technologies. We employ a semiological and a sociological approach in order to analyse the speeches posted online during the recent social movement in Tunisia. We try to reveal the aspects of local technologies' appropriation. We explain how many different supports of communication were engaged in social and news mobilisation. We show finally the structural obstructions which influence individuals' expressions and limit the perspective of a quick beginning of democracy.

Key Words

mobile communication technologies, activism, Tunisia.

Classification JEL: Z31

Introduction

Les récents soulèvements populaires dans le Monde arabe attestent du développement spectaculaire des pratiques amateurs de diffusion de l'information. Qu'elles soient textuelles ou iconographiques, les données transmises à partir des téléphones mobiles et mises en ligne sur les réseaux sociaux renvoient à un nouvel usage de cette technologie dédiée à la communication interpersonnelle et intime. Au moment de la révolte tunisienne, la nouvelle génération de téléphones portables comme les smartphones (BlackBerry, iPhone...) et le web mobile ont été mobilisés pour photographier et filmer les nombreuses manifestations se déroulant dans les

différentes villes du pays et pour témoigner des violences perpétrées par les forces de l'ordre.

Notre article se propose de mettre en lumière le rôle qu'a joué la communication mobile à cette mobilisation révolutionnaire provoquant la chute du président Ben Ali. En effet, la question de l'usage des téléphones mobiles au profit de l'activisme citoyen et militant suscite un double intérêt. D'abord, parce que le processus révolutionnaire que l'on a appelé le « Printemps arabe » et sur lequel repose l'enjeu de la transition démocratique dans un pays comme la Tunisie met en vue l'action des outils numériques dans ce bouleversement géopolitique et l'éventuel passage vers un régime démocratique. Ensuite, parce qu'une vision idéalisée des technologies de l'information et de la communication est revenue en force à la suite de ces mouvements populaires. Il y a eu, de ce fait, au Nord comme au Sud une amplification des discours médiatiques sur la « révolution des réseaux » ou la « révolution 2.0 ».

De nombreux travaux ont été consacrés ces dernières années à l'étude de l'usage des TIC de manière générale à des fins de mobilisation citoyenne et militante. Ceux-ci se sont notamment focalisés sur l'Internet, sur son potentiel de rassemblement et de coordination des actions des militants lors des mouvements sociaux et sur les nouvelles formes d'engagement militant qu'il introduit (Granjon, 2001, 2010 ; Blondeau, 2007). Mais, si l'espace numérique est susceptible de porter un renouvellement démocratique dans les sociétés occidentales (Cardon, 2010), il est également devenu l'instrument favori des internautes « résistants » aux régimes autoritaires un peu partout dans le monde. Si certains auteurs voient dans la mobilisation des internautes dissidents une nouvelle configuration de l'espace public dans un régime autoritaire (Lecomte, 2009) et l'alternative à une opposition classique défaillante (Cardon & Granjon, 2010), d'autres travaux pointent la toute relative efficacité de ces mobilisations contestataires dans l'espace numérique des régimes autoritaires (Sautédé, 2009 ; Arsène, 2011). Il y aurait même dans les nouveaux réseaux numériques un côté obscur qu'il convient, selon Evgeny Morozov, de mettre en lumière. Outil de libération, l'Internet serait également un dispositif de surveillance et de répression dans les États non démocratiques (Morozov, 2011).

Dans le sillage des travaux sur les réseaux numériques interconnectés, la communication mobile à travers les téléphones portables nouvelle génération viendrait aujourd'hui renforcer les questions théoriques liées à l'usage social des technologies de l'information et de la communication dans des mouvements d'engagement et de participation citoyenne et militante. L'étude conduite par Manuels Castells sur la communication mobile dans une perspective globale flirte à certains égards avec le déterminisme technologique en considérant, dans la conclusion de son livre *Mobile Communication and Society. A Global Perspective* publié en 2007, qu'une transformation générale des sociétés du Nord comme du Sud est en cours sous l'effet des technologies de communication mobile. La culture des jeunes *empowred* par les technologies de communication constitue un phénomène de mode qui influence toutes

les générations d'âge. La communication mobile élargit et renforce la plateforme technologique de la société en réseau. Grâce aux téléphones mobiles devenus, selon l'auteur, des « médias de masse individuels », on assiste à une mobilisation politique instantanée pouvant avoir un effet immédiat (Castells, 2007, 2009, 2011).

Or, ces affirmations sont nuancées par une récente recherche réalisée par *Center for Mobile Communication Studies* de l'Université de Retgers ayant donné lieu en 2011 à une publication dirigée par James E. Katz. Le livre, intitulé *Mobile Communication. Dimensions of Social Policy*, s'attaque à la communication mobile sous ses aspects sociaux en montrant que l'intervention des technologies mobiles a changé la vie quotidienne de nombreux usagers mais que les pratiques sont différenciées selon le contexte d'intervention de ces outils. Concernant les pratiques de la communication mobile dans des mouvements de mobilisation citoyenne et politique, le téléphone portable devient en situation de crise, tel que le tremblement de terre de 2008 en Chine, un outil d'information primordial. Les contenus informationnels échangés par les Chinois via leurs téléphones portables ont surpassé les informations issues des médias classiques. Mais le savoir et l'engagement politique via les objets de communication mobile demeurent tout de même relatifs. En témoignent les élections présidentielles de 2008 aux États-Unis et les élections de 2009 en Afrique du Sud, où les usages des contenus mobiles générés en ligne par les partis politiques ont échoué à enflammer l'engagement public espéré.

Ces constatations nous conduisent à considérer avec prudence toutes les tentatives d'exaltation des possibilités des TIC, et particulièrement de la téléphonie mobile, à engager la participation politique produisant un effet immédiat. Il s'agit pour nous dans cet article de replacer la question des pratiques de la téléphonie mobile pendant le processus révolutionnaire en Tunisie dans son contexte social, médiatique et politique. Nous nous intéresserons aux acteurs ainsi qu'aux contenus générés par les usages à des fins de mobilisation citoyenne. Dans un univers politique caractérisé par un verrouillage médiatique quasi-permanent, la communication mobile a été le fer de lance de la contestation populaire relayée par les différents réseaux sociaux sur le Net. De jeunes amateurs (Flichy, 2010) en sont venus à la politique, non pas par le biais des partis politiques, mais en usant de leurs instruments numériques pour dénoncer le régime de Ben Ali et revendiquer de nouvelles règles du jeu politique. Cependant, pouvons-nous pour autant affirmer qu'il existe une corrélation entre l'usage des réseaux mobiles à des fins d'engagement citoyen et militant et la suite politique qu'a connue la Tunisie au cours de l'hiver 2011 ? Autrement dit, quel est précisément le rôle de ces objets de communication mobile au travers des contenus déployés pendant la révolution ? Comment les usagers se sont-ils organisés ? Quelles sont les spécificités de ces pratiques pendant cette mobilisation ? Nous postulons pour notre part que les technologies mobiles ont constitué, grâce à des fonctionnalités de plus en plus performantes, de véritables outils d'expression individuelle visant un partage collectif des informations. Ils ont en un sens généré les productions de base ayant permis la médiatisation sur le Net des événements en Tunisie. Cependant, les

pratiques sont finalisées par les acteurs qui sont eux-mêmes soumis à des logiques d'ordre technique (rapidité, réaction limitée et instantanée, etc.) et social (degré d'organisation des acteurs, contraintes politiques, etc.). De ce point de vue, il nous semble, qu'après analyse, la contribution de la communication mobile à la mobilisation révolutionnaire des Tunisiens est toute relative car celle-ci dépend aussi du potentiel d'organisation de la société civile engagée à l'écart des réseaux numériques. Ainsi, à travers une approche pluridisciplinaire associant l'observation à l'analyse socio-discursive des messages envoyés à partir de téléphones mobiles, nous examinerons dans un premier temps la manière dont les usagers tunisiens de téléphones mobiles s'expriment et s'organisent au cours de cette mobilisation générale, en nous intéressant particulièrement aux acteurs et aux formes discursives. Nous évaluerons dans un deuxième temps la contribution des objets mobiles à médiatiser les événements et à soutenir le débat contestataire pendant le processus révolutionnaire.

1. Éléments de méthodologie : de l'observation participante à l'analyse du discours

Au commencement de ce travail, nous étions, comme la majorité des Tunisiens, à l'affût des informations témoignant de ce qui se déroulait dans les différentes villes du pays après l'immolation par le feu d'un jeune de Sidi Bouzid. Nous lisions régulièrement les blogs de certains activistes tunisiens ainsi que leurs murs sur le réseau social Facebook. Par ce biais, nous avons appris la création du hashtag Sidibouzid sous Twitter, le mot-clé pour suivre les sujets se rapportant aux événements de Tunisie. Jusqu'au 25 décembre 2010, très peu d'informations nous parvenaient via les médias internationaux. Le seul moyen pour se tenir informé était de suivre les renseignements que fournissent certains blogueurs sur le réseau social. Nous avons pu ainsi observer les nombreuses images et vidéos produites par des téléphones mobiles et circulants sur le Net. Les messages envoyés décrivaient le soulèvement populaire dans les villes du centre-ouest du pays comme Sidi Bouzid, Kasserine, Thala, bastions de la révolte populaire.

Comment pouvons-nous procéder à ce travail alors que les messages envoyés défilent sur notre *Timeline* à grande vitesse et qu'il n'est pas possible de les conserver ? Nous avons eu recours au moteur de recherche Google en choisissant l'option « *en temps réel* » qui garde archivés les tweets relatifs aux événements de décembre-janvier en Tunisie. À partir du hashtag #sidibouzid et du profil public des usagers, nous avons choisi de rechercher les messages postés entre le 13 et le 14 janvier 2011, c'est-à-dire les deux jours précédant le départ de l'ex-président. Nous avons ensuite identifié et retenu les textes produits à partir de smartphones ou d'Ipads. Pour le moment, il est difficile d'aller plus loin dans la recherche par mots-clés car le moteur de recherche ne conserve que quelques éléments de la masse des messages envoyés.

Pour conduire l'analyse, nous avons choisi de recueillir 266 messages envoyés depuis des téléphones mobiles que nous avons ensuite retranscrits et soumis à une analyse

sémiologique selon une grille basée d'une manière globale sur les éléments constituant une énonciation à savoir : le dispositif figuratif du discours (les acteurs, le temps, l'espace) et le dispositif « narratif » (le thème du discours, l'objet du discours et les aspects). Nous avons classé ces éléments en 5 catégories comportant chacune 2 ou plusieurs sous-catégories :

- *Catégorie 1* L'origine du discours : dire (je ou récit se racontant tout seul) – faire dire (retweet);
- *Catégorie 2* Le thème du discours : informer et rapporter des faits – critiquer Ben Ali et son gouvernement - appeler à la mobilisation – critiquer les médias – parler de soi;
- *Catégorie 3* Vers qui le discours est-il dirigé ? : dirigé – non dirigé – conversation ;
- *Catégorie 4* L'objet du discours : réaliser une action – mettre quelqu'un en action – savoir et pouvoir réaliser l'action – évaluation de l'action – autre;
- *Catégorie 5* La forme du discours : texte avec un lien – indignation – humour – autre.

Pour réaliser le recueil des données en fonction de l'objectif que nous nous sommes fixé dans ce travail, nous nous sommes livrés au codage des sous-catégories puis à leur hiérarchisation en s'appuyant dans l'élaboration de notre texte sur l'analyse des sous-catégories les plus récurrentes dans les discours émis par les usagers (Voir tableau 1 en annexe). Afin de compléter notre travail, nous avons documenté notre analyse discursive par des lectures textuelles et iconographiques se rapportant aux événements qu'a connus la Tunisie au cours de l'hiver 2011 et à la situation politique de ce pays de manière générale.

Pour appuyer davantage notre travail nous avons souhaité conduire des entretiens avec les usagers ayant produit les messages constituant notre corpus mais nos tentatives de prise de contact maintes fois renouvelées auprès de certains d'entre eux n'ont pas pu aboutir.

Nous envisageons donc une approche qualitative du contenu sémantique de notre corpus. Nous décrirons dans un premier temps les conditions qui président à l'émergence de la signification dans les énoncés étudiés. Nous mettrons ensuite en perspective le registre thématique ainsi que les finalités des messages émis.

2. Une mobilisation politique soumise à des logiques sociotechniques d'expression et d'organisation

Afin de mettre en perspective la manière dont les usagers du mobile s'expriment et agissent sur les réseaux au cours de la mobilisation politique des Tunisiens, nous nous sommes appuyés sur notre observation des pratiques mobiles sous Twitter ainsi que sur l'étude des catégories 1, 3 et 5 de notre analyse discursive des messages

constituant notre corpus. Les résultats auxquels nous avons abouti confirment notre idée de départ, à savoir que les prises de parole à partir des objets mobiles sont conditionnées par un ensemble de paramètres d'ordre technique et social qui délimitent a priori le rôle décisif de la communication mobile dans le mouvement social tunisien.

En effet, la communication mobile possède des spécificités soulevées par de nombreux travaux ayant étudié les usages du téléphone portable (Jauréguiberry, 2003 ; Gonorad & Menrath 2005 ; Ferraris, 2006 ; Allard ; 2010). En supprimant l'espace et le temps, les téléphones portables, selon Francis Jauréguiberry, permettent aux usagers de vivre des expériences d'ubiquité médiatique dans lesquelles la rapidité, l'instantanéité et le désir d'immédiateté génèrent des « *communications qui sont alors moins à contenu descriptif ou propositionnel que de nature expressive ou impulsive* » (*op. cit.*, p. 25). Pris dans un tourbillon informationnel grandissant et accéléré, « l'acteur est [...] moins mû par une logique de type stratégique, visant à adopter les meilleurs moyens par rapport à une fin qu'il s'est fixée, que par une logique de type tactique, visant à s'adapter au mieux à une situation qu'il ne domine plus » (*op. cit.* p. 62).

2.1. Les formes expressives

L'analyse des messages que nous avons conduite nous a permis de constater que l'usage du téléphone mobile de nouvelle génération à des fins d'activisme apporte des aspects particuliers aux contenus échangés. Comme pour les SMS, les messages envoyés sur le réseau social Twitter à partir d'un téléphone mobile sont limités à un certain nombre de caractères (140 caractères). De ce fait, nous retrouvons d'une manière générale les mêmes abréviations et quelquefois l'écriture phonétique qui caractérise les courts messages du téléphone portable. Cependant le contenu est enrichi par les liens que les utilisateurs du réseau se partagent entre eux (article de presse, photo, son, vidéo) et par le mot-clé indiquant le sujet de conversation.

Accaparé par la masse informationnelle instantanée et l'envie de réagir à l'évènement, l'utilisateur du mobile s'autorise lui-même à prendre la parole. L'analyse de notre corpus montre qu'il n'existe pas de réelles conversations mais que chacun affiche son discours sur un mur virtuel commun. Chacun peut le diriger en indiquant ses destinataires, comme ces messages mi-privés mi-publics, émis dans un registre injonctif précédé par @pseudo : « livetweet la route et actualise ton latitude » ou « je rappelle mes followers que ni Bouazizi ni les autres victimes ont donné leur vie pour accéder à Youtube » ou encore « Ne changer pas de hashtag c'est avec #sidibouزيد que ça a commencé et c avec #sidibouزيد que ça finira ». Mais l'utilisateur du portable peut simplement exprimer une émotion sans l'adresser particulièrement « félicitations oh cher peuple !!! » ou lancer une plaisanterie en jouant avec la langue comme cette conversation imaginée entre le président Sarkozy et Ben Ali dans laquelle le premier

informe le second qu'il était au G20. Ben Ali lui répond : « la chance, moi G20 chefs d'inculpation qui m'attendent ».

Toutefois, les prises de paroles peuvent présenter une forme soignée en raison d'une diffusion de masse visant à amplifier la médiatisation des informations. Les usagers s'expriment en français, en anglais et en arabe avec une syntaxe maîtrisée et une orthographe souvent respectée. Si la langue française est la plus employée pour informer, critiquer et dénoncer, l'expression en langue anglaise chercherait à élargir l'horizon de réception des messages par un public anglophone et par les journalistes des médias étrangers. En effet, de nombreux journalistes et hommes politiques étrangers étaient attentifs aux informations diffusées par les Tunisiens sur le réseau. De même, la veille de la chute de l'ex-président, un message des responsables de Twitter appelait les utilisateurs à suivre les événements venant de Tunisie et à se servir si besoin de la traduction automatique.

Figure 1 : message de Twitter aux usagers du réseau



2.2. L'engagement des acteurs

Les prises de parole via les dispositifs mobiles traduisent des positions sociale et virtuelle (appartenance à une institution, activiste connu et reconnu par les internautes, possibilité de contact avec des journalistes étrangers ou des ONG, etc.). Celles-ci peuvent à certains égards déterminer le nombre de suiveurs qui réagissent au discours et augmentent ou diminuent les probabilités d'une remise en boucle des messages en les faisant suivre sur le Net.

En effet, l'une des caractéristiques sociologiques marquant les acteurs de ces pratiques de communication mobile est leur appartenance à la catégorie de jeunes diplômés ayant par ailleurs les moyens suffisants pour acquérir l'Internet mobile. Bien que certains s'expriment sous couvert d'anonymat, par peur des conséquences répressives des autorités, ils laissent échapper sur leur profil du réseau social quelques éléments de leur identité représentant leur statut d'acteur. Ainsi, nous pouvons découvrir grâce aux liens renvoyant vers d'autres dispositifs en ligne (blogs, galerie photos, site

créé...) que les plus connectés qui font un usage performant de leurs appareils mobiles sont des créateurs de la nouvelle culture numérique ou des professionnels de l'économie numérique (ingénieur IT, manager d'une *Start-up*, journaliste web, développeur d'applications, blogueur...). Tous ont des liens avec les pratiques créatives qu'offrent les technologies numériques. Les pratiques photographiques, les produits du remix et la culture du transfert (Allard, 2009, 2010) font partie de l'univers de ces nouveaux acteurs-citoyens mobiles habitant particulièrement la capitale Tunis ou les grandes villes côtières.

Les techniques de création d'images et de vidéos que nous renvoient les liens associés aux messages textuels, sont perçues comme une nouvelle façon de s'engager de manière individuelle dans l'action politique. Cet expressivisme à des fins de militantisme (Blondeau, 2007, p. 19) se manifeste dans les nombreuses créations « artistiques » échangées entre Tunisiens via les téléphones mobiles et le Net. Elles sont faites de remixes de photos, de productions d'affiches contestataires et de clips vidéos dans lesquels sont mixées des chansons engagées avec des photos de Tunisiens blessés ou morts pendant les manifestations. Aussi, quelques jours avant la chute de l'ancien président Ben Ali, au moment où la contestation a pris un véritable tournant politique, les Tunisiens présents sur le réseau social ont-ils modifié les photos de leur profil en détournant le drapeau tunisien. Ils ont remplacé la couleur rouge du drapeau par la couleur noir pour signifier que le peuple est en deuil, ou encore, ils ont transformé les composants du drapeau pour représenter un croissant et une étoile sur fond d'une énorme tache de sang pour dénoncer la répression sanglante. Ce symbole iconographique est devenu par ailleurs le logo d'un *livestreaming* sur *Justin tv*, baptisé *Jasmin Revolt*, ayant transmis à partir d'un téléphone mobile la manifestation du 14 janvier.

Figure 2 : Un exemple de message



Figure 3 : Le dispositif vers lequel le lien renvoie



Comme pour les vidéos produites pour témoigner des émeutes survenues sur le territoire tunisien, les créations des activistes tunisiens sont échangées et partagées grâce à plusieurs procédés : de l'envoi de *MMS* à la technologie *bluetooth* entre téléphones portables jusqu'au transfert via la clé *USB* et la carte mémoire. Elles sont téléchargées et font l'objet d'une appropriation individuelle sur le Net. Tout fait se rapportant aux événements en Tunisie devient ainsi l'occasion de l'exercice d'un savoir-faire mis au profit de l'expression individuelle et collective.

Ainsi, nous qualifions ces nouveaux acteurs d'amateurs-experts puisqu'ils ne font pas partie des professionnels du politique mais apportent à la mobilisation politique leur expertise quant aux procédures du nouvel engagement citoyen. Leur participation est basée sur l'association horizontale d'individus (Ion, 2005, p. 97). En témoigne cette intervention du blogueur et activiste tunisien Slim Amamou devant les jeunes d'un parti de l'opposition tunisienne, le Parti Démocrate Progressiste (PDP) (Nawaat.org, 2010). Dans une vidéo produite par téléphone portable, il décrit aux militants de ce parti la manière dont les blogueurs tunisiens ont agi pour revendiquer la liberté d'expression en mai 2010. Le blogueur explique par ailleurs comment leur regroupement a pu organiser les campagnes de contestation contre la censure « Sayeb Salah » et « Nhar ala Ammar », en s'appuyant sur la mailing-liste et le réseau social, réfutant ainsi la position dominante d'un quelconque leader.

Toutefois, une logique de l'entre soi domine quelquefois sur les prises de parole. Le recrutement au sein du groupe se fait également selon des affinités, par un besoin de reconnaissance mutuelle entre participants quand bien même les réactions à un discours sur le réseau restent ouvertes à tout le monde. Axel Honneth définit la reconnaissance comme étant « *un acte expressif par lequel [la connaissance d'un individu] est octroyée avec le sens positif d'une affirmation. Contrairement à la connaissance, qui est un acte cognitif non public, la reconnaissance dépend de médiums qui expriment le fait que l'autre personne est censée posséder une « valeur » sociale* » (Honneth, 2006, 2008, p. 230).

La diffusion à grande échelle des discours donne une certaine élasticité aux regroupements réticulaires mais pendant un certain temps en fonction de l'actualité. Certains regroupements se désagrègent une fois la mobilisation terminée. C'est le modèle de l'engagement éphémère, dont parle précisément Jacques Ion, qui pointe à l'horizon de ces associations virtuelles. Aussi définit-il l'engagement collectif actuel de la manière suivante : « *Le lien militant apparaît devoir se conjuguer autrement que sur le mode du tout ou rien : engagements éphémères ou périodiques, engagements à distance, engagements multiples et d'intensité modulée selon les lieux, tendent ainsi à se généraliser. C'est d'ailleurs la notion même d'adhérent, avec ce qu'elle suppose d'inscription dans la durée qui cède la place à diverses façons, plus ou moins impliquantes, de se relier à un collectif* » (Ion, 2005, p. 99).

3. Atouts et limites des dispositifs de communication mobile dans la mobilisation politique

L'analyse sémantique des sous-catégories se rapportant aux thèmes et à l'objet du discours nous a permis de montrer la part attribuée aux technologies mobiles dans le mouvement social tunisien. Nous examinerons dans cette partie la manière dont les technologies mobiles ont constitué dans le contexte médiatique et politique tunisien de véritables outils de médiatisation des troubles sociaux et de production de la contre-information au point que la mobilité qui caractérise les acteurs, les outils et les contenus informationnels transforme ces nouveaux dispositifs communicationnels en de véritables supports journalistiques concurrents. Nous évaluerons ensuite le potentiel de contestation et de mobilisation stratégique qu'autorise la communication mobile en considérant les contraintes politiques qui pèsent sur les expressions individuelles et collectives.

3.1. Une mobilité informationnelle

L'originalité des nouveaux appareils de téléphonie mobile réside dans le fait que chaque citoyen peut devenir un reporter de faits et d'images témoignant du déroulement des événements. Comme l'affirme Olivier Blondeau, « *les technologies de mobilité contribuent [...] à faire sortir les médiactivistes dans la rue* » (Blondeau, 2007, p. 198). Depuis la tragédie de Sidi Bouzid en Tunisie et les émeutes populaires qui s'en sont suivies dans de nombreuses villes du pays jusqu'à la grande manifestation du 14 janvier à Tunis, l'ensemble des informations et des images circulant sur le Net sont parties des téléphones portables. Le mobile a acquis pendant le mouvement social une telle ubiquité que l'on est en droit de questionner la place qu'occupent aujourd'hui les professionnels du journalisme dans de telles circonstances. S'appuyant sur des extraits du journal télévisé du 20 heures de France 2, Laurence Allard montre comment les vidéos amateurs ont été exploitées par la chaîne comme une source fiable et légitime pour couvrir les événements mettant ainsi en position d'égalité journaliste et citoyen (Allard, blog, 2011). Sur ce même niveau, nous pouvons aussi citer le cas de cet activiste tunisien qui, n'ayant aucun lien avec le journalisme, est devenu reporter pour la BBC. Au cœur de la manifestation du 14 janvier, il envoie depuis son téléphone mobile ce message « je passe en live sur BBC à 3 pm GMT pour transcrire ce qui se passe au centre-ville ! Soyez nombreux pour voir la vérité ! #TV7 #THF ».

Si les Tunisiens se sont mobilisés pour filmer leur révolution c'est pour produire une information totalement absente des médias *mainstream* locaux. Nous pouvons affirmer que la bataille que les activistes ont menée se situe particulièrement sur le terrain de l'information : médiatiser à grande échelle les faits qui se produisent dans l'ensemble du pays. Porté toujours sur soi, le téléphone mobile élargit le champ des produits informationnels. Tout déplacement, même pour des raisons professionnelles

ou familiales, devient l'occasion pour observer, écouter, filmer et diffuser. En témoigne ce message d'un usager, de retour dans la capitale Tunis le 13 janvier, décrivant l'avenue principale sur son passage « *I passed by the main in my way back from the desert an hour ago and saw burned tires and checkpoints, no police all around* ». La découverte de l'effet médiatique des images de violence perpétrée contre les populations du centre-ouest du pays après leur diffusion sur les chaînes étrangères, notamment al-Jazeera et France 24, a largement contribué à la mobilisation de ces dispositifs de communication mobile pour fabriquer l'information et la propager massivement. Certains activistes ont sillonné les quartiers de Tunis, populaires ou résidentiels, au point que le reportage photos et vidéos est devenu une véritable activité en soi.

Ces dispositifs multimédias introduisent une culture de la mobilité (Caron & Carona, 2005) dans laquelle la saisie de l'information et son partage priment. Ils libèrent en ce sens les individus des contraintes spatiales et temporelles et réinventent de nouvelles modalités de coordination des activités interpersonnelles. Ainsi, on se déplace pour filmer sur le vif et peu importe en ce sens la qualité de l'image. L'essentiel est qu'elle donne à voir, qu'elle témoigne, qu'elle laisse une trace et qu'elle devienne un support de mémoire individuelle et collective. C'est une véritable substitution au travail qui est censé être accompli par les médias locaux. Les activistes ne cessent de renvoyer ceux-là à leur propre défaillance comme le confirment ces messages partagés critiquant le système médiatique « *we're sick of propaganda, very very sick* », « *traditionnel media abandon Tunisia to Twitter, youtube* », « *mais faites du live ! Envoyez des reporters sur place !* » en s'adressant aux responsables des médias audiovisuels. Il convient de souligner en ce sens qu'au moment où le journal télévisé de la chaîne tunisienne officielle TV7 réalise un micro-trottoir prenant pour cible des citoyens qui qualifient les manifestations d'attaques contre la réussite du régime, les dispositifs mobiles de certains activistes fournissent une information alternative en déjouant même les ruses de la propagande officielle. En effet, quelques jours avant la grande manifestation de Tunis, les quartiers populaires se sont embrasés. Une vidéo nous parvient via le réseau social Twitter dans laquelle on perçoit la cité « Ezzouhour » sous un nuage de bombes lacrymogènes et on entend des tirs de balles. Mais à l'amont du plan on aperçoit le profil d'une personne âgée conversant avec le possesseur du mobile qui filme tout en prenant cette personne pour témoin. Il lui dit : « *Rit ya Hadja rit yoktlou fina* » (vous avez vu, pèlerine, ils sont en train de nous tuer). Cet écart communicationnel et symbolique que révèle cette juxtaposition de deux produits informationnels en appelle un autre se produisant de manière synchronique entre les images de la chaîne officielle TV7 et une vidéo produite par une caméra-phone. Alors que la chaîne transmettait les manifestations de joie des Tunisiens à la suite des décisions libératrices annoncées par l'ex-chef de l'État dans son discours du 13 janvier, la vidéo amateur qui circule en ligne montre les voitures qui klaxonnent dans les rues en fixant l'objectif sur leurs plaques d'immatriculation. Une conversation est engagée entre celui qui filme et son accompagnateur qui affirme que ce sont toutes des voitures de location allouées par le régime pour servir sa propagande.

Pour appuyer cette mobilisation informationnelle, les applications Twitpic pour le partage de photos et Twitvid pour poster des vidéos ont été parmi les principaux outils des reporters amateurs des événements. Ils étaient alors accessibles en Tunisie, contrairement aux sites de Flickr et Youtube. Des applications spécifiques aux supports mobiles comme Ecophon ou Osfoora sont à l'œuvre depuis 2009 facilitant le partage des prises de vue de n'importe quel événement. Or à l'origine, ces applications de partage de photos et de vidéos ont été conçues pour palier l'espace très limité dédié au blogging sur le réseau social Twitter. Ces applications permettent d'ajouter un lien au message écrit. Mais très vite leur usage a été mobilisé pour témoigner des situations et des événements survenant dans le monde et les diffuser massivement avant même que les professionnels du journalisme ne soient sur place. Un autre support a été mis en jeu de manière remarquable pendant le soulèvement populaire : le site de *vidéo streaming Justin tv*, basé sur le principe du *lifecasting* (diffusez ce que vous faites). Ce réseau de plus de 90 000 chaînes est accessible simplement à partir d'un compte permettant de diffuser en direct et de télécharger la vie quotidienne des gens. Depuis juillet 2009, il est devenu possible de transmettre tout événement en direct sur les réseaux sociaux. C'est ainsi que les émeutes urbaines ont été médiatisées sur le Net et que la grande manifestation à Tunis a été filmée et transmise en direct.

3.2. Quelques particularités de cet espace de contestation

Les supports mobiles apparaissent en effet comme des moyens facilement accessibles et maniables pour déjouer la censure informationnelle et produire une communication alternative. Cependant, cet usage à des fins d'activisme comporte ses propres limites. D'un point de vue informationnel d'abord, les renseignements que l'on porte à la connaissance du public demeurent sujets à caution. La rapidité avec laquelle les internautes postent les informations via leurs mobiles affecte sensiblement la véracité des faits rapportés quand bien même l'on recherche par communication interpersonnelle à confirmer un fait ou à dévoiler une information infondée. Le partage des informations via les technologies mobiles pose comme pour l'ensemble du réseau virtuel la question des sources des connaissances que l'on fait circuler.

Quant à la capacité de ces technologies de porter le débat contestataire sur la scène publique, une lecture attentive des messages envoyés la veille de la chute de l'ancien régime montre que le débat est épisodique et n'a pas pour vocation à se substituer à une arène publique, entendue comme un espace où le débat, l'argumentation et le jugement dépassent le simple échange communicationnel et tendent vers la résolution collective du problème en impliquant des stratégies d'interaction et de coordination (Cefai & Pasquier, 2003). La critique du système politique via la communication mobile met notamment l'accent sur les possibilités du départ de l'ancien chef de l'Etat et demeure concentrée sur les fissures du régime après les révélations de Wikileaks. Mais les incertitudes quant à l'après Ben Ali étaient réelles. Pour la plupart des activistes, la seule sortie pour sauver le pays était sa démission. Mais pour quelle alternative se demandaient beaucoup d'entre-eux. C'est pourquoi les Tunisiens étaient

très partagés à la suite de son discours du 13 janvier, comme en témoigne ce retweet via un *iPhone* « discours d'un vaincu (qui l'aurait cru y a 3 mois) Bien mal qui prédira la réaction des Tunisiens après ce discours ». La perplexité avec laquelle ont été reçues les décisions de Ben Ali ce jour-là, concernant la levée de la censure sur les sites Internet et la libération des prisonniers politiques, se révèle dans les commentaires presque évasifs que l'on envoie en même temps que la diffusion du discours sur les ondes : « *le discours de ZABA m'a laissé tellement perplexe que je n'arrive pas à sortir des blagues, pourtant il y a de la matière* », confesse cet internaute ou « *je vous en supplie réveillez-moi* » lance encore un blogueur. Les réactions exprimées après ce discours portent par conséquent sur les expressions physiques de Ben Ali, sur l'émotion qui le traversait en prononçant ses mots, sur son usage de la langue vernaculaire, etc. Quant aux décisions promises par l'ancien chef de l'État, l'on se contente de reprendre ses propos sans de véritables commentaires, mis à part les points d'exclamation ou certains mots grossiers chargés d'émotion : « une dernière tentative pour sauver ses fesses, il attendra la réaction...sinon, il se sauvera ». L'appel réactif pour la continuité de la mobilisation est parvenu des Tunisiens de la diaspora qui sont en ligne « on est déjà passé à l'étape d'après nous ! : D on continue ! » ou encore de certains activistes qui rappellent le mot d'ordre lancé par l'organisation syndicale, l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) : « on continue les gars ! On continue jusqu'au bout ! RT : Karim2K : rappel : tout le monde à l'avenue demain à partir de 10 h #SidiBouزيد »

Les réactions via la téléphonie mobile à propos d'un événement ou d'une information reçue ou de l'accomplissement d'une action, prennent souvent une forme synchrone. Elles sont la plupart du temps chargées d'émotion. On dévoile aisément ses sentiments et son état d'esprit : les larmes qu'on a eues à la suite d'une annonce de morts ou de blessés ou la rage qu'on a éprouvée après le visionnage d'une vidéo ou le malaise provoqué par les manifestations de joie des soutiens de Ben Ali alors que le pays compte ses morts. Les prises de parole constituent ainsi une forme de présentation de soi au cœur des événements que révèlent en particulier ces expressions au moment de la grande manifestation à Tunis : « *qu'ils sortent leurs milices à la (...) ! Nous sommes tous prêt corps et âmes...* », « *La BOP bouge ils utilisent de lacrymo ! Mais je ne bouge pas !* ».

Ces prises de parole se heurtent par ailleurs à l'équilibre des forces au sein du champ social en Tunisie. En effet, cette mobilisation générale annonçant la fin d'une page du système établi depuis l'indépendance ne se serait pas en partie déployée à partir des technologies de l'information et de la communication si les autorités avaient procédé à une coupure des réseaux de télécommunications comme cela a été le cas pendant le soulèvement égyptien. En effet, pour endiguer le soulèvement populaire, le gouvernement égyptien avait procédé à une coupure de l'Internet et du réseau de la téléphonie mobile. Alors que les autorités tunisiennes ont pratiqué un système de filtrage et préféré s'attaquer à quelques symboles de la contestation en arrêtant des blogueurs qui auraient été selon eux responsables d'un « hack » des sites du

gouvernement tunisien. Cette tentative de bloquer le mouvement à travers ses moyens de médiatisation constitue la suite d'une vaste opération de *phishing* organisée dans la nuit du 3 janvier durant laquelle de nombreux activistes se sont vus « hacker » leur comptes mail et Facebook (Global Voices, 2011). Cette tentative de sabotage de l'activisme numérique en appelle une autre qui s'est opérée en juin 2010 dans laquelle Microsoft s'est révélé complice (ReadWriteWeb, 2010). La force de la contestation ne saurait faire s'évanouir les ruses toujours renouvelées des acteurs dominants. On ne peut donc soustraire cet espace de contestation de ces contraintes structurelles dans le sens que leur donne Bernard Miège. Les mouvements de l'espace public écrit-il « *ne surgissent pas seulement des initiatives individuelles, ils s'inscrivent dans un réseau de contraintes structurelles et de limites qui leur sont assignées (...). Au rang des contraintes structurelles, on reconnaîtra aisément celles opposées par l'absence de liberté d'expression, d'association, etc., le contrôle politique étroit mais aussi la diversification sociale et culturelle, l'ouverture culturelle...* » (Miège, 2010, p. 208). Comme le souligne à juste titre Peter Dahlgren, concernant l'espace numérique et la démocratie, les dispositifs numériques ne peuvent constituer des outils miracles. Pour ceux qui y ont accès et ont les motivations politiques et pour ceux qui vivent dans des sociétés non libérales et non démocratiques, Internet offre de réelles possibilités pour des interactions civiques mais ne peut clairement promettre une installation rapide de la démocratie (Dahlgren, 2005, p. 151). Cette affirmation peut être générée en hypothèse d'un travail qui voudrait analyser en profondeur les ressorts d'un discours aujourd'hui très répandu sur la démocratie participative en usant des réseaux de communication mobile. Il serait en ce sens intéressant dans un pays qui connaît un processus démocratique post-révolutionnaire comme la Tunisie d'évaluer les usages des technologies de l'information et de la communication dans la mise en place d'une démocratie des citoyens.

Conclusion

Ce travail qui vise l'étude des usages des technologies mobiles durant le mouvement social tunisien de l'hiver 2011, a été conduit en suivant une approche pluridisciplinaire qui s'appuie à la fois sur l'observation et l'analyse discursive des messages émis par les Tunisiens à partir des téléphones mobiles. Notre démarche nous a permis de conclure que les pratiques mobiles sont inscrites dans des logiques sociales avérées propres au contexte particulier de la Tunisie avant la révolution. Dans un pays où le contrôle politique de l'information a été systématique, les technologies de communication mobile ont offert des ressources importantes à la mobilisation de la société civile lors du mouvement social tunisien. Elles ont été à la base d'une culture informationnelle faite de recherche de l'information, de témoignage et de production de la contre-information sans contraintes spatiales et temporelles. Cependant, la mobilisation de ces outils à des fins d'engagement citoyen demeure aujourd'hui l'affaire d'une élite maîtrisant parfaitement les technologies numériques et les nouveaux modes d'organisation et d'association issus de cette nouvelle culture. Intégrés à la

mondialisation, les activistes ne manquent pas d'inventivité dans leur pratique et participent de la démocratisation des nouvelles tactiques que suscite le réseau numérique mobile. Ce sont ces acteurs mobiles présents par ailleurs sur les réseaux en ligne qui ont réussi à rendre visible à l'échelle internationale les événements de Tunisie.

L'analyse thématique des messages constituant le corpus nous a montré que les pratiques politiques des technologies mobiles sont jalonnées par des spécificités sémantiques et par des contraintes politiques. Si la communication mobile a été un véritable outil de visibilité et de médiatisation de la révolution, les appels à la coordination selon des stratégies de mobilisation militante n'ont pas été révélés par l'analyse. Cette constatation nous a conduites à considérer que les logiques sociotechniques mais surtout les contraintes structurelles, notamment politiques, déterminent à certains égards les prises de paroles.

Quant au potentiel démocratique des technologies mobiles connectées, il convient de considérer le contexte général de difficultés économiques et sociales et de corruption politique qui ont été à l'origine des premiers troubles sociaux en Tunisie. Des révolutions sans le réseau numérique ont toujours existé et celui-ci ne saurait faire disparaître les problèmes économiques et sociaux qui sont à la base de la déstabilisation des régimes tunisien et égyptien (Morozov, 2011). Ce sont par ailleurs ces problèmes qui ont mobilisé la population restée à l'écart des réseaux en ligne et qui dépassionnent les discours sur la révolution numérique sans pour autant la disqualifier (Ayari, 2011).

Références bibliographiques

- Allard L. (2010), *Mythologie du portable*, Le Cavalier Bleu, 93p.
- Allard L. (2009), "Pragmatique de l'Internet mobile : Technologies de soi et culture du transfert" in Dervin Fred & Abbas Yasmine (dir.), *Technologies numériques de soi et (co)construction identitaires*, L'Harmattan, pp. 59-81.
- Arsène S. (2011), "De l'autocensure aux mobilisations. Prendre la parole en ligne en contexte autoritaire", *Revue Française de Science Politique*, vol.61, n°5, pp. 893-915.
- Ayari B-M. (2011), "Non. Les révolutions tunisienne et égyptienne ne sont pas des « révolutions 2.0 »", *Mouvements*, n°66, pp. 56-61.
- Bationo-Tillion A. & Zouinar M. (2009), "Les usages amateurs de la vidéo sur le téléphone mobile" in Licoppe Christian (dir.), *L'évolution des cultures numériques*, FYP, pp. 148-152.
- Blondeau O. (2007), *Devenir Média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Amsterdam, 381p.
- Cardon D. & Granjon, F. (2010), *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po, 147p.
- Cardon D. (2010), *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Seuil, 102p.
- Caron A. H. & Carona L. (2005), *Culture mobile. Les nouvelles pratiques de communication*, PUM, 311p.
- Castells M., Fernandez-Ardévol M., Linchuan Qiu J., Araba S., (2007), *Mobile Communication and Society. A Global Perspective*, MIT, 331p.
- Castells M. (2009), *Communication Power*, Oxford University Press, 571p.

- Castells M. (2011), "Ni Dieu ni Maître : les réseaux", *Conférence*, Fondation MSH, vidéo en ligne, www.archivesaudiovisuelles.fr/2142
- Cefaï D. & Pasquier D. (2003), "Introduction", *Les sens du public*, PUF, document en ligne www.u-picardie.fr/labo/currapp/PUFIntro_sens_public.pdf
- Dahlgren P. (2005), "The Internet, Public Spheres, and Political Communication: Dispersion and Deliberation", *Political Communication*, Vol. 22, Issue 2, pp. 147-162. En ligne, www.informaworld.com
- Ferraris M. (2006), *T'es où ? Ontologie du téléphone mobile*, Albin Michel, 312 p.
- Flichy P. (2010), *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Seuil, 97p.
- Gonord A. & Menrath J. (2005), *Mobile attitude*, Hachette, 277p.
- Granjon F. (2001), *L'internet Militant, Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, ed. Apogée.
- Granjon F. (2010) (avec Cardon D.), *Médiactivites*, ed. Les presses SciencesPo.
- Honneth A. (2008), *La société du mépris. Vers une nouvelle Théorie critique*, La Découverte, 347p.
- Ion J., Corcuff P. & De Singly F. (2005), *Politiques de l'individualisme : entre sociologie et philosophie*, Textuel.
- Jauréguiberry F. (2003), *Les branchés du portable. Sociologie des usages*, PUF, 195p.
- Katz J. E. (2011), *Mobile communication. Dimensions of Social Policy*, Transaction Publishers, 323p.
- Lecomte R. (2009), "Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora", *Tic et Société*, vol. 3, n° 1-2, en ligne <http://ticetsociete.revues.org/702> consulté le 23/04/2011.
- Massit-Folléa F. (1997), "La démocratie électronique : mise en perspective" in Mouchon Jean & Massit-Folléa Françoise *Information et démocratie. Mutation du débat public*, CNRS, pp. 105-130.
- Miège B. (2010), *L'espace public contemporain*, PUG, 221p.
- Morozov E. (2011), *The Net delusion. The dark side of Internet freedom*, PublicAffairs, USA, 409p.
- Morozov E. (Interview), "Le Net, instrument de libération et d'oppression", *Libération*, 5 mars 2011.
- Sautédé E. (2009), "Pour en finir avec les « technologies de la libération ». Internet, société civile et politique en Chine", *Hermès* n°55, pp. 133-140.
- Blogs.
- Allard L. "[MAJ] Tunisie, Egypte 2011 : Révolutions. Un. Point. C'est tout ! (Part one) : « Flash back sur la révolution tunisienne : mises en scène télévisuelles des vidéos mobiles ou la « télévision du peuple » dans les journaux télévisés français »", www.mobactu.fr
- Global Voices, "Tunisie : Anonymous contre ammar, la bataille de la censure d'Internet", 3 janvier 2011, fr.globalvoicesonline.org
- Nawaat de Tunisie, "Vidéo : slim Amamou @slim404 parle de sayeb Salah et Nhar 3ala 3ammar", 9 août 2010, www.nawaat.org
- ReadWriteWeb, "Opération massive de phishing sur Gmail en Tunisie", 29 juin 2010, fr.readwriteweb.com

Tableau 1 : Extrait du tableau des messages composant le corpus d'analyse

Messages du corpus	L'origine du discours	Le thème du discours	Le message est-il dirigé ?	L'objet du discours	La forme du discours
	Dire (je) ou autre 1	Rapporter des faits 1	Message dirigé 1	Réaliser une action 1	Message + lien texte et/ou
	Faire Dire (retweet) 2	Critiquer Ben Ali et Gouv. 2	Message non dirigé 2	Mettre quelqu'un en action 2	élément iconographique 1
		Appeler à la mobilisation 3	Conversation 3	Sav et pour réaliser l'action 3	Indignation 2
		Critiquer les médias 4		Évaluation de l'action 4	Humour 3
		Parler de soi 5		Autre 5	Autre 4
1	1	3	1 « ne venez pas blâmer que »	2	2
2	1	1	2	3	4
3	1	3	1 cantonnement « sortez »	2 « allez rejoindre la manif »	2
4	1	1 manif 14 janvier	2	1	1 Vidéo postée sur Justin TV
5	1	1 live	2	1	1 Vidéo postée sur Justin TV
6	1	1	2	4	4
7	2	1	2	2	1 Vidéo postée sur Facebook
8	1	1	2	4	4
9	2	1	2	4	1 Lien vers blog Tunobs
10	1	3	1 adressé aux Français	2	4
11	2	2	2	3	1 Lien vers un article de presse
12	1	4 émission France 3 « osj »	1@	1	3
13	1	5	1 « à tous »	1	4
14	1	3	1 à Bouazizi	1 « tu as tracé la voie »	4
15	2	3	2	3	1 Lien vers article de presse
16	1	3	1@	2	
17	1	1	1@	1	1 Vidéo postée sur Facebook

**Tunisie : la révolution assistée par les TIC.
Facebook et SMS comme outils de mobilisation
et de structuration sociale**

Fabien LIENARD, Sami ZLITNI
IUT du Havre, France
fabien.lienard@univ-lehavre.fr

Résumé

La révolution tunisienne s'est fait grâce aux citoyens tunisiens avant tout. Incontestablement, les médias ont joué un rôle essentiel à la fois au niveau de la capacité de mobilisation que dans la chute finale du régime. Cet article envisage de démontrer que cette mobilisation et le renversement qui s'en est suivi, sont en partie dus à ces médias et notamment aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Elles ont joué le rôle d'outil médiateur facilitant au jour le jour la structuration du mouvement à grande échelle tout en permettant la diffusion de l'information à l'échelle de l'individu. Elles ont permis à tous les Tunisiens de se réunir pour mieux combattre tout en tenant informé instantanément le monde et la diaspora tunisienne collée aux postes et aux TIC pendant les 3 semaines de conflit. Elles ont permis à tous ces individus de participer et/ou de savoir avant même que les médias traditionnels ne relayent l'information. Pour toutes ces raisons, il est important de relater et de faire la synthèse de la manière dont s'est déroulée cette révolution exemplaire (et inattendue en même temps) en de nombreux aspects.

Mots - clés

révolution, mobilisation, TIC, médias (traditionnels et électroniques), réseaux sociaux, Tunisie.

Abstract

The recent Tunisian revolution owes a lot to Tunisian citizens themselves. On the other hand, it cannot be denied that the media have played a major role, both in permitting citizen mobilization as well as in helping bring down the regime. This article intends to show that mobilization and the upheaval that followed are partly due to these media and more precisely to ICT. They were means of mediation that helped, day after day, structure the movement on a grand scale while permitting the dissemination of information at the individual level. ICT has enabled all the Tunisians to meet in order to better fight the regime while keeping the whole world and the Tunisian Diaspora posted. ICT has allowed all these people to take part and/or to know what was going on even before tradition media relay information. Indeed, they spent the three-week conflict with their ears pressed to their cell-phones and their eyes glued to their screens. For all those reasons, it is important to relate and synthesize the way this revolution, which proved to be unexpected yet exemplary in many respects, occurred.

Key words

revolution, mobilization, ICT, medias (traditional and electronic), social networks, Tunisia.

Classification JEL: Z31

Introduction

Les récents événements en Tunisie ont permis de mettre en lumière l'importance des Technologies de l'Information et de la Communication (désormais TIC) dans un pays qui tente de contrôler l'information et qui pratique une importante cyber-censure. Avec la convergence entre TIC classiques et TIC mobiles (se traduisant par exemple par la prise de photos ou de vidéos et leur transmission instantanée) couplée au développement de Facebook (et des utilisateurs qui mettent en ligne immédiatement les informations grâce à leur smartphone), à l'apparition de Twitter ou encore au poids des blogs et des « chats » (...), le potentiel des TIC s'est métamorphosé offrant ainsi aux Tunisiens un espace d'information et d'expression considérable. La notion de *présence connectée* développée par Licoppe (2002) prend, dans ces événements, toute sa dimension. Cette notion, fondatrice du *nomadisme numérique*, fait justement le lien entre TIC classiques et mobiles expliquant que les individus se trouvent continuellement connectés, (inter)joignables où qu'ils se trouvent et quoi qu'ils fassent. Cette disparition des espaces et des temporalités générée par les TICs et leur propension à structurer des communautés virtuelles (Laroussi & Liénard, 2011) ont été essentielles à la révolution tunisienne. En même temps, elles ont en partie malmené les médias traditionnels en devenant la source principale de production et de diffusion de l'information.

Nous commencerons donc par traiter des liens entre les TIC et les formes de mobilisation sociales ou plutôt d'actions collectives. Ils s'accompagneront d'un rapide état des lieux de ces TIC en Tunisie ce qui permettra de mieux comprendre le processus de transfert et de circulation de l'information et ce malgré la censure omniprésente. L'analyse du corpus, composé d'extraits de messages électroniques échangés pendant cette période, corroborera nos propos et démontrera combien ces outils ont permis aux Tunisiens (dans et hors de Tunisie) d'organiser la mobilisation et de conduire la révolution.

1. Les TIC, censurées mais au service de l'information et du collectif

Il est des incidents isolés qui deviennent parfois la pierre angulaire d'une Histoire en devenir : Tout a commencé, en effet, le 17 décembre 2010, le jour où Mohamed Bouazizi, un jeune de 26 ans, vendeur ambulant de fruits et légumes, s'est immolé par le feu devant le siège du gouvernorat de Sidi Bouzid dans le centre de la Tunisie. Suite à cet acte de désespoir, les habitants de Sidi Bouzid affluent devant le gouvernorat manifestant leur colère vis-à-vis des autorités. Le 18 décembre, des syndicalistes et des opposants locaux rejoignent les manifestations. La police intervient violemment pour dissiper les manifestants. Ali, le cousin de Bouazizi a filmé et diffusé sur les réseaux sociaux les scènes de combats de rue entre les citoyens et la police.

Cet acte a été l'étincelle qui a entraîné une réaction en chaîne provoquant la chute du régime du Président tunisien Ben Ali. La contagion a gagné ensuite l'Égypte, menant au renversement du Président Moubarak, ainsi que d'autres pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

Les médias expliquent ces soulèvements par un « effet domino » et insistent sur le rôle des TIC. Plusieurs qualificatifs ont été attribués à cette révolution tunisienne : « révolution numérique », « révolution 2.0 », « Wikileaks-révolution » ou encore « Twitter-révolution ». Au-delà de l'effet de mode, il serait simpliste, utopiste et surtout hasardeux de réduire la révolution politique tunisienne à ce qui serait « la » première révolution numérique. En effet, les TIC ne restent qu'un vecteur d'une révolution qui n'a pas été conduite que sur le terrain virtuel de l'Internet. Elle s'est déroulée dans la rue et c'est dans la rue qu'elle a été gagnée. Il nous semble donc plus juste et judicieux de parler d'une révolution populaire de l'ère de l'information numérique.

1.1. TIC et action collective

Dans la révolution tunisienne, les TIC ont facilité la mobilisation et ont joué un rôle de caisse de résonance dans une société où l'information était verrouillée et la libre expression bâillonnée. Cette révolution est donc profondément enracinée dans un contexte social spécifique, source de revendications qui ne demandaient qu'à s'exprimer. Cette conjonction de facteurs, les TIC et une contestation rampante ont rendu possible le mouvement social et ont finalement décidé de son sort (Lehmann, 2011).

L'analyse de la relation entre TIC et mouvements sociaux a donné lieu à plusieurs théories dont celles, dites, de la mobilisation des ressources (Oberschall, 1973 ; Zald & McCarthy, 1987). Ces dernières, souvent avancées pour envisager les mouvements sociaux sur Internet, sont historiquement situées et nombreux sont ceux qui les jugent dépassées (Mayer & Roth, 1995 ; Carrol & Hackett, 2006). Il n'en reste pas moins délicat d'en mobiliser d'autres qui permettraient de saisir – au-delà d'un cadre restreint qui situe l'origine de l'action dans la sphère des TIC – l'action collective à la fois dans la société (sa dynamique historique) et les nouveaux univers des TIC. Ce point se doit donc d'être souligné et commenté pour préciser comment, dans notre conception de l'action collective, celle-ci n'existe que par une régulation au sens que Jean-Daniel Reynaud donne à ce terme (Reynaud, 1989).

Une telle orientation de l'analyse peut heurter des convictions et des philosophies très respectables, mais l'objet ici n'est pas de questionner ses fondements épistémologiques. Il est beaucoup plus modestement de rappeler que « *les règles ont des auteurs et [qu'] elles ont des destinataires* » (Reynaud, 2004) et, qu'en ce sens, si on les réintègre dans la réalité de l'action sociale (la mobilisation des règles), il convient plutôt de parler de régulation que de règles au sens strict. Il s'agit également

d'interroger le caractère « rationnel » de la mobilisation de la règle pour reconnaître comment...

« elle prend sa source dans le message normatif qu'émet toute action sociale, dans l'offre d'engagement et de réciprocité que comporte toute interaction qui cherche à s'établir » (Cordonnier, 1997).

L'action collective n'existe que par une régulation, mais cette dernière ne se réalise que grâce à la convergence d'initiatives individuelles. Initiatives qui, dans un même mouvement, se transforment à leur tour.

Ainsi, si pendant vingt-trois années, le pouvoir de Ben Ali a pu trouver sa légitimité dans deux alternatives irrévocables : l'autocratie en échange de la sécurité et l'immobilisme en échange d'un accès à la culture et au savoir, c'est avant tout parce que la rationalité des règles de l'échange pouvait trouver un ancrage social, que ce soit par intérêt, fragilité, ou dépendance... Ce faisant, il se trouvait être le garant

« du progrès, de l'évolution et il prend en charge le destin des autres en contrôlant toutes les sources d'information et les réseaux de décision, c'est-à-dire en les mettant en situation d'aliénation totale » (Enriquez, 2007).

Sa politique reposait en grande partie sur une certaine vision de la société arabo-musulmane. Une vision fondée sur la logique et une expérimentation quasi scientifique qui l'a conduit à légitimer et mettre en place une politique d'arabisation, de censure contre tout ce qui touchait la *morale* « arabe » et « religieuse » ainsi que tout ce qui avait trait, de près ou de loin, à « l'intégrisme religieux ». Cet exercice du pouvoir, fondé sur la maîtrise du *savoir* de ce dont l'autre a besoin, a abouti à une situation de relative anomie (Castel, 1995). Situation dans laquelle, faute de maîtriser ce que Barthes nomme le vocable mi-scientifique, mi-éthique de son adversaire, la revendication organisée ne pouvait trouver sa place.

Toutefois, comme l'écrit remarquablement Castel, cette anomie n'en recèle pas moins en elle-même une potentielle violence. Une violence le plus souvent arbitraire et autodestructrice mais qui est d'autant plus difficile à contrôler que justement, elle ne laisse plus aucun espace ni sujet de négociation. Elle développe un univers parfaitement clos dans lequel seule la destructivité devient complètement mobilisable. Or, lorsque l'agressivité devient la seule forme ultime d'action dans le désir de changement c'est toute la société qui se clôt. C'est l'existence même des structures sociales en place qui se délite.

Dans la situation qui nous intéresse ici, cette violence potentielle, cette tendance à la destructivité, a trouvé son expression la plus radicale dans l'action de Mohamed Bouazizi, marchand de fruits à Sidi Bouzid, qui atteint dans sa dignité même, s'est auto-immolé par le feu.

Ainsi, cet acte isolé illustre parfaitement les mécanismes qui ont conduit les acteurs du changement (de sa construction) à inventer des formes neuves de l'action collective à la faveur de l'émergence de zones d'incertitudes fondées, selon l'expression de Freud, sur « *une pure culture de la pulsion de mort* ».

Le développement significatif des TIC a permis, par ricochet, la création d'espaces de libertés qui ont vu émerger un nouvel univers du possible malgré l'éventualité pesante d'une censure. En effet, par les opportunités de contournement qu'elles génèrent et les stratégies d'action qu'elles permettent, les TIC ont donné lieu à une forme inattendue de revendication organisée, rendant enfin possible la négociation : finis la cybercensure, le blocage des réseaux sociaux et des plateformes de partage de vidéos et de photos. Le cas de la fermeture du site Facebook, il y a deux ans, illustre parfaitement ce propos. Ainsi, ce qui est en jeu ici n'est pas tant les TIC en elles-mêmes que leurs usages et l'élaboration de ces règles d'usage.

Ce faisant, il apparaît que les usages des TIC et les nombreuses régulations qui en sont issues ont conduit à une transformation de la situation d'anomie envisagée *supra*. Dans cette société où il n'y avait rien à négocier et où l'action organisée était réprimée, les TIC sont devenues avant tout un outil de négociation. Un monde possible qu'il s'agissait de défendre à partir d'actions collectives hautement improbables mais porteuses de projets autour d'un but commun : appeler à davantage de démocratie et de libre expression ; définir ainsi l'unité d'un peuple et d'un état contre une forme d'Etat déjà en place.

Dans une perspective plus large, nous pouvons dire que cette régulation autonome portant sur le libre accès aux TIC a également amené les acteurs concernés à produire des règles pour l'action collective en elle-même. Elle les a aussi conduits à s'organiser, à coordonner, à trouver des relais et à se faire l'écho d'autres situations et d'autres lieux. Partant de cette approche, il semble réaliste de déduire que les utilisateurs des TIC, en tant qu'acteurs de leur régulation, ont contribué à transformer ces outils en une institution sociale, support de l'action collective au sens de Reynaud dans sa théorie de la régulation sociale.

1.2. Etat des lieux des TIC

Les TIC ne sont pas encore une réalité pour tous en Tunisie mais comparativement aux pays voisins du Maghreb, les taux d'équipement sont considérables et les usages répandus et divers. Ainsi, à la fin de l'année 2010, près de 1,5 million d'ordinateurs personnels sont en activité (soit un taux d'équipement de la population de 13 %) avec de grandes disparités selon les gouvernorats. 1 % à peine de la population était internaute en 2000 contre plus de 33 % en 2009 (www.internetworldstats.com/af/tn.htm). Cela représente près de 3,5 millions de Tunisiens surfant quotidiennement sur le web auxquels il conviendrait d'ajouter les membres de la diaspora. Selon l'Office des Tunisiens à l'étranger, cette diaspora représente, à la fin de l'année 2009,

plus de 1 million d'individus (dont presque 600 000 résidents en France). En majorité, ils occupent des postes qualifiés et disposent des revenus permettant l'équipement et les usages électroniques. Notons que les jeunes sont les plus actifs à ce niveau. Et la tendance se confirme en Tunisie aussi. L'engouement vis-à-vis du réseau social Facebook y est réel. Il se traduit en chiffres avec, en janvier 2011, plus de 2 millions de profils actifs composés à 84,2 % par des internautes âgés de 14 à 34 ans (www.checkfacebook.com). Cela peut paraître « faible » comparativement aux 21 millions de profils à la même période en France. Mais il s'agit bien évidemment de rapporter cette donnée à la population totale du pays, au nombre d'internautes ainsi qu'à la situation régionale. La Tunisie devance ainsi les autres pays du Maghreb et fait partie des leaders du monde arabe concernant ces usages électroniques.

Les chiffres relatifs à la téléphonie mobile sont plus récents et spectaculaires. Le nombre d'abonnements s'élève ainsi à 11,3 millions à la fin mars 2011¹ avec, de nouveau, une grande disparité selon les gouvernorats. Il était quasi identique en janvier 2011. Pour information, une récente (avril 2011) étude du cabinet Wireless Intelligence nous informe que le continent africain compte plus d'abonnés à la téléphonie mobile que l'Europe de l'Ouest (547,5 millions contre 523,6 millions). Maintenant, il est acquis aussi que les usages produits de ces TICs mobiles diffèrent aussi fortement.

La 3G, permettant des usages variés (comme l'internet mobile) est une réalité dans les grandes villes du pays même si les usages effectifs se développent depuis une petite année seulement. Notamment parce qu'un opérateur (sur les trois que compte la Tunisie) disposait de l'exploitation exclusive de ce réseau alors qu'il n'était pas leader sur le marché. Le taux d'équipement dépasse ainsi les 90 % au niveau national avec des zones urbaines dépassant allègrement les 100 %. Toutes ces données permettent de comprendre qu'à l'aube de la mobilisation, et malgré la censure omniprésente, les conditions sont réunies pour que les Tunisiens parviennent à communiquer, à échanger et faire circuler l'information grâce à ces médias électroniques. Nous sommes donc confrontés à une situation médiatique inédite avec des outils traditionnels dirigés et gérés par l'Etat et les politiques et des TIC entre les mains du peuple, comme nous l'avons expliqué *supra*.

1.3. Enjeux numériques et informatiques en Tunisie

Pour terminer l'analyse de l'appropriation des Tic par les Tunisiens, il est nécessaire d'en expliquer les enjeux. La censure du web par la Tunisie, qualifiée pays ennemi d'internet par l'organisation RSF (reporters sans frontières), s'est intensifiée à partir d'avril 2010. Etaient concernées par cette censure toutes les voix discordantes à la propagande officielle sur le net, consacrées notamment aux questions relatives aux violations des droits de l'homme et des libertés en Tunisie.

¹.

La cybercensure : les voix menacées

La censure tunisienne a recours à plusieurs procédés pour contrôler la toile. Ces derniers ont été utilisés à des moments différents de l'histoire de la censure tunisienne et ont fini par faire de la Tunisie l'« *un des pays le plus liberticides dans le monde en ce qui concerne internet* », comme l'a souligné Dollet, responsable du bureau Maghreb-Moyen-Orient de Reporters sans frontières. Parmi ces procédés, nous pouvons citer le blocage sélectif par URL, le blocage des sites en bannissant le nom de domaine et le sous-domaine qui lui est rattaché, le filtrage du DNS et de l'adresse IP ou encore le filtrage par mot-clé.

Selon une étude du projet universitaire OpenNet Initiative 0% de sites étaient bloqués en Tunisie en 2005 (<http://opennet.net/studies/tunisia>). Cette étude a démontré que, hormis les sites pornographiques, les sites censurés étaient ceux dédiés à l'opposition politique et aux droits de l'homme, ceux qui permettent aux utilisateurs de contourner la censure ou encore les sites d'anonymisation qui offrent aux internautes la possibilité de naviguer sur le Web sans être repérés par les contrôles du fournisseur d'accès ou des services de sécurité.

Au-delà du champ politique, la cybercensure en Tunisie s'est étendue aux blogs et aux sites de partages d'images ou de vidéos (Youtube, Dailymotion, Flickr...). En effet, la blogosphère était l'une des principales cibles du gouvernement Ben Ali. Selon le CPJ La Tunisie arrive en 7^e position parmi les pays qui oppriment le plus les bloggeurs, devançant même la Chine et le Turkménistan (<http://www.cpj.org/fr/2009/04/les-dix-pays-qui-oppriment-le-plus-les-bloggeurs.php>).

Preuve du renforcement de la censure, le 28 avril 2010, une dizaine de blogs ont été verrouillés en une journée (*Antikor, Arabsta, Artartticuler, Bent 3ayla, Normal land, Stupeur, Trapboy...*) et plusieurs sites de journaux nationaux et étrangers, des plateformes de partage de vidéos ou de photos et même des pages Facebook ont été bloqués. Cette journée noire de la toile en Tunisie a donné lieu à une manifestation virtuelle sous le nom de code « *Ammar Sayeb Salah* » [Ammar lâche salah] avec le slogan « *free 404* ». Les Tunisiens ont donné au censeur le surnom de *Ammar 404* (ou encore *Ammar les ciseaux* et *404 bâchées*). Le prénom *Ammar* fait référence à Habib Ammar, ancien Ministre de l'intérieur et des communications, et *404* à la fameuse page « *error 404 Not Found* » qu'envoie un serveur informatique pour signifier que la page internet n'existe pas ou n'est plus et qui masque le véritable code d'erreur « *403 Forbidden* ».

En outre, de nombreux Tunisiens ont été victimes d'opérations de phishing, une technique consistant à récupérer les mots de passe des comptes Facebook et de courrier électronique notamment. En effet, avec ces procédés, les cyber-policiers tunisiens ont pu, sur des adresses de messagerie ciblées, lire les messages, les supprimer, les modifier, voire même les remplacer par un contenu farfelu.

Ripostes et stratégies de contournement face à l'erreur 404

Afin de consulter les sites bloqués, les internautes tunisiens rusent pour contourner la censure. Ils ont recours aux « *arts du déguisement politique* » en développant des « *stratégies multiples par lesquelles [ces] groupes subordonnés parviennent à insinuer la résistance, dans des formes déguisées, dans le “public transcript”* » (Scott, 1990).

Les initiés à l'informatique utilisent, entre autres, des serveurs proxy qui leur permettent des connexions indirectes et anonymes. Plusieurs mouvements d'échange de proxy ont vu le jour entre les utilisateurs. Les blogs ont également fourni des astuces et des outils (Lite IP Filter, bookmarklets...) à l'intention des internautes pour accéder aux sites verrouillés ainsi qu'aux webmasters censurés pour bloquer la police du Net. Finalement, la disparition des espaces et des temporalités générées par les TIC (Licoppe, 2009) a permis aux cyber-résistants d'importer des méthodes de contournement de la censure d'autres groupes dans le monde. Ainsi, les net-citoyens égyptiens ont fourni aux internautes tunisiens des solutions de contournement de la censure. Un autre exemple illustre cette solidarité entre net-citoyens. Il s'agit d'un billet sur le blog *Nawaat* proposant l'utilisation de GAppProxy, un logiciel libre utilisé par le mouvement dissident chinois. Se crée ainsi une communauté des « *peuples censurés* », qui s'échangent leurs pratiques via les TIC. En témoignent les propos postés sur *Astrubal's Blog* dans un article expliquant l'installation d'un filtre que le blogueur a développé pour bloquer la police de l'internet :

« Alors si vous êtes Chinois, Syrien, Libyen, Saoudien, Birman, Tunisien, Iranien, etc., et que votre blog fait partie de ceux qui ont été “honorés” par la censure de votre pays, n'hésitez pas, à votre tour, à leur barrer l'accès à votre site » (<http://astrubal.nawaat.org/2010/02/26/%C2%AB-censure-pour-censure-%C2%BB-desormais-nawaat-bloque-la-police-de-l%E2%80%99internet/>).

Les non initiés, quant à eux, ont trouvé d'autres moyens pour continuer de s'informer et d'échanger sur des sujets répréhensibles par le gouvernement tunisien sans l'utilisation de routages spécifiques. Afin de ne pas être pistés par le filtrage, ils échangent des informations en utilisant un langage codé : *Ammar 404* au lieu de censeur/censure, *khali* [oncle maternel] ou *le patron* pour Ben Ali, *Tanzanie* pour la dictature, *la famille* pour les proches du président tunisien... D'autres stratégies ont été mises en œuvre pour échapper au filtrage sans avoir recours à des techniques nécessitant des compétences particulières. En effet, afin d'indexer ou de rechercher des informations, ces internautes veillent à mettre d'autres signes, comme le point ou le tiret, au milieu des mots-clés (dic-tature, cen.sure...). Aussi un nouveau langage est-il inventé, un langage nourri de codes propres qui compose les différentes acrobaties avec le censeur et avec les TIC. « *Leur expérience communicationnelle s'accompagne (...) d'une représentation sur la technique* » (Jouët, 1993) constitutive de leur pratique et spécifique à leur communauté.

Par ailleurs, des hacktivistes (contraction de hacker et activiste) sont entrés en lutte numérique contre le gouvernement tunisien. Le groupe *Anonymous* a lancé *Operation Tunisia* le 2 janvier 2011, en mettant hors ligne plusieurs sites officiels y compris ceux dédiés au Président, au premier ministre, au ministre des affaires étrangères et à la bourse des valeurs. Sur *AnonNews*, un forum en ligne pour les hacktivistes, *Anonymous* déclare : « *Ceci est un avertissement au gouvernement tunisien : les attaques contre la liberté d'expression et d'information de ses citoyens ne seront pas tolérées. [...] Il appartient au gouvernement tunisien de mettre un terme à cette situation. Libérez le Net, et les attaques cesseront, continuez, et ceci n'est que le début* »¹. Le ton est ferme et annonce l'irréfutable partitionnement du paysage médiatique tunisien.

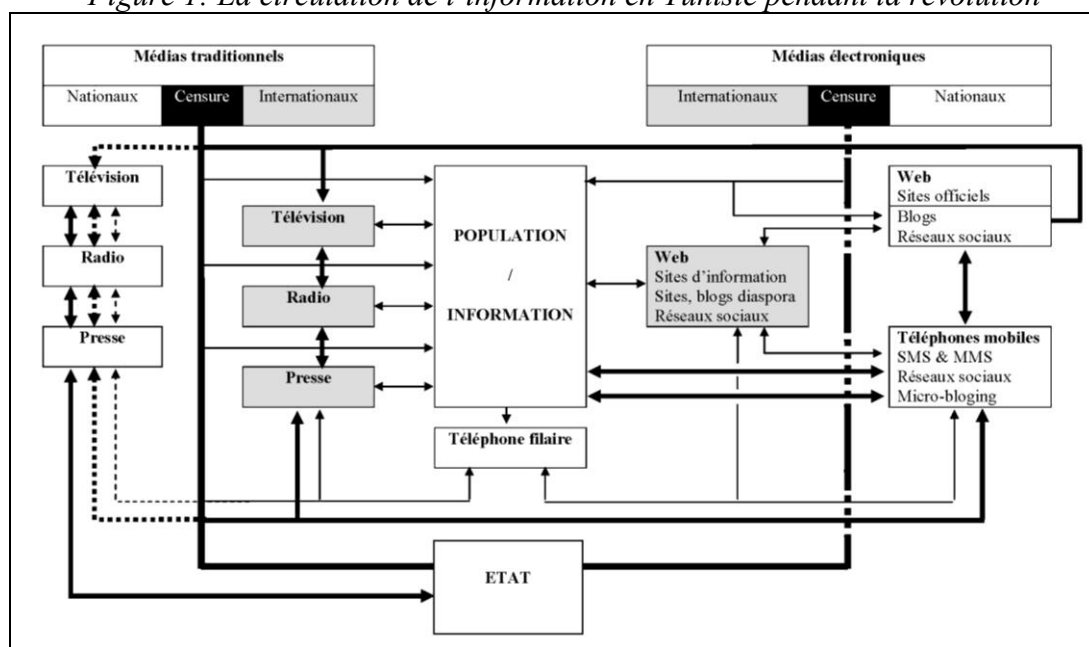
1.4. Le paysage médiatique pendant la révolution

Le schéma que nous proposons en Figure 1 peut paraître complexe même s'il s'inspire de modèles de circulation de l'information éprouvés par ailleurs. Il repose donc sur quatre grands pôles : les médias traditionnels, les médias électroniques, la population/l'information et l'État. C'est autour et grâce à eux que la guerre de l'information s'est organisée.

Nous plaçons ainsi, au centre, la population en tant que réceptrice de l'information mais aussi en tant qu'émettrice de celle-ci (alternativement et/ou « partitivement » dans le sens où un groupe est susceptible, à un moment précis, de fournir l'information au reste de la population). Ainsi, cette information alimente tous les médias internationaux qui renvoient celle-ci en l'état et/ou enrichie vers la population dans son ensemble (pour peu qu'elle ait accès aux médias). Mais ces médias internationaux recueillaient aussi l'information à distance, lorsque les journalistes étrangers ne pouvaient que difficilement exercer leur métier. Les médias électroniques nationaux constituaient alors leur principale source. Ils puisaient ainsi sur les réseaux sociaux des éléments de nature diverse (témoignages, photographies, films) afin de construire l'information rapportée par les citoyens tunisiens qu'ils répercutaient auprès de tous (population nationale et transnationale). Nous constatons aussi que le média principal de mise en relation des Tunisiens entre eux dans une logique de mobilisation a été le téléphone mobile. Il a permis d'alimenter encore en données les médias électroniques nationaux repris immédiatement par les médias électroniques étrangers et surtout ceux administrés par la diaspora.

¹ Source : <http://www.anonnews.org/?p=press&a=item&i=118>, consulté le 28 janvier 2011.

Figure 1: La circulation de l'information en Tunisie pendant la révolution



Les réseaux sociaux ont joué le rôle d'intermédiaire entre cette information chaude qui rebondissait à travers les blogs et autres sites d'information avant de terminer sa course dans les médias traditionnels. Ces médias traditionnels, dans leur globalité, complétaient et/ou étaient eux-mêmes tenus informés en temps réel par le téléphone mobile (voix, SMS et tweets) dans les moments cruciaux de la révolution. Il a donc joué un rôle central et le nombre d'interrelations qui l'accompagne atteste de son importance. L'Etat par contre se trouve dépourvu d'interrelations. Nous constatons qu'au-delà de l'information qu'il fournissait aux médias traditionnels nationaux (qu'eux-mêmes diffusaient ensuite auprès de la population et des médias traditionnels internationaux), il est isolé. Il se contente de gérer au mieux « Ammar 404 » et la censure dans son ensemble. Une censure, nous l'avons dit *supra*, que l'information parvenait à éviter lorsqu'elle se dirigeait vers les médias électroniques nationaux. En effet, même lorsque les réseaux téléphoniques étaient saturés [...] ou le réseau internet suspendu volontairement, un autre mode de communication prenait le relais (le SMS ou le tweet notamment). Les médias électroniques et les TIC ont donc contribué à la construction d'un espace public alternatif et efficient.

2. TIC et construction d'un espace public alternatif

Souligner le rôle important joué par les TIC dans la révolution tunisienne, revient à mesurer leur impact en Tunisie, à l'étranger ou pendant la révolution. Si Twitter, Wikileaks et Youtube ont permis au monde extérieur (et à la diaspora) de connaître la situation (et de la suivre au jour le jour), les blogs ont permis de soutenir le

soulèvement alors que la révolution, elle-même, s'est fait grâce au bouche-à-oreille, à Facebook et aux SMS.

2.1. Wikileaks, YouTube et Twitter : informer au-delà des frontières

Les câbles de Wikileaks n'ont pas eu un rôle important sur le territoire tunisien. Ils ont fonctionné comme un révélateur en dévoilant la situation réelle partout dans le monde et en confirmant ce que l'opinion publique tunisienne savait déjà de manière officieuse. En effet, la publication de plusieurs télégrammes de l'ambassadeur américain en Tunisie évoquant, entre autres, la corruption du système tunisien et les affaires frauduleuses de la famille Ben Ali, a servi pour faire circuler ces informations à ceux qui n'en avaient jamais entendu parler, contribuant ainsi au discrédit du gouvernement tunisien.

Youtube a joué également ce rôle en fournissant des vidéos et des images aux grandes chaînes de télévision (Al Jazeera, France24...) en partie malmenées par les partisans de Ben Ali.

Twitter a joué un rôle complémentaire aux autres TIC, puisqu'il n'était pas vraiment exploité par les Tunisiens même si des pics d'utilisation sont à relever en décembre et janvier (les hashtags #tunisie, #benali, #maniftunis ont été parmi les plus utilisés le 14 janvier (www.twirus.com)). Il a plutôt permis aux Tunisiens de lancer des alertes (principe même du micro-blogging) que de s'exprimer. En effet, durant la révolution tunisienne Twitter a servi à diffuser l'information, à renvoyer vers d'autres sources d'information (sites, photos, vidéos) ou encore à approuver des micro-messages par des retweet. Alors qu'il était difficile de relayer l'information par le biais des médias traditionnels, Tweeter a créé un flux direct et organisé permettant aux rédactions et journalistes étrangers de couvrir l'actualité en Tunisie.

C'est essentiellement après la chute du régime Ben Ali que Tweeter a servi les Tunisiens. Il leur a permis de relayer des informations d'ordre pratique et vital en temps réel. En témoignent ces exemples :

« Des tirs de feu à l'avenue Habib Bourguiba »,

« Il ne faut pas poster des photos de l'armée et de leur emplacement !!! Ça aidera les braqueurs à s'organiser ».

2.2. Blogs, portails et forums : naissance d'un espace virtuel contestataire

Les blogs et les portails ont été très impliqués dans la révolution avec un rôle assez conséquent dans la promulgation des messages et la fédération des énergies.

La première génération de bloggeurs était composée en majorité par des Tunisiens résidant à l'étranger. Ils ont joué un rôle très important dans la construction d'un espace virtuel contestataire. La naissance de la contestation en ligne en Tunisie peut se

situer en 1998, lorsque deux étudiants tunisiens créent une liste de diffusion *Takriz* (www.takriz.com) [ras-le-bol en tunisien]. En 2000, la liste de diffusion *Tunisnews* (www.tunisnews.net) voit le jour, suivie du site et forum *TUNeZINE* (www.tunezine.com) en 2001, de *Réveil Tunisien* e (www.reveiltunisien.org) en 2002 et de *Nawaa* (<http://nawaat.org/portail/>) [noyau en arabe] en 2004.

Ces blogs offraient, non seulement, un espace de liberté et de contestation notamment grâce à leurs forums, mais ils ont aussi joué le rôle de militants-médiateurs de type filtreurs (Granjon, 2000). Ils rassemblaient et diffusaient des informations politiquement sensibles provenant de diverses sources d'information après les avoir sélectionnées et vérifiées.

À partir de 2006, les blogs et forums se multiplient. En plus de ceux hébergée sur des serveurs étrangers, d'autres voient le jour en Tunisie. Deux catégories de bloggeurs se distinguent. D'une part, ceux qui protestent ouvertement et engagent une lutte contre le pouvoir tunisien et son filtrage, qualifiés de cyberdissidents. D'autre part, des bloggeurs « modérés » qui n'abordent que très peu les questions politiques sensibles. Plusieurs conflits ont opposé les deux catégories au début pour finir par s'estomper au profit d'un engagement commun basé sur un échange de plus en plus intense entre la diaspora et les Tunisiens sur place transformant ainsi la blogosphère tunisienne en un espace dominant de la contestation.

Emprisonnés, censurés, hackés, les bloggeurs n'ont cessé d'informer les Tunisiens et d'interpeller l'opinion internationale. Chacun d'entre eux a créé son espace individuel à sa manière. Certains écrivaient en français, d'autres s'exprimaient en anglais ou encore privilégiaient les caricatures ou les photos alors que d'autres optaient pour un style humoristique ou sarcastique. Se crée ainsi un espace public virtuel contestataire hétéroclite ayant, comme le souligne Farge en référence à l'espace plébéien français du XVIII^e siècle, un caractère multiforme, difficile à saisir et qui transforme l'opinion populaire en un discours au sens politique évident (Farge, 1992).

2.3. Facebook et SMS : outils de support opérationnel de l'action collective

Les SMS et Facebook ont joué un rôle très important dans la révolution tunisienne. À l'intérieur du pays, cette plateforme s'est avérée être comme le dernier espace de liberté puisque la censure n'est jamais parvenue à le neutraliser. L'information plurisémiotique s'y trouvait ainsi relayée si bien que Facebook est devenu le support opérationnel de la révolution, un outil d'organisation et de transmission de l'information non filtrée. Ce point sera développé et analysé en détail dans la partie suivante lorsque nous traiterons le corpus.

Par ailleurs, indépendamment des TIC utilisées, les cyberdissidents tunisiens revendiquent leur indépendance vis-à-vis de l'opposition, qu'elle soit « légale » soutenant le régime Ben Ali ou « illégale » composée de partis marginalisés, à l'instar

du blog Nawaat qui « est indépendant de toute association, organisation ou gouvernement et ne reçoit aucune subvention publique et n'est financé par aucun parti politique » (<http://nawaat.org/portail/about/>). C'est ainsi qu'en définissant leurs propres pratiques et espaces contestataires, ils développent une « sphère de contre-public » (Fraser, 2003) qui dépasse la notion de sphère publique, unifiée et élitiste, avancée par Habermas (1978). Fraser parle de multiplicité des sphères publiques et de « contre-publics subalternes dans le sens où ils forment des arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent des contre-discours, ce qui leur permet de fournir leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs besoins » (ibidem). Nous retrouvons cette idée de publics et d'espaces alternatifs dans les discours des cyberdissidents tunisiens : « Nous, en tant que forumiers et cyber-opposants, que ce soit de NT ou de TZ ou de n'importe quel espace de dissidence, devrions les réamener et exiger des opposants de revoir leur stratégie » (www.tunezine.com/article.php3?id_article=759) ou encore « Après avoir été malmenés durant des mois, tous les partis de l'opposition dite illégale sont aujourd'hui surmenés. [...] Entre ennemis d'hier, ralliés de la veille et alliés de demain, ils sont tellement occupés à s'étriper et à se faire mal qu'ils ne sont même pas parvenus à organiser une "rencontre" rassemblant le plus possible la société tunisienne. [...] Il nous reste néanmoins une autre alternative. [...] Il nous revient de prendre notre destin en main et d'impliquer toute la société dans un débat qui concerne son avenir. Et la meilleure fenêtre ouverte vers tous les citoyens reste la communication. Alors à nous d'exploiter les ressources internet : TUNeZINE, Réveil Tunisien, TUNISNEWS pour lancer le débat. Le choix de ces supports n'est pas anodin, on a là un magazine électronique, un forum de débats libre, un site web indépendant et une liste de diffusion neutre » (www.reveiltunisien.org/spip.php?article607).

Par ailleurs, cet espace alternatif composé par des contre-publics, ne peut être considéré comme un espace public populaire. La majorité des usagers des TIC tunisiens appartient à une certaine élite dans la mesure où l'équipement et l'abonnement en smartphones coûtent cher et l'accès à internet à domicile est le plus souvent réservé aux habitants de Tunis et des grandes villes côtières ou à la diaspora résidant dans des pays développés. Dahlgren (2000) souligne que, dans les sociétés occidentales, « le profil sociologique des usagers du Net est à ce jour bien délimité : il se caractérise par un biais important en faveur d'hommes jeunes, riches et dotés d'un fort capital culturel ». Ainsi en replaçant le concept d'espace public dans le contexte d'utilisation des TIC, il se trouve très proche de la notion de sphère publique bourgeoise développée par Habermas (1978).

C'est donc sur ces deux moyens SMS et Facebook que nous avons choisi de focaliser notre attention parce qu'incontestablement, ils ont permis l'opérationnalité de l'action collective.

3. Recueil du corpus et analyses

3.1. Méthodologie de recueil et nature du corpus

Pendant toute la durée des événements, nous avons conduit une veille active sur l'ensemble des réseaux sociaux et notamment Facebook. L'un de nous faisant partie de la diaspora tunisienne, son profil était surchargé d'informations qui ont été archivées systématiquement. C'est à partir de toutes ces données plurisémiotiques croisées avec celles figurant sur les profils de cinq informateurs tunisiens (vivant en Tunisie) que nous avons structuré un premier corpus.

Ces informateurs nous ont par ailleurs fourni l'ensemble des SMS envoyés et reçus sur une période de quatre jours : du 10 janvier au soir du 15 janvier, le lendemain de l'annonce du départ du Président Ben Ali. Nous les avons tous anonymés et proposons une traduction en langue française lorsqu'il y a contacts de langues. Cela représente un corpus d'environ 300 SMS triés chronologiquement. La journée du 14, journée historique, est logiquement la plus riche en densité (150 SMS), en informations, en tension et en émotion. C'est à elle que nous nous intéresserons avant tout.

3.2. Facebook

« *Partager nous sauvera* » : ce slogan qui a accompagné plusieurs posts sur Facebook montre l'importance qu'a acquise ce réseau social, chez les Tunisiens, en tant que support de mobilisation et d'action collective. Seul service non censuré en Tunisie (partiellement censuré), il a agi comme un catalyseur de liberté et d'expression. Avec plus de deux millions de comptes en janvier 2011 (www.checkfacebook.com), Facebook est l'espace virtuel le plus utilisé en Tunisie, loin devant les blogs et Twitter.

L'information plurisémiotique qu'assure Facebook (image, vidéo, texte) a permis le développement d'une parole publique multiforme et dispersée, crainte par le gouvernement Ben Ali et difficilement contrôlable par sa police. Ce qui a permis à cet ensemble éparpillé de s'ériger en agrégat, c'est la multitude de liens hypertextes qui les relient, les commentaires laissés par les internautes et les renvois vers d'autres destinataires. Pris dans un tourbillon d'informations, les internautes tunisiens ont posté sur ce réseau social plusieurs photos et vidéos en lien avec les événements de Sidi Bouzid. En janvier 2011, nous avons recensé plus de 50 pages portant le titre Sidi Bouzid. C'est le dispositif technique qui a introduit « *des formes de coordination particulières, débouchant sur des actions collectives et reposant sur l'intrication de ressources techniques. Leur efficacité tient [...] au couplage adéquat de différents actants humains qui vont se coordonner en associant d'une façon bien précise des*

artefacts, créant ainsi un agencement hybride et solidaire permettant d'accomplir des tâches singulières » (Granjon, 2002).

L'information s'est multipliée avec des renvois vers les contacts « amis ». Même les personnes qui se considéraient apolitiques, mues par un sentiment de solidarité nationale, se sont jointes à celles qui militaient en changeant leurs photos de profils par des drapeaux tunisiens ensanglantés ou noirs avant la chute de Ben Ali. Ainsi, Facebook a conduit les Tunisiens à élaborer une autre forme de militantisme. Il a fait émerger une nouvelle attitude que l'on qualifie, en opposition au militantisme traditionnel, de militantisme « *post-it, détachable et mobile : mise de soi à disposition, résiliable à tout moment* » (Ion, 1997).

Face au silence des médias locaux, Facebook a transformé ses utilisateurs en journalistes amateurs. Même si l'information est lancée sur le fil, elle est souvent commentée par « source ? », « vs confirmez ? ». D'autres messages sont même agrémentés par leurs sources :

« Source militaire : 90% des pilleurs arrêtés sont des policiers !!!! [...] FAITES CIRCULER : si la police sonne chez vous n'ouvrez surtout pas !!!!!!! Ils sont tous impliqués dans des crimes... »

« De source sûre à l'instant : un avion en direction de Paris cloué au sol pour cause de présence d'un Trabelsi dedans ».

En outre, à cause de l'inflation d'informations, les internautes, faisant preuve de lucidité, ont appelé les concitoyens à ne pas engorger le réseau social :

« Trop d'information tue l'information ; je n'y comprends plus rien... »

et ont combattu la désinformation que ce soit sur le réseau social lui-même :

« ne cédez pas à la panique, c'est de l'intox ! »

ou encore sur les médias locaux. En témoigne cet exemple posté après que les journaux télévisés ont montré des voitures acclamant Ben Ali après son discours du 13 janvier 2011 :

« Des témoins assurent avoir vu des voitures préparées à l'avance qui partent dès la fin du discours du président pour dire : vive Ben Ali !! Et ce, dans plusieurs villes de la Tunisie. Faites passer !'j'insiste FAITES PASSER SVP un ami vient de me le confirmer »

Pendant la révolution, Facebook a également fait office de site de micro-blogging permettant aux Tunisiens de communiquer entre eux en envoyant des messages courts en temps réel, en complément des SMS et des Tweets. Ces messages, qui n'avaient pas vocation de lancer un débat ou une discussion, ont été utilisés pour lancer des alertes :

« Des pillages de maisons au niveau de Carrefour, faites attention !!!! »,

« N° Garnison d'urgence militaire 71 560 488 »,

pour lancer des appels à la solidarité :

« passe le message s-t-p : L'hôpital de Kasserine manque de sang pour traiter le "grand nombre" de blessés »,

« Lieu : Géant (à l'intérieur) : de 14h à 18h Unité Centrale De la Transfusion Sanguine Carrefour : de 9h00 à 20h00 Date/heure : mardi 11 janvier 2011 »

ou encore pour informer et rassurer :

« URGENT : à tous les Tunisiens, les coups de feux que vous êtes en train d'entendre, c'est l'armée qui fait ça pour faire peur aux pillards et faire régner la sécurité !! Faites passer le message et surtout appelez au calme [...] ».

D'un espace extime (Flichy, 2010) dans lequel les internautes publient des photos, des vidéos ou des messages qui ont trait à leur vie privée à la manière d'un journal intime, Facebook est devenu, pendant la révolution tunisienne, un outil exclusivement réservé à cette cause. Hormis quelques posts (souvent envoyés par des contacts non tunisiens résidant à l'étranger), les profils étudiés ne comportaient que des informations en relation directe avec les événements en Tunisie. Quelques usagers n'ont pas hésité à vouloir en faire un support exclusif en affichant sur leurs murs des messages prohibant tout contenu en décalage avec l'actualité :

« A tous ceux qui continuent ces partage de futilités, de cesser immédiatement. [...] arrêtez de partager de la musique et d'autres merdes par respect a ce qui se passe dans le pays... ».

Immergés au cœur de l'actualité et remarquant que les médias étrangers traitaient les sujets selon un angle qui ne leur paraissait adapté, plusieurs Tunisiens ont tenu à informer la diaspora tunisienne et leurs amis étrangers de ce qui se passait sur place. Tantôt dénonçant des chaînes TV d'information :

« Ne regardez PLUS AL JAZIRA ils font de l'intox c'est très grave !!! [...] »,

ou des reportages :

« Lettre adressée à Mr Thierry Thuillier, directeur de l'information France Télévision :[...] La communauté Française de Sousse est indignée que l'on puisse ainsi manipuler l'information, que l'on montre cet aspect négatif des choses, qui est de surcroît faux... »,

tantôt en publiant un journal de bord relatant les événements tels que vécus par eux.

Figure 2: Extraits d'un journal de bord, sur Facebook, pour informer au jour le jour « les amis à l'étranger » de la situation en Tunisie



Par ailleurs, sur les murs des cinq profils Facebook que nous avons étudiés, nous n'avons noté aucune exhortation à manifester bien que quatre d'entre eux aient bien participé aux manifestations de l'avenue Habib Bourguiba le 14 janvier 2011. Ils nous ont expliqué, en effet, que l'appel à la manifestation s'est effectué soit par bouche-à-oreille soit par téléphone pour minimiser au maximum l'interception de l'information par les cyberflics et la police tunisienne. Facebook a permis la formation des réseaux d'individualités qui ont agi au moment de la décision de la mobilisation. Il a été un outil idéal pour l'organisation de ces réseaux, ce qui rejoint les propos de Flichy sur les militants amateurs usagers des TIC qui, tout en n'appartenant à aucune organisation pérenne et structurée, agissent d'une manière coordonnée selon un mode réticulaire (Flichy, 2010).

3.3. *Les SMS*

Malgré nous, nous nous concentrons sur une série de SMS envoyée par l'une de nos informatrices toute cette journée du 14 janvier 2011. Elle nous explique avoir longuement discuté avec ses amis via Facebook et par téléphone mobile toute la matinée. Ils décident tous ensemble de se rendre aux manifestations décisives. Les échanges de SMS commencent à 12h22 à un rythme soutenu pendant 12 heures (plus de 30 SMS). Ils permettent d'abord d'échanger des informations pratiques afin de rendre opérationnelle la démarche :

SMS 12h22	<i>Te sur place a kel niveau?</i>
SMS 12h45	<i>Coucou t'e a la manif, a kel niveau ?</i>
SMS 13h01	<i>Suis face benetton.t e ou?</i>

D'autres SMS du même type sont encore échangés. Ces messages sont brefs et concis recourant, d'un point de vue sémiolinguistique (Liénard, 2005), à des procédés scripturaux visant à simplifier la langue (dans sa phase d'encodage). Certes, la concision est une caractéristique majeure de la pratique SMS mais nous constatons que lorsque l'objectif diffère et qu'il s'agit de rassurer (en plus d'informer) des proches, les procédés scripturaux de spécialisation et d'expressivité apparaissent brutalement. Les messages sont aussi plus longs parce qu'il est nécessaire d'argumenter et de réitérer les propos pour rassurer l'altérité physiquement absente :

SMS 14h01	<i>Pb de reso, dc pa de panik si t ariv pa a me joindr d ici 1h, mai tou va bien :-)) tt e super calme :-))) bise, si jttrouv pain en rentrant jachet</i>
SMS 14h15	<i>Pb de reso momentané aparmt !mai tt va bien mai sms ca passe :-)))) bisouuuuuuuuu</i>
SMS 17h	<i>Sui rentrée a la maison ninou ya 30min.tt va bien. Bisouss</i>

Et puis, il y a ces messages entre individus proches affectivement mais qui, dans un tel moment, écrivent en tant que citoyens. La distanciation impliquée par la thématique des messages se trouve neutralisée notamment par des procédés scripturaux de

spécialisation et notamment par des situations de contact de langues identitairement puissantes :

- SMS 18h27 *Annonce importante sous peu sur tv7.t aurai raison zaama [est-ce que] sur cki va spasser ? :-)*
- SMS 18h32 *Selon un ami, Il a négocié son départ avec les generaux, il se casse du bled :-)*
- SMS 19h *FORT LE PEUPLE TUNISIEN !!!! Franchement BRAVO A TOUS. Mai il e bien le 1^{er} ministre ? un peu le mem ke ben ali non ? ;-))))*
- SMS 19h23 *Tahya Tounes [Vive la Tunisie] ! ou el chaaab el tounsi [et le peuple tunisien] ! mes cherris ! On vit dé moments forts historiques 2 notr pays et dan notr jeuness mes amiis,jvoulé partagé avc vous !*

Ces quelques messages (parmi d'autres toujours) ont été produits avant et après le discours de Ghannouchi. Ils sont puissants du point de vue émotionnel et résonnent comme des cris de victoire. Une victoire qu'il est essentiel de partager avec tous les Tunisiens, y compris ceux de la diaspora (ndlr SMS 19h23). Passée l'euphorie de ce moment, les SMS retrouvent leur forme initiale : brièveté discursive pour transmettre une information brute. Ils expriment clairement l'inquiétude et permettent, comme expliqué *supra* à propos de Facebook, de lancer des alertes :

- SMS 20h34 *Tir 2cartouche ou lacrymo fort o bardo !mai c bon, sui presk habituée !ca va chez toi ?*
- SMS 21h41 *Ya aussi le 71 330000 via expresfm aparmt. Ca va ?*
- SMS 22h35 *Ca va a nasr ? Ici ca va o bardo*
- SMS 23h09 *Kalika ca va? Ya les helico 2l armé ki vous protege normalmt.ca va ma cherie ?*

Notre informatrice nous explique avoir passé toute la soirée en direct sur Facebook : « *au moins 6 heures d'affilées !* » alternant les appels téléphoniques et les envois de SMS. En plus d'avoir été un outil d'organisation et d'actions collectives, les TIC électroniques ont joué le rôle de connecteur/cohésion sociale. Elles étaient le seul moyen de tenir informés les proches, les intimes (et de se tenir informée d'eux) instantanément. Et lorsque la réponse n'arrive pas, l'inquiétude reprend le dessus :

- SMS 3h58 *Me sui rabatue sur mot fleche..Plus ke 3h et apré on dort bien nchallah :-) allez courage et gagne pa tro aad ! :-)*
- SMS 5h34 *Me sui reveillée, et j ariv pa a mendormir :-(merci pr tes mesg ca va toi ?Ct toi aussi guerier 2la paix ;-)*
- SMS 5h45 *Allo, allo :-) g perdu plu grd guerier et veilleur 2nuit del manar...dan les bras de morphée ?*
- SMS 6h25 *A moitié endormie (smiley) mai tjr pa a fond. Dors bien et repose toi :-o*

Ces SMS nocturnes (ou matinaux) s'expliquent aussi par le fait que notre informatrice communique ici avec son fiancé qui, dans son quartier (et ce fut le cas dans de nombreux quartiers pendant ces nuits agitées) est veilleur/protecteur de sa rue. D'où l'inquiétude aisément compréhensible et que tous les Tunisiens de Tunisie ont vécue pendant cette période. Cette présentation diachronique des messages montre que le téléphone mobile a été le garant de l'information instantanée, de l'information vérifiée sur le terrain (où l'autre se trouve). Il est une TIC vraiment personnelle dans le sens où il permet d'engager des dialogues électroniques immédiats mais en même temps, cette « TIC personnelle » est susceptible à tout moment de se mettre au service du collectif. Tout ce que nous venons d'exposer se vérifie dans les SMS de nos autres informateurs ainsi que dans les SMS du lendemain.

4. Conclusions

R. Smati (2011) explique : « [...] *les jeunes des pays arabes, et d'une façon générale, des pays émergents, manient parfaitement les nouvelles technologies. Ils sont interconnectés et passent un temps considérable à naviguer sur les réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter. Ils communiquent entre eux par texto. C'est leur espace de liberté. Autrefois, pour renverser un régime, il fallait d'abord faire le siège de la télévision nationale. C'était l'unique moyen de prendre le contrôle de l'outil de pouvoir par excellence : l'information. Aujourd'hui, qu'importe la télévision ! L'information est diffuse, non canalisée, dispersée, entropique. Elle appartient aux réseaux.* ».

Cette analyse plutôt fine va dans le sens de ce que nous relevons dans cet article. L'opposition entre médias traditionnels et médias électroniques est claire dans le cas de la révolution tunisienne. Elle l'est moins dans d'autres situations et nous nous garderons bien de généraliser. En effet, les cas Iranien ou chinois nous rappellent que les TIC ne peuvent se substituer aux citoyens. Lorsque le régime est structuré autour d'une censure efficace et d'une terreur de tous les instants, même les TIC sont perçues comme de potentiels menaces. La révolution tunisienne a été une révolution parce les Tunisiens et les Tunisiennes ont envahi la rue. Pas parce qu'ils maîtrisent les TIC ou parce qu'ils ont envahi le web. Cela est une certitude.

Références bibliographiques

- Cardon D. et Granjon F. (2003), « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement altermondialisation et l'Internet », *Mouvements*, n°25, pp. 67-73.
- Carroll W. & Hackett R. (2006), "Democratic media activism through the lens of social movement theory", *Media Culture Society January*, vol. 28, n°1, pp. 83-104.
- Castel R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.

- Chambat P. (1995), « Espace public, espace privé: le rôle de la médiation technique », dans Flichy, P. (1995), *L'innovation technique. Récents développements en sciences sociales vers une nouvelle théorie de l'innovation*, Paris, La Découverte.
- Cordonnier L. (1997), *Coopération et réciprocité*, Paris, PUF.
- Dahlgren P. (2000), « L'espace public et l'internet », *Réseaux*, vol.18, n°100, pp.159-186.
- Enriquez E. (2007), *Clinique du pouvoir. Les figures du maître*, Ramonville Saint-Agne, Erès, Sociologie clinique.
- Farge A. (1992), *Dire et mal dire*, Seuil, Paris.
- Flichy P. (2010), *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Editions du Seuil.
- Fraser N. (2003), « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante », dans Renault E. et Sintomer Y. (dir), *Où en est la théorie critique ?*, Paris, La Découverte, pp.103-134.
- Freud S. (1923), *Essais de Psychanalyses*, "Le Moi et le Ça", Paris, Éditions Payot (1968).
- Gaglio G. (2004) « La pratique du SMS : analyse d'un comportement de consommation en tant que phénomène social », *Consommations et sociétés*, n°4. Paris.
- Granjon F. (2000), « Les militants internautes : passeurs, filtreurs et interprètes », *Multitudes*, <http://multitudes.samizdat.net/Les-militants-internautes-passeurs>
- Granjon F. (2002), « Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme », *Le Mouvement Social*, n°200, pp. 11-32.
- Habermas J. (1978), *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- Ion J. (1997), *La fin des militants?*, Paris, Editions de l'Atelier.
- Jaureguiberry F. (2003), *Les branchés du portable*, Paris, P.U.F.
- Jouët J. (1993), "Pratiques de communication et figures de la médiation", *Réseaux*, n°60, pp. 99-120.
- Jouët J. (2000), "Retour critique sur la sociologie des usages", *Réseaux*, pp. 487-521.
- Lardellier P. (2006) *Le pouce et la souris*, Paris, Fayard.
- Laroussi F. & Liénard F. (2008) « Eléments d'analyse de la communication médiée par téléphone mobile (CMT) de scripteurs plurilingues franco-arabes » dans Actes du Colloque international *Interagir et transmettre, informer et communiquer : quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis (Tunisie).
- Laroussi F. & Liénard F. (2011) « Les réseaux sociaux ou la construction linguistique complexe des communautés » dans Actes du Colloque international *Nouveaux Médias : réseaux et partage*, University of Barhain, UoB Press, Bahreïn.
- Lehmann C. (2011), "An Accelerated Grimace: On Cyber-Utopianism", *The Nation*, sur <http://www.thenation.com/article/158974/accelerated-grimace-cyber-utopianism?page=full>, consulté le 24 mars 2011.
- Licoppe C. (2002) « Sociabilité et technologies de communication : deux modalités d'entretien des liens interpersonnels dans le contexte du déploiement des dispositifs de communications », *Réseaux* n°112-113, pp. 173-210.
- Licoppe C. (dir.) (2009), *L'évolution des cultures numériques*, Edition Fyp, Paris.
- Licoppe C., & Zouinar M. (dir.) (2009), « Les usages avancés du téléphone mobile », *Réseaux*, n°27 (156).
- Liénard F. (2005), « Langage texto et langage contrôlé. Descriptions et problèmes », *Linguisticae Investigationes*, volume XXVIII, n°1, Paris.
- Mayer M. et Roth R. (1995), "New Social Movements and the Transformation to Post-Fordist Society." *Cultural Politics and Social Movements*, Darnovsky M., Epstein B. et Flacks R. (dir.), Philadelphie, Temple University Press, pp. 299-319.
- Oberschall A. (1973), *Social conflicts and social movements*, Englewood, Prentice Hall.
- Paillart I. (1995), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Grenoble, éditions Ellug, pp. 65-98.
- Reynaud J.-D. (1989), *Les règles du jeu. L'action collective et régulation sociale*, Paris, Armand Colin.

- Rivière A.-C. (2002), « La pratique du mini-messsage. Une double stratégie d'extériorisation et de retrait de l'intimité dans les interactions quotidiennes », *Réseaux* n°112/113, Paris.
- Scott J. C. (1990), *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press.
- Smati R. (2011), *Eloge de la vitesse. La revanche de la génération texto*, Paris, Editions d'Organisation.
- Zlad M. et McCarthy J.D. dir. (1987), *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick, Transaction Books.

Réflexions sur un espace médiatique arabe revisité par les médias nomades : vers un espace public arabe ?

Khaled ZOUARI

Université Blaise Pascal Clermont Ferrand II, France
khaled.zouari@univ-bpclermont.fr

Résumé

Cette contribution porte sur la question de l'espace médiatique arabe. Cet espace médiatique est élargi et revisité par les médias nomades et les TIC. Dès lors, comment pouvons-nous considérer l'élargissement de l'espace médiatique avec l'avènement d'internet ? S'agit-il d'une libéralisation, d'une privatisation ou d'un redéploiement du contrôle étatique sur le champ médiatique ? Quel est le rôle de ces techniques d'information et de communication sur la formation de l'opinion publique et la transformation sociale des ces pays ?

Mots - clés

TIC, Internet, médias, politique, cybermilitantisme.

Abstract

This contribution deals with the subject of the Arab media space. This space is expanded and revisited by the ICT. How, then, can we consider the expansion of the media space with Internet? Is it a liberalization, privatization or reallocation of state control over the media field? What is the role of information and communication technology on the evolution of the arab public opinion and social transformation of these countries?

Key words

ICT, Internet, medias, politics, cyberactivism.

Classification JEL: Z31

Introduction

Dans le domaine des mass media, les moyens modernes de diffusion de l'information qui atteignent un large public dans l'ensemble du Monde arabe se développent à une grande vitesse. Après la première vague de chaînes satellitaires comme Al-Jazira, Alarabiya, on assiste à l'avènement et la généralisation des sites internet et réseaux sociaux et surtout, le succès qu'elles rencontrent auprès des internautes arabes. Cette évolution a conduit plusieurs États arabes à reconfigurer à leur manière le paysage audiovisuel et numérique national (Gonzalez-Quijano, 2009).

Dès lors, comment considérer cette évolution : s'agit-il d'une libéralisation, d'une privatisation ou d'un redéploiement du contrôle étatique sur le champ médiatique ?

Quel est l'impact de ces techniques de communication nomades sur la formation de l'opinion publique et la transformation sociale de ces pays ? (Kiyindou 2010) Peut-on parler de la formation d'une « opinion publique arabe (maghrébine) » ou de la « rue arabe » qui dépasse les frontières nationales et transcende la volonté des États, comme le montrent les récents événements de la révolution en Tunisie qui a donné lieu à la fuite de Ben Ali ?

Pour aborder cette question nous partons de l'hypothèse selon laquelle l'espace public maghrébin est en construction et que ses différentes figures et composantes se déploient au travers des processus où s'imbriquent le politique et le religieux et où les nouveaux médias et les nouvelles technologies jouent un rôle de plus en plus prépondérant. Ainsi, l'avènement d'un « espace public virtuel », dans une acception élargie, c'est-à-dire politique, mais aussi culturelle et sociale nous semble une problématique intéressante et qui retiendra particulièrement notre attention dans cette contribution.

Pour traiter cette question et les différentes figures de l'espace public dans un pays arabe à savoir la Tunisie, il est nécessaire d'adopter une perspective interdisciplinaire (Olivesi 2009) et une méthodologie basée sur une enquête sur l'appropriation de l'outil internet pendant la période de contestation sociale et politique en Tunisie en 2011. Pour le besoin de cette recherche nous nous sommes appuyés sur une série d'entretiens semi directifs réalisés auprès de trente personnes (usagers d'internet) dans les villes de Zarzis et de Sidi Bouzid en Tunisie. Ainsi et pour le besoin de cette étude, il convient dès lors de solliciter la contribution des chercheurs spécialisés dans diverses disciplines : sociologie, anthropologie, science politique, économie, sciences de l'information et de la communication, pour mieux appréhender la reconfiguration de l'espace public sociétal dans les pays arabes.

1. Espace public, espace médiatique et sphère politique

Dans le domaine politique, l'espace public n'est pas sans rapport avec la manière dont s'exerce le pouvoir, avec la nature du régime politique. Pour mieux expliquer cette idée nous nous appuyerons sur les travaux d'Eric Dacheux. Ce chercheur spécialiste des questions de la communication politique propose une vision synthétique qui tient compte des travaux d'Habermas, d'Arendt et de Sennet et définit l'espace public comme « *le lieu de légitimation et une scène d'apparition du politique* » (Dacheux 2007, p. 11). De ce fait, et selon le même auteur, l'espace public doit, par conséquent, être appréhendé dans une perspective qui tient compte de l'exercice du pouvoir selon les espaces, les contextes nationaux et les périodes historiques. La relation entre le public et le pouvoir doit retenir notre attention dans ce texte afin de voir comment l'espace public change en fonction des configurations politiques, et comment, dans divers secteurs, on passe du privé au public.

A partir de cette idée, nous allons voir maintenant la question de l'espace public arabe en lien avec les TIC et la sphère politique tout en partant du cas tunisien. Pour ce qui est du développement de nouvelles technologies et de l'Internet en lien avec l'espace public, il apparaît que les régimes politiques de ces pays se trouvent face à de nouveaux défis. Si, d'un côté, les gouvernements encouragent une certaine démocratisation du côté de l'investissement et de l'équipement des foyers et favorisent un accès large à ces nouvelles technologies, d'un autre côté, ils déploient des efforts considérables pour avoir une mainmise sur elles, comme en témoignent les efforts pour contrôler l'espace virtuel. Romain Lecomte, dans une recherche consacrée à cette question, parle même d'une crainte de la sphère politique d'une démocratisation par le numérique. En effet, ces nouveaux espaces de communication et de diffusion d'informations ont été rapidement réappropriés par des citoyens soucieux de la chose publique (Lecomte 2010). Les remises en cause de certaines politiques publiques, les mobilisations en ligne, les débats concernant les réformes politiques et économiques sont autant de pratiques qui, si elles ne créent pas encore un véritable contre-pouvoir - un espace public politique au sens Habermassien - contribuent, d'une certaine manière, à un nouvel apprentissage de la citoyenneté dans des pays où l'espace public classique (les médias, mais aussi la rue) est sous la tutelle du Parti-Etat. Par ailleurs, la dimension transnationale de la communication et de l'information ainsi que de l'espace virtuel représente une nouvelle donne pour une éventuelle transformation de l'espace public et (peut être) l'avènement d'une autre société civile.

En partant de l'étude de cas de l'espace public tunisien (Lecomte 2010) nous essayerons de montrer que le développement de nouveaux médias et de l'Internet ne donne pas simplement lieu à un nouvel exercice de la citoyenneté et du militantisme, il contribue également à l'émergence d'un espace où des citoyens créent et recréent du lien social et politique (Dacheux 2010). Tout particulièrement, ce sont de nouvelles pratiques de sociabilité que l'on peut observer au sein d'espaces publics réels ou virtuels. L'étude de l'usage et de l'appropriation, par exemple, du site de réseau social Facebook (succès pouvant être apprécié à l'aune de la grande polémique qu'avait suscité sa censure en Tunisie) constitue une parfaite illustration de l'importance de ces nouvelles pratiques sociables dans l'émergence de la contestation en ligne et le développement de l'espace public arabe.

1.1. Emergence et développement de la contestation en ligne en Tunisie

Dans le contexte tunisien, où les médias « traditionnels » que sont la télévision hertzienne et la presse, sont muselés, on a vu émerger de nouvelles voix discordantes au sein d'un espace public virtuel particulièrement difficile à contrôler (Lecomte 2010). Cet espace d'expression est constitué à travers les réseaux informatiques (sites web, blogs, réseaux sociaux). Pour mieux comprendre cette idée, nous traiterons les arts de faire avec internet par la population interrogée. Nous étudierons plus particulièrement à travers l'analyse des données recueillies sur le terrain le cas des

jeunes internautes qui ont contribué à l'émergence de la contestation politique et sociale en Tunisie.

Avant la révolution

Avant de détailler ces résultats, nous allons tout d'abord avancer quelques éléments de repères pour mieux comprendre l'émergence des sites internet contestataires dans l'espace public arabe. Dans un premier temps, les protestations ouvertes à l'encontre du pouvoir tunisien se sont principalement développées au sein de quelques forums et sites, souvent qualifiés par les internautes tunisiens de « cyberdissidents ». Les membres de la diaspora tunisienne ont joué un rôle considérable dans la construction de cet espace virtuel contestataire (Lecomte 2010).

La naissance de la « cyberdissidence » tunisienne remonte à janvier 1998, lorsque deux étudiants tunisiens, Foetus et Waterman, décident de créer une liste de diffusion appelée Takriz, mot arabe pouvant être traduit par « ras-le-bol » et « emmerdement ». Deux ans plus tard, les deux fondateurs, ainsi que les membres les plus actifs de la liste font de Takriz un « e-mag », suscitant l'enthousiasme au sein de la jeunesse tunisienne. Ce site, qui a cessé ses activités en 2002, traite dans un style mordant et sans révérence des sujets tabous en Tunisie tels que la religion, le sexe et la politique. Malgré la censure, il est d'après ses membres, visité 2000 fois par jour (Lecomte 2010).

Durant et après la révolution

Les chercheurs travaillant sur l'internet et l'espace médiatique arabe soulignent le rôle central qu'ont joué les Technologies de la communication (internet en particulier) dans le déclenchement de la révolution arabe en 2011. Selon certains spécialistes de la question (Chouikha 2011), on retrouve dans les sociétés arabes contemporaines tous les ingrédients d'une déflagration pour laquelle les nouvelles conditions de la production et de la circulation de l'information ont pu jouer un rôle central. Alors que l'histoire de ces événements assez extraordinaires – au sens étymologique du terme au moins – est loin d'être écrite, on peut malgré tout suggérer quelques pistes d'interprétation, en commençant par un rappel, probablement nécessaire lorsqu'on n'est pas familier de la scène numérique arabe (Gonsalez-Quijano 2010). Chacune à sa manière, la Tunisie de Ben Ali et l'Egypte de Moubarak représentaient, il y a peu encore, l'excellence locale en matière de répression des nouvelles technologies ; l'une et l'autre illustraient en quelque sorte le savoir-faire arabe vis-à-vis de la gestion des menaces de déstabilisation que des pouvoirs autoritaires peuvent associer aux échanges sur internet (Saada 2011). La Tunisie s'était déjà engagée sur la voie d'une répression toujours plus grande des médias anciens et nouveaux, du Sommet mondial sur la société de l'information en 2005, la Tunisie de Ben Ali fut également, dès 1991, le premier pays africain connecté au réseau des réseaux.

« Quant à l’Egypte de Moubarak, premier pays arabe à se doter, en 1999, d’un ministère de la Communication et des technologies de l’information, la publication régulière de rapports officiels, par exemple sur la blogosphère locale, montre, s’il en était besoin, que le pouvoir égyptien avait pleine conscience de leurs enjeux politiques » (Gonzalez-Quijano, 2011).

Bien entendu, la chute des deux chefs d’Etat début 2011 révèle les limites du savoir-faire des régimes concernés en matière de répression informatique (Gonsalez Quijano 2011). Il ne faudrait pas croire pour autant à la toute-puissance des militants de l’internet qui, sur les deux scènes, partagent d’ailleurs un certain nombre de traits communs. Au regard de la concordance temporelle des événements, on a pu lier les soulèvements tunisien et égyptien aux « fuites » de Wikileaks. À la vérité, ce type d’explication en dit plus sur les questionnements des observateurs (occidentaux) du Net que sur les pratiques des internautes arabes. Sans grand risque d’erreur, on peut considérer que les « révélations » de Wikileaks étaient largement en deçà de ce que l’opinion publique, dans les deux pays, reprochait de longue date à ses dirigeants (Gonsalez Quijano, 2009).

Pour conclure cette partie nous pouvons dire que les mouvements de révolte en Tunisie entraînent de nombreux observateurs à parler de révolution sociale dans le monde arabe. Selon les internautes interviewés les médias sociaux comme Twitter ou Facebook sont célébrés comme éléments moteurs du changement social et politique.

1.2. Les usages d’internet dans le cyber militantisme : le cas de la révolution tunisienne

Comme l’écrit Gonsalez Quijano, « Méconnu il y a peu encore, le dynamisme des techniques numériques dans le monde arabe est d’autant plus frappant que cet essor a été tardif, pour toutes sortes de raisons, certaines techniques, d’autres, à l’évidence, politiques » (Gonsalez Quijano, 2009).

Mais avec l’entrée, symbolique à plus d’un titre, de l’Arabie Saoudite sur le réseau mondial à la fin du XXe siècle, un palier décisif a été franchi. « Le développement de l’espace numérique est considérable et mérite d’être souligné. Une évolution foudroyante dont on peut saisir l’importance à travers une statistique récente indiquant que les utilisateurs arabes de Facebook étaient désormais plus nombreux que les lecteurs de la presse quotidienne (sous sa forme imprimée, bien entendu) » (Gonsalez Quijano, 2009)

Internet comme outil de communication et d’information

« Comme partout ailleurs, la jeunesse arabe est particulièrement attirée par les nouveaux moyens de communication » (Gonzalez-Quijano, 2011). Nos investigations

et nos recherches empiriques ont révélé le rôle accordé à internet (en tant que support de communication et d'information) dans la contestation sociale et politique en Tunisie. Les interviewés évoquent le développement d'un journalisme participatif : *« la puissance d'Internet étant alors de réussir à faire émerger un travail journalistique, contourner un espace médiatique dominé par l'idéologie du pouvoir en place et remplacer le travail des journalistes traditionnels (travaillant dans les médias nationaux) qui ne remplissent pas leurs fonctions en tant que médiateurs ».*

Dans le cas tunisien, Internet (Facebook, Twitter, Daily motion, Gmail...) semble avoir effectivement accéléré la circulation de l'information à l'intérieur et à l'extérieur de la Tunisie. Certains interviewés parlent même d'un rôle d'accompagnement plutôt tardif, progressif et indirect, ce qui ne l'empêche pas d'avoir été un rôle réel et porteur de changements profonds et *« en Tunisie les outils les plus utilisés sont ceux dont les activistes ont su faire bon usage. C'est pour cette raison que la plupart des attaques et tentatives de censure ont été dirigées vers Gmail, Facebook et Twitter »*[Extrait de l'entretien en date du 25 avril 2011, Sidi Bouzid].

Internet comme outil de mobilisation sociale

Selon nos interviewés Internet est un moyen puissant d'émancipation des peuples surtout lorsque les médias classiques ne remplissent pas leur fonction de contrepouvoir (ce qui fut le cas en Tunisie). Selon eux, les « nouveaux médias » ont rempli, dans tous les cas, un rôle important quant au succès de la mobilisation populaire et citoyenne. Pour arriver à mieux penser les conséquences politiques de l'intensification des communications numériques, et des TIC en général, il faut peut-être commencer à ne pas en faire le point focal de la réflexion pour considérer au contraire qu'elles ne sont qu'un élément parmi d'autres dans l'enchaînement des causalités qui ont provoqué les récents événements en Tunisie (Gonsalez Quijano 2010). Plutôt qu'un élément accompagnateur, l'essor d'internet et de ses différentes applications ne soient qu'un facteur parmi d'autres telles que les progrès de l'éducation, l'urbanisation galopante de populations majoritairement très jeunes ou encore l'accélération de la diffusion de références culturelles exogènes sans oublier aussi le rôle des chaînes satellitaires et l'usage de la téléphonie mobile. En effet, internet entraine en convergence avec les chaînes satellitaires, notamment les chaînes arabes et la téléphonie mobile qui a beaucoup alimenté les sites internet puisque les acteurs de cette révolution (jeunes, adultes, hommes femmes) ont fait usage de réseaux sociaux mais aussi de la télévision satellitaire (Aljazeera, Alarabiya...etc) ainsi que de la téléphonie mobile qui a constitué un outil de communication et de contact entre les révolutionnaires.

Un contournement d'usages

La fermeture des circuits ordinaires de circulation des nouvelles aura surtout contribué, dans ce pays comme partout où des limitations sont de mise, à la

multiplication des procédures de contournement par des utilisateurs de plus en plus avisés. *« Des canaux de substitution auront été mis en place, tel Facebook [Les usagers tunisiens de Facebook représenteraient 18 % de la population totale], réseau social rapidement transformé par ses utilisateurs locaux en plate-forme d'information et qui aura joué un rôle considérable en Tunisie pour la circulation des mots d'ordre lors des affrontements contre les forces de l'ordre. Tout comme en Egypte, on constate le remplacement des « anciens » outils d'internet devenus trop vulnérables ; les blogs, canal d'expression pour la première génération d'activistes du web, ont été remplacés par les réseaux sociaux de la « génération Facebook », eux-mêmes supplantés par les micro-messages de type Twitter »* (Gonzalez-Quijano, 2011)

Pour conclure cette deuxième partie, nous soulignons que même si les réseaux sociaux ont connu une croissance exponentielle dans les sociétés arabes, ils ne semblent pas, aujourd'hui en tout cas, en mesure de concurrencer des médias plus classiques tels que la télévision satellitaire (Aljazeera, Alarabiya etc). *« En revanche, ils s'y associent toujours davantage en créant une situation inédite, tant sur le plan des contenus véhiculés que des circulations des flux et de leur contrôle »* (Gonzalez-Quijano, 2011)

Plus important, les conséquences sociales et politiques de l'utilisation massive par les jeunes arabes des TIC, restent à mesurer sur le long terme et méritent à elles seules une recherche approfondie. Certains auteurs pensent que ces technologies favorisent en effet, en particulier dans la sphère des relations à l'autre et à l'autorité politique, religieuse, familiale, des attitudes, des représentations, des pratiques toujours plus autonomes et individualisées qui rendent à l'évidence aujourd'hui impossible ou presque le maintien des anciennes formes de légitimité et même de contrôle (Saada, 2011).

2. Vers un nouvel espace public dans le monde arabe ?

« Ce concept d'espace public arabophone ramène aux travaux de Jürgen Habermas qui se base sur le modèle bourgeois européen du XVIIIe siècle » (Dandurand, 2011). Selon lui, ce modèle se perçoit comme un regroupement de personnes issues du privé, mais cherchant à contribuer à un « débat critique » basé sur « la raison » en plaçant leurs différences sociales de côté. Ce regroupement prend la forme d'une nouvelle collectivité dite « publique » (Habermas 1997). La circulation sans entrave de l'opinion, avec l'absence du filtrage de l'État, permet aux individus de se former en tant qu'entité collective. Ainsi, l'espace public se caractérise par plusieurs éléments clés : un accès universel public, la participation volontaire, les arguments rationnels, la liberté d'expression et la liberté de débattre (Dacheux et Zouari, 2009).

Pour le cas arabe, Marc Lynch (2006) relate l'émergence d'un nouvel espace public arabophone qui, dans un contexte de régimes autoritaires, va prendre son essor à travers le développement des chaînes satellitaires (Lynch 2006). Pour notre étude,

l'arrivée des nouveaux médias et d'Internet dans le monde arabe prend en effet à contre-courant la prééminence des médias nationaux, caractéristiques de l'immobilisme des gouvernements en place, qui réduisaient alors les discussions politiques à une élite restreinte. Les révélations de Wikileaks, autre acteur numérique de l'information internationale, soulignent l'opposition entre les sphères publique et privée dans le monde arabe. Dans ce sens, Marc Lynch parle d'une sphère publique comme transnationale (incluant également la diaspora), et regroupée principalement autour de l'Irak, et les réformes politiques dans les pays arabes.

Le modèle bourgeois d'Habermas rejoint la perception de Marc Lynch (2003) quand il parle d'une opinion publique dans le monde arabe ne se retrouvant ni dans les idéologues (islamistes, radicaux, nationalistes, etc.) ni dans la classe populaire mais plutôt dans l'influence croissante d'intellectuels qui constituent l'interface entre le public et les médias arabophones dans leur ensemble. Pour le même auteur, c'est cette élite publique (incluant donc des intellectuels, des journalistes, des politiciens ainsi que diverses figures politiques et publiques) qui permet de façonner l'opinion publique. L'élite et la classe moyenne jouent alors un rôle pertinent dans le consensus établi à travers l'espace public et médiatique arabophone.

En guise de conclusion pour cette dernière partie, nous adhérons à l'approche de Marc Lynch qui observe certaines limites à cet espace public dans le monde arabe, notamment dans son assimilation au modèle de Jürgen Habermas interprétant la sphère publique comme un espace de négociation entre l'État et l'opinion publique (Lynch 2006). Au sein de régimes arabes autoritaires et en l'absence d'institutions démocratiques, il n'existe pas de possibilités de traduire directement les opinions et les préférences du nouveau public en actions politiques (Saada, 2011). C'est en cela que cet espace public est « faible » même si cette faiblesse ne veut pas dire une signification politique minimale.

Conclusion

À travers cette contribution, nous avons tenté de questionner l'impact des techniques de communication nomades sur la formation de l'opinion publique et la transformation sociale de ces pays. Loin d'adhérer au déterminisme technologique, les techniques de communication ont facilité la coordination et la médiatisation de la protestation sociale. Pour nous les techniques de communication ont participé et accompagné le changement social et politique en Tunisie mais elles ont convergé avec d'autres conditions et situations sociales et économiques (Chouikha 2009).

Pour conclure cette contribution, il reste, enfin, à souligner que la ténacité des mouvements sociaux dans le monde arabe témoigne, en plus de revendications socio-économiques majeures, de la présence d'un nouvel espace public qui s'est structuré à travers le développement d'Internet, des réseaux sociaux, des chaînes satellitaires et

du téléphone mobile. C'est un espace public visible mais encore trop faible pour aboutir à des changements politiques rapides. Enfin, il reste à dire que cette évolution nous invite encore une fois à réfléchir sur la place et le rôle des médias et des TIC sur la formation d'une « opinion publique arabe (maghrébine) » ou de la « rue arabe » qui dépasse les frontières nationales et transcende la volonté des Etats.

Références bibliographiques

- Chouikha L. (2009), «Un cyberspace autonome dans un espace autoritaire : l'expérience de Tunisnews», dans Mohsen-Finan K. (dir), *Les Médias en Méditerranée : nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*, Arles, Actes Sud et MMSH.
- Dacheux E. (2007), *L'espace public*, Les essentielles d'Hermès, Paris, CNRS Editions.
- Mermier F. (2006), "Médias et transformation du système international" in *Médias et construction des Identités collectives en Méditerranée*, Casablanca, l'Ifri.
- Dacheux É. et ZOUARI K. (2009), « Les sites de l'économie solidaire, un média alternatif pour contourner un espace médiatique central dominé par l'idéologie ? », revue *Terminal*, n° 103-104, www2.socioeco.org/bdf/_docs/terminal.doc
- Gonzalez-Quijano Y. (2009), *Les Arabes parlent aux arabes : la révolution de l'information dans le monde arabe*, Paris, Actes Sud.
- Gonzalez-Quijano Y. (2004), « À la recherche d'un internet arabe : démocratisation numérique ou démocratisation par le numérique ? », *Maghreb-Machrek*, n°178, pp. 11-29.
- Granjon F., (2000), « Les militants internautes : passeurs, filtreurs et interprètes », *Multitudes*, <http://multitudes.samizdat.net/Les-militantsinternautes-passeurs>, dernière Habermas J., 1992, « L'espace public, trente après », *Quaderni*, n°18, pp. 161-191.
- Habermas J. (1997), *Droit et Démocratie. Entre faits et normes*, Paris, Gallimard.
- Kiyindou A. (2009), *Cultures, technologies et mondialisation*, Paris, l'Harmattan.
- Lecomte R. (2009), « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien: le rôle de la diaspora », *TIC & Société*, Vol. 3, N°1-2.
- Gonzalez-Quijano Y. (2002), « La révolution de l'information aura-t-elle lieu ? Les enjeux des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le monde arabe », *Politique étrangère*, janvier-mars, http://www.ifri.org/files/politique_etrangere/PE_1_02_Gonzalez_Quijano.pdf
- Gonzalez-Quijano Y (2011), "Les origines culturelles numériques des révolutions arabes", www.ceri-sciencespo.com/archive/2011/mars/dossier/art_ygq.pdf
- Saada J., "Révoltes dans le Monde Arabe : une révolution Facebook ?" http://www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique_OMAN/Chronique_OMAN_fev2011.pdf
- Marc Lynch (2006), *Voices of the New Arab Public: Iraq, Al-Jazeera and Middle-East Politics Today*, Columbia University Press.
- Marc Lynch (2003), "Dialogue Beats Propaganda: America is Losing the Battle for Public Opinion", *International Herald Tribune*, August 23th.

Conseils de rédaction des articles

1. Structure du texte

Résumé

L'auteur propose un résumé en français et en anglais qui n'excède pas 250 mots. Il limite son propos à une brève description du problème étudié et des principaux objectifs à atteindre. Il présente à grands traits sa méthodologie. Il fait un sommaire des résultats et énonce ses conclusions principales.

Mots-clés

Ils accompagnent le résumé. Ne dépassent pas 5-6 mots et sont indiqués en français et en anglais.

Classification JEL

Elle est disponible à l'adresse: <http://www.aeaweb.org/jel/guide/jel.php>

Introduction

- La problématique: l'auteur expose clairement la question abordée tout au long de l'article et justifie son intérêt. Il formule des hypothèses qui sont des réponses provisoires à la question.

- La méthodologie et les principaux résultats : l'auteur précise la raison du choix d'une méthode particulière et les outils utilisés de collecte de l'information, si nécessaire. Il cite ses principaux résultats. Il annonce son plan.

Développements

- Le contexte : l'auteur situe la question posée dans son environnement théorique en donnant des références bibliographiques et en évoquant les apports d'autres chercheurs.

- La méthode: l'auteur explique en détails comment il a mené son étude et quel est l'intérêt d'utiliser ses outils de collecte de données par rapport aux hypothèses formulées.

- Les résultats (si le papier n'est pas uniquement conceptuel): l'auteur présente un résumé des données collectées et les résultats statistiques qu'elles ont permis d'obtenir. Il commente les tableaux et graphiques.

- La discussion: l'auteur évalue les résultats qu'il obtient. Il montre en quoi ses résultats répondent à la question initiale et sont en accord avec les hypothèses initiales. Il compare ses résultats avec les données obtenues par d'autres chercheurs. Il mentionne certaines des faiblesses de l'étude et ce qu'il faudrait améliorer en vue d'études futures.

Conclusion

L'auteur résume en quelques paragraphes l'ensemble de son travail. Il souligne les résultats qui donnent lieu à de nouvelles interrogations et tente de suggérer des pistes de recherche susceptibles d'y apporter réponse.

Bibliographie

Il reprend tous les livres et articles qui ont été cités dans le corps de son texte.

2. Conseils techniques

Mise en page:

- Format B5 (18,2 x 25,7 cm);
- Marges: haut 2,22 cm, bas 1,90 cm, gauche 1,75 cm, droite 1,75 cm, reliure 0 cm, entête 1,25 cm, bas de page 1,25 cm;

Style et volume:

Arial, taille 12 pour le titre de l'article et pour le rest du texte Times New Roman, taille 11 (sauf pour le résumé, les mots-clés et la bibliographie qui ont la taille 10), simple interligne, sans espace avant ou après, alignement gauche et droite. Le texte ne doit pas dépasser 12 pages au maximum en format B5 du papier. Le titre de l'article, l'introduction, les sous-titres principaux, la conclusion et la bibliographie sont précédés par deux interlignes et les autres titres/paragraphes par une seule interligne.

Titres:

Le titre de l'article est en gras, aligné au centre. Les autres titres sont alignés gauche et droite; leur numérotation doit être claire et ne pas dépasser 3 niveaux (exemple: 1. – 1.1. – 1.1.1.). Il ne faut pas utiliser des majuscules pour les titres, sous-titres, introduction, conclusion, bibliographie.

Mention des auteurs:

Sera faite après le titre de l'article et 2 interlignes, alignée à droite. Elle comporte: **Prénom, NOM** (en gras, sur la première ligne), *Nom de l'institution* (en italique, sur la deuxième ligne), e-mail du premier auteur (sur la troisième ligne).

Résumé et mots-clés:

Leur titre est écrit en gras, italique, taille 10 (***Résumé, Mots-clés, Abstract, Key words***). Leur texte est rédigé en italique, taille 10. Les mots-clés sont écrits en minuscules et séparés par une virgule.

Notes et citations:

Les citations sont reprises entre guillemets, en caractère normal. Les mots étrangers sont mis en italique. Les pages de l'ouvrage d'où cette citation a été extraite, doivent être précisées dans les notes. Les notes apparaissent en bas de page.

Tableaux, schémas, figures:

Ils sont numérotés et comportent un titre en italique, au-dessus du tableau/schéma. Ils sont alignés au centre. La source (si c'est le cas) est placée en dessous du tableau/schéma/figure, alignée au centre, taille 10.

Présentation des références bibliographiques:

- Dans le texte : les citations de référence apparaissent entre parenthèses avec le nom de l'auteur et la date de parution. Dans le cas d'un nombre d'auteurs supérieur à 3, la mention *et al.* en italique est notée après le nom du premier auteur. En cas de deux références avec le même auteur et la même année de parution, leur différenciation se fera par une lettre qui figure aussi dans la bibliographie (a, b, c,...).

- A la fin du texte : pour *les périodiques*, le nom de l'auteur et le prénom sont suivis de l'année de la publication entre parenthèses, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique (sans abréviation) en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et numéro des pages. Lorsque le périodique est en anglais, les mêmes normes sont à utiliser avec toutefois les mots qui commencent par une majuscule. Pour *les ouvrages*, on note le nom et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication entre parenthèses, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication et du nom de la société d'édition. Pour *les extraits d'ouvrages*, le nom de l'auteur et le prénom sont à indiquer avant l'année de publication entre parenthèses, le titre du chapitre entre guillemets, le titre du livre en italique, le lieu de publication, le numéro du volume, le prénom et le nom des responsables de l'édition, le nom de la société d'édition, et les numéros des pages concernées. Pour *les papiers non publiés*, les thèses etc., on retrouve le nom de l'auteur et le prénom, suivis de l'année de soutenance ou de présentation, le titre et les mots « rapport », « thèse » ou « papier de recherche », qui ne doivent pas être mis en italique. On ajoute le nom de l'Université ou de l'Ecole, et le lieu de soutenance ou de présentation. Pour *les actes de colloques*, les citations sont traitées comme les extraits d'ouvrages avec notamment l'intitulé du colloque mis en italique. Si les actes de colloques sont sur CD ROM, indiquer : les actes sur CD ROM à la place du numéro des pages. Pour *les papiers disponibles sur l'Internet*, le nom de l'auteur, le prénom, l'année de la publication entre parenthèses, le titre du papier entre guillemets, l'adresse Internet à laquelle il est disponible et la date du dernier accès.

INSTITUT CEDIMES

Réseau Académique International Francophone

Membre du Researchers Alliance for Development (RAD) de la Banque Mondiale

Partenaire de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)

Président Fondateur : Jacques AUSTRU

Président : Claude ALBAGLI

Vice-Président : Recteur Maria NEGREPONTI-DELIVANIS

Vice-Président : Recteur Ion CUCUI

Sécretaire général : Jean-Charles SIDA

CENTRES NATIONAUX

ALBANIE
ALGERIE
AUSTRALIE
BELGIQUE
BULGARIE
CAMEROUN
CANADA
CHINE
CONGO
CROATIE
FRANCE
GRECE
HAÏTI
ITALIE
JAPON
KAZAKHSTAN
LETTONIE
LIBAN
MACEDOINE (ERY)
MADAGASCAR
MALI
MAROC
POLOGNE
ROUMANIE
RUSSIE Occ.
RUSSIE Ori.
TUNISIE
TURQUIE
UKRAINE
VIETNAM

DIRECTEURS

Bardhyl CEKU
Abderraman CHENINI
Tim DYCE
Pierre DUPRIEZ
Iskra CHRISTOVA-BALKANSKA
Claude BEKOLO
Yvon GASSE
Rong WANG
Etienne KOULAKOUMOUNA
Vinko KANDZIJA
Alain BIENAYME
Maria NEGREPONTI -DELIVANIS
Narcisse FIEVRE
Sergio CONTI
Seiji YOSHIMURA
Yerengaip OMAROV
Baiba ŠAVRINA
Ibrahim MAROUN
Mileva GUROVSKA
Sahondravololona RAJEMISON
Issa SACKO
Mohamed EL FAIZ
Léon OLSZEWSKI
Ion CUCUI
Nina SLANEVSKAYA
Vitali MITCHENKO
Salma ZOUARI
Kamil TUGEN
Petro SAPOUN
Le QUAN

Mouvements Economiques et Sociaux

Collection dirigée par Claude ALBAGLI



La collection « les Mouvements Economiques et Sociaux » présentée par L'HARMATTAN et l'INSTITUT CEDIMES se propose de contribuer à l'analyse des nouveaux aspects de la mondialisation en embrassant les phénomènes économiques, sociaux et culturels. Elle vise à faire émerger des recherches et des contributions originales sur les mutations du développement et de la mondialisation.

CULTURES, TECHNOLOGIE ET MONDIALISATION

KIYINDOU Alain (sous la Direction de)

Cultures, technologies mondialisation, trois termes qui s'interpénètrent et se fécondent mutuellement. Dans le « magma » de la mondialisation, les cultures se croisent, s'observent, s'imitent, se confrontent et dialoguent, quand elles ne s'ignorent, ne s'excluent ou ne se rejettent. Elles s'enchevêtrent, s'enlacent et s'écartèlent. Mais au-delà de ce brassage, que deviennent les cultures minoritaires ? Comment les réseaux techniques prennent-ils place dans des espaces particuliers et comment les cultures se construisent ou se détruisent ?

Les différentes contributions regroupées dans cet ouvrage apportent un éclairage distancié de ce bouillonnement technico-culturel, fondement de la mondialisation. Les mutations se situent à tous les niveaux, mais les auteurs prennent garde de ne pas confondre changement technologique, culturel, mondialisation au progrès social. Les bénéfices de ces évolutions sont plus complexes et inégalement répartis, à l'image de la société elle-même.

ISBN : 978-2-296-12267-3 • Juin 2010 • 180 pages. Prix éditeur : 18,00 €

LE DEVELOPPEMENT AUX PERILS DE LA FINANCE, ESSAI

TRAIMOND Pierre

Au tournant des deux millénaires, les pays émergents deviennent parties prenantes des bulles et des crises financières mondiales, qu'ils les subissent ou qu'ils les amortissent. Le développement durable remet en question les conditions de l'accumulation originelle et les étapes du développement de ces pays. Une finance des extrêmes se développe, fruit de l'usure, de la finance informelle et de la microfinance. L'informatique, le numérique, dans leur essor, constituent des vecteurs nouveaux de ces mutations mondiales. Il résulte de ces changements que certains pays émergents comme la Chine et les pays asiatiques vont s'imposer au monde à la faveur de la crise actuelle, tandis que d'autres, notamment en Afrique, ne sortiront pas des marais du sous-développement mais en seront les premières victimes.

ISBN : 978-2-296-10804-2 • Janvier 2010 • 268 pages. Prix éditeur : 26,00 €

VERS UNE FRANCOPHONIE ENTREPRENEURIALE

GASSE Yvon (sous la Direction de)

Cet ouvrage regroupe les textes des communications présentées lors du colloque international Vers une francophonie entrepreneuriale, qui s'est tenu en mars 2008 à Québec (Canada), et dont l'objectif était de réfléchir aux différentes problématiques en lien avec l'entrepreneuriat et la culture entrepreneuriale dans les pays francophones. Ce fut aussi l'occasion de partager entre les pays de la francophonie les expériences en matière d'entrepreneuriat, et d'identifier des mesures visant à mutualiser ce savoir-faire. L'ouvrage actualise les connaissances de l'entrepreneuriat moderne et réaffirme que le développement du potentiel entrepreneurial dans une société passe par la sensibilisation, la promotion et la mise à la disposition de moyens appropriés.

ISBN : 978-2-296-10795-3 • Décembre 2009 • 376 pages. Prix éditeur : 34,00 €

LES SEPT SCENARIOS DU NOUVEAU MONDE

ALBAGLI Claude

Préface de Jean-François LE GRAND, Sénateur, Président de Commission du Grenelle de l'Environnement

Alors que le sommet de Copenhague nous interpelle, pour une large part de l'humanité, la concrétisation des attentes consuméristes sont bien peu probables. Leur réalisation s'avère même infaisable au regard des ressources disponibles. Et si cela eut été possible, les conséquences écologiques de nos savoir-faire actuels n'en rendraient même pas souhaitable l'avènement. Ce constat suscite une myriade d'initiatives bien trop diverses cependant pour s'inscrire dans une même logique et faire système.

L'ouvrage débusque les différentes cohérences pour parvenir à réduire l'impact de cette empreinte écologique. Les interférences dans tel paramètre du marché ou tel principe de la mondialisation, définissent sept scénarios :

L'innovation technologique constitue la plus optimiste des perspectives. L'adjonction de la Nature au Capital et au Travail, comme troisième facteur de production modifie la rationalité des calculs. Si ces deux premiers scénarios constituent des ajustements, deux autres s'appuient sur une rétention consumériste soit en préconisant davantage de frugalité (L'état stationnaire), soit en en réduisant l'accès (la partition sociale). Deux scénarios proposent des schémas de rupture : l'un remet en cause la mondialisation et débouche sur un monde en alvéoles, l'autre s'écarte du paradigme d'un bonheur consumériste au profit de nouvelles valeurs sacralisées. Enfin, un septième soumet la logique économique au quitus des scientifiques.

Nourrie des solives du passé (l'histoire) et des tourbillons du présent (l'actualité), cette exploration éclaire les chemins du possible. Quelles remises en cause seront acceptées ? Quel scénario finira par s'imposer ? Un monde plus écologique n'est pas nécessairement plus radieux, les scénarios oscillent des attentes du grand soir aux affres des petits matins blêmes. Mais si rien n'est décidé, l'Humanité risque de s'engager vers un funeste destin : l'écosuicide, un ultime scénario en quelque sorte...

ISBN : 978-2-296-10140-1 • Novembre 2009 • 278 pages. Prix éditeur : 27,00 €

L'ECONOMIE SOLIDAIRE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

TSAFACK NANFOSSO Roger A. (sous la Direction de)

L'économie sociale et solidaire (ESS) désigne l'ensemble des activités économiques qui, dans une économie développée ou en développement n'ont pas pour motif principal le profit. Ces activités peuvent prendre des formes juridiques variées : associations, mutuelles, coopératives, groupes d'initiatives communautaires, groupements d'initiatives économiques, etc. L'ESS regroupe des activités économiques de dimensions hétérogènes, et la nature de leurs activités se caractérise également par une grande diversité (soutien scolaire, insertion sociale, sport, culture, service à la personne, finance de proximité, logement, troisième âge, parents d'élèves, développement communautaire, etc.). Indépendamment des pays et des régions, l'ESS s'est progressivement constituée pour répondre à des besoins peu ou mal pris en compte par les institutions conventionnelles, notamment par l'Etat ou le marché, tant au niveau national qu'international.

Cet ouvrage présente des travaux discutés pour une part lors du XVème colloque fédérateur de l'Institut CEDIMES organisé à Alexandrie en Egypte. L'objectif poursuivi est de proposer une analyse documentée de l'ESS en se focalisant particulièrement sur les pays en développement.

ISBN : 978-2-296-04405-0 • Janvier 2007 • 146 pages. Prix éditeur : 16,00 €

DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

PATUREL Robert (sous la Direction de)

S'insérant dans la collection CEDIMES, « Dynamiques Entrepreneuriales et Développement Economique » est un ouvrage collectif, coordonné par le professeur Robert PATUREL, qui rassemble des travaux réalisés essentiellement dans le cadre du Laboratoire ERMES (Laboratoire d'Etudes et de Recherches Méditerranéennes en Management des Entreprises). Cet ouvrage offre un éclairage original sur la problématique du développement des économies en relation avec l'entrepreneuriat.

Partageant une philosophie systémique et processuelle de l'entrepreneuriat, les auteurs mettent notamment l'accent sur les dynamiques individuelles, pierre angulaire du développement économique local, régional et national. Le découpage opéré se veut respectueux d'une cohérence thématique et offre successivement aux lecteurs de voyager au cœur de la dynamique entrepreneuriale et de son accompagnement, de mieux comprendre l'essor de l'entrepreneuriat singulier et de discuter les problématiques propres à trois publics différents sur lesquels se focalise l'action des pouvoirs publics.

ISBN : 978-2-296-02367-3 • Janvier 2007 • 320 pages. Prix éditeur : 25,50 €

JEAN-CHARLES BORDA (1733 – 1799) OU LE SYSTEME METRIQUE

TRAIMOND Pierre

Le Borda de Pierre Traimond, sans oublier combien la vie et l'œuvre du savant paraissent indissociables, vise à rappeler que cet homme de science fait encore autorité au XXIe siècle.

Le Mémoire sur les élections au scrutin, plus connu sous le nom de paradoxe de Borda-Condorcet, continue à interroger les politologues et les économistes, comme le montre son influence sur l'école anglo-saxonne des choix publics sur le prix Nobel comme l'américain Arrow ou le britannique Sen. De manière plus générale, Borda introduit au problème non résolu du passage des choix individuels aux décisions collectives.

L'aventure du système métrique, deux fois centenaire, mérite d'être contée, mais le système décimal s'impose chaque jour davantage avec les progrès du numérique et des nanotechnologies.

ISBN : 97862629660248467 • Janvier 2006 • 210 pages. Prix éditeur : 18,5 €

MARCHES ET MARCHANDS DE VIVRES A DOUALA

TCHAWÉ Hatchéu Emile

Préface de Georges COURADE

Quel est le rôle des marchands de vivres dans l'approvisionnement de Douala ? Quelle place y occupe les marchés ? Cet ouvrage montre que les campagnes peuvent nourrir les villes d'Afrique quand existent des réseaux marchands efficaces. Plus que l'Etat, c'est le grossiste-citadin, chef du réseau et animateur de tontines, qui est le principal régulateur du système alimentaire de Douala.

L'intérêt de l'étude tient aux enquêtes approfondies réalisées auprès des commerçants, mais aussi à la méthodologie qui différencie ravitaillement et approvisionnement dans la problématique de l'alimentation urbaine africaine.

ISBN : 2-296-01132-2 • Juillet 2006 • 190 pages. Prix éditeur : 17 €

LES SCIENCES SOCIALES CONFRONTEES. AU DEFI DU DEVELOPPEMENT

GERN Jean-Pierre (sous la Direction de)

Pratiques et théories du développement sont en crise ; une partie des pays du « Tiers-Monde » sont devenus émergents, tandis que les autres subissent la pression de la mondialisation. Claude ALBAGLI en retrace l'histoire. Tandis que la Banque mondiale renouvelle sa politique (Deux artisans de ce changement, Michael M. CERNEA et Alexandre MARC, le décrivent), l'Afrique élabore un programme, le

« NEPAD » dont Henri-Philippe CART fait la présentation critique. L'importance de la politique, de l'action collective au niveau de l'Etat, c'est Gérard LAFAY qui la rappelle.

Y a-t-il une spécificité des approches francophones ? Leur contribution face à la théorisation anglo-saxonne (à laquelle s'oppose Maria NEGREPONTI-DELIVANIS) c'est leur pragmatisme, ancré dans les problèmes de la pratique du développement, ce que montrent Alain REDSLOB et Philippe HUGON. En conclusion Jean-Pierre GERN rappelle que les théories datant de l'industrialisation de l'Europe offrent un regard critique sur nos conceptions actuelles.

ISBN : 2-296-00543-8 • Juin 2006 • 226 pages. Prix éditeur : 12,50 €

ISLAM FACE AU DEVELOPPEMENT

AUSTRUY Jacques

Il est toujours délicat de faire des prévisions et plus encore de proposer des solutions aux problèmes de l'avenir. Cependant l'Histoire s'accélère, comme il est devenu banal de le remarquer, et par conséquent, le meilleur moyen d'être actuel est sans doute de risquer son regard au loin. Ainsi les hypothèses sur la nature essentielle du type d'économie que peut concevoir l'Islam, si elles doivent nécessairement rester assez vagues, peuvent cependant être soumises à l'épreuve des faits dans un futur prochain.

C'est pourquoi s'interroger sur le sens d'une économie musulmane ne nous paraît pas une chimère, mais une réflexion nécessaire sur une voie possible de l'évolution dans laquelle nous sommes engagés. Pour cerner la spécificité de cette économie musulmane qui se dessine, il convient d'examiner, d'abord, les moyens dont elle peut disposer pour actualiser les fins qu'elle se propose. La nature des moyens mis en œuvre détermine, en effet, dans une large mesure, la réalité des fins poursuivies, mais, à l'inverse, la prise de conscience de la spécificité des fins peut influencer sur le choix des moyens...

ISBN : 2-296-00543-8 • Mars 2006 • 132 pages. Prix éditeur : 12,50 €

UNIVERSITES ET ENTREPRENEURIAT. DES RELATIONS EN QUETE DE SENS

SCHMITT Christophe (sous la Direction de)

La place de l'entrepreneuriat au sein de l'université se généralise de plus en plus et ce quelque soit le pays. Mais derrière cette réalité, le sens de la relation entre Université et entrepreneuriat prend souvent des formes différentes. Dans cet ouvrage dix chercheurs s'intéressent à cette relation à travers des expériences menées dans huit pays (Belgique, France, Iran, Maroc, Mexique, Canada, Turquie, Vietnam).

Les auteurs s'attachent tout particulièrement, pour chaque pays, non seulement au sens de la relation et à son évolution mais aussi aux actions et moyens mis en œuvre au sein des universités pour la faire vivre. Pour aborder cette relation, l'ouvrage s'articule autour de trois parties qui correspondent à l'initialisation, à l'institutionnalisation et à l'intégration de la relation.

ISBN : 2-7475-9627-3 • Décembre 2005 • 322 pages. Prix éditeur : 26 €

INTELLIGENCE ECONOMIQUE ET VEILLE STRATEGIQUE.

DEFIS ET STRATEGIES POUR LES ECONOMIES EMERGENTES

GUERRAOUI Driss & RICHET Xavier (Coordination)

Le concept d'intelligence économique est-il opérationnel pour répondre aux défis auxquels font face les économies émergentes dans le nouvel environnement concurrentiel ?

Il faut voir dans ce concept un prolongement de l'économie de la connaissance, qui elle-même indique un dépassement de la fonction de production classique : la concurrence entre firmes se déplace de plus en plus en amont, vers la conception des produits et des procédés, là où les découvertes et leur exploitation peuvent donner un avantage concurrentiel durable. L'autre approche relève de l'économie de l'information. Ce mouvement implique la mobilisation importante de ressources, notamment en formation et en capital humain, pour pouvoir dominer ces connaissances.

Les économies émergentes peuvent-elles s'engager dans ce mouvement, réaliser des raccourcis en accumulant les savoirs et les expériences ?

ISBN : 2-7475-9096-8 • Novembre 2005 • coédition ARCI • 280 pages. Prix éditeur : 25 €

LA SOCIO-EUPHÉMIE. EXPRESSIONS, MODALITES, INCIDENCES

COURTHEOUX Jean-Paul

La socio-euphémie adoucit, déguise, embellit les réalités sociales notamment dans la désignation des activités professionnelles (l'éboueur devient "technicien benniste", les élèves faibles sont dits "élèves en phase d'appropriation", les grèves sont présentées comme "mouvements sociaux"). Cet ouvrage décrit ses manifestations, caractérise ses modalités et analyse ses incidences avec entre autre ses effets pervers : pertes de sens, dispersion du langage, langue de bois, police de la parole, illusions diverses...
ISBN : 2-7475-9066-6 • septembre 2005 • 138 pages. Prix éditeur : 13 €

**ENTREPRISES ROUMAINES EN TRANSITION
ETUDES DE CULTURES ORGANISATIONNELLES**

DUPRIEZ Pierre (sous la Direction de)

Tout management est culturel. Tout acte de gestion est occasion de rencontre entre plusieurs systèmes de valeurs. D'une façon ou d'une autre, par le conflit ou par le compromis, par voie d'autorité ou de consensus, ces systèmes devront trouver le moyen de composer. Universel, ce constat est ressenti avec une acuité toute particulière dans les économies en transition. Très présentes, les références culturelles peuvent constituer un frein ou un moteur pour le développement des activités économiques. Au-delà des entreprises roumaines, la question concerne tous ceux qui ont choisi de s'investir dans les pays de l'Europe de l'Est.

ISBN : 2-7475-8714-2 • juillet 2005 • 270 pages. Prix éditeur : 23 €

GOVERNANCE, COOPÉRATION ET STRATÉGIE DES FIRMES CHINOISES

HUCHET Jean-François et RICHET Xavier (sous la Direction de)

Les études rassemblées dans cet ouvrage visent à présenter les facteurs et les mécanismes à l'origine de la transformation de l'économie chinoise, considérée aujourd'hui comme "l'atelier du monde". Comment une économie en transition où les principaux préceptes du "consensus de Washington" sont absents a-t-elle pu connaître une si forte croissance, avec une montée en gamme qui en fait aujourd'hui une économie redoutée y compris parmi les économies le plus développées ?

ISBN : 2-7475-8056-3 • mars 2005 • 212 pages. Prix éditeur : 18,5 €

NOUVEL EMPIRE AMÉRICAIN

CAUSES ET CONSEQUENCES POUR LES ETATS-UNIS ET POUR LE MONDE

TREMBLAY Rodrigue

Quelles sont les origines du mouvement impérialiste néo-conservateur aux Etats-Unis ? Qu'est-ce qui se cache derrière les visées impériales du gouvernement américain de Georges W. Bush ? Que signifie concrètement la "Doctrine Bush" d'hégémonie américaine dans le monde ? Pourquoi le gouvernement s'est-il opposé à la création de la Cour pénale internationale ? Pourquoi Georges W. Bush veut-il mettre les Nations unies au rancart, leur préférant des coalitions fortuites de pays ? Est-il possible que les Etats-Unis du XXI^{ème} siècle deviennent une menace ?

ISBN : 2-7475-6287-5 • avril 2004 • 314 pages. Prix éditeur : 27 €

CORÉE DU SUD. LE MODELE ET LA CRISE

KIM Yersu & ALBAGLI Claude (coordination)

La Corée s'est imposée dans les médias avec la coupe du monde de football. Voici un pays dont le PNB par tête d'habitant était similaire à celui du Sénégal dans les années 60 et qui, aujourd'hui, s'impose comme la 11^{ème} puissance économique de la planète. En 97 éclata toutefois une crise qui prit la plupart des opérateurs au dépourvu. Les différents auteurs coréens de cet ouvrage suivent pas à pas ce cheminement d'exception, la brusque embardée de 1997 et le ressaisissement obtenu sans tarder.

ISBN : 2-7475-6224-7 • mars 2004 • Coédition UNESCO • 212 pages. Prix éditeur : 18,5 €

CAHIER DU CEDIMES

ALBAGLI Claude (coordination)

Cet ouvrage reprend des textes présentés à l'occasion de l'Hommage réalisé en l'honneur de Jacques AUSTRUY, fondateur du CEDIMES. Ont contribué à cet ouvrage : Jean-Paul COURTHEOUX « Expressions, modalités et incidence de la socio-euphémie », Alain REDSLOB « La politique de coopération internationale de l'Union européenne », Xavier RICHET « Changements institutionnels et réorganisation industrielle, les nouveaux contours de la firme », Guy CAIRE « Crise du syndicalisme et mondialisation », Sergio CONTI « Développement local : réseaux, institutions et complexité », Yves-Marie LAULAN « Comment sauver l'Afrique du chaos ? » et Colette NEME « La notion de pouvoir chez Jacques AUSTRUY ».

ISBN : 2-7475-5779-0 • janvier 2004 • 224 pages. Prix éditeur : 19,5 €

ALTER DÉVELOPPEMENTS ET DÉVELOPPEMENTS ALTÉRÉS

ALBAGLI Claude (coordination)

Les auteurs replacent la pensée du développement dans l'histoire des idées économiques, soulignent les réussites, les paradoxes, voire les chimères de certains aspects de cette quête, prolongent l'analyse de Jacques AUSTRUY, situent le débat avec les éclairages de l'actualité. La richesse de ce contenu fait que les décideurs et les opérateurs du développement y trouveront de nombreux sujets de réflexion : un regard critique sur les tentatives de décollage, les développements altérés, mais aussi des jalons pour des alter-développements dégagés d'utopies perverses ou de doctrines plaquées.

ISBN : 2-7475-5681-6 • janvier 2004 • 208 pages. Prix éditeur : 18 €

GOVERNANCE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

MAYOUKOU Célestin, THUILLIER Jean-Pierre, ALBAGLI Claude et TORQUEBIAU Emmanuel (sous la Direction de)

La gouvernance du développement local part du principe qu'il serait possible d'agir au niveau local sans s'en remettre à l'autorité de l'Etat. Le rôle de l'Etat ne consiste plus à intervenir directement, mais à innover dans les techniques et outils à utiliser pour orienter et guider l'action collective. Les autorités au niveau local doivent identifier et offrir des possibilités, favoriser et créer des partenariats et jouer un rôle protecteur à l'égard de l'environnement local. Dans cette nouvelle approche, l'Etat a besoin de nouvelles formes de régulation. La décentralisation en constitue une.

ISBN : 2-7475-5363-9 • novembre 2003 • Coédition CIRAD • 244 pages. Prix éditeur : 21,2 €

MUTATIONS CONTEMPORAINES ET DÉVELOPPEMENT

ALBAGLI CLAUDE et RAJEMISON Sahondravololona (coordination)

Préface de M. le Ministre Jean-Théodore RANJIVASON

Cet ouvrage dessine quelques pistes sur les liaisons entre la mondialisation et le développement en abordant les problèmes d'un point de vue académique et en prenant pour référence diverses situations dans les pays émergents. Si la première partie couvre quelques conséquences du changement de l'environnement économique, notamment en ce qui concerne la structure des prix, les mouvements de capitaux et les fondements du libéralisme, la seconde, étayée par des analyses nationales, illustre les impacts de ce changement en milieu africain et en Europe Centrale.

ISBN : 2-7475-4027-8 • juin 2003 • 162 pages. Prix éditeur : 13,75 €

UNE MONDIALISATION HUMANISTE

RUBY Marcel

Préface de M. le Ministre Pierre-André WILTZER

A l'heure de l'ordinateur et de la conquête du cosmos, la mondialisation est irréversible. Une globalisation libérale anarchique, sans contre-pouvoir, risque de provoquer d'immenses drames sociaux. Le Centre Solidariste a alors réuni des théoriciens de l'économie et des réalisateurs d'actions solidaires pour réfléchir sur un monde solidaire, plus respectueux, plus équitable économiquement et socialement.

ISBN : 2-7475-4325-0 • avril 2003 • 158 pages. Prix éditeur : 13,75 €

MONDIALISATION CONSPIRATRICE

NEGREPONTI-DELIVANIS Maria

La mondialisation, un terme d'un contenu remarquablement vague et qui reste intentionnellement obscur, ce qui permet toutes sortes d'interprétations. La mondialisation conspiratrice présente de nombreux aspects jusqu'ici méconnus. De nombreuses références et données statistiques ainsi qu'une argumentation économique fondée donnent une nouvelle dimension à la mondialisation qui fait de nombreuses victimes... Et peu de vainqueurs.

ISBN : 2-7475-3317-4 • décembre 2002 • Coédition Fondation DELIVANIS • 402 pages. Prix éditeur : 30 €

LE SURPLUS AGRICOLE. DE LA PUISSANCE A LA JOUISSANCE

ALBAGLI Claude

Les sociétés agraires n'avaient, autrefois, pas d'autres issues que d'être autosuffisantes pour survivre. La très faible productivité de leurs agricultures faisait de la captation du micro-surplus auprès de chaque cultivateur un enjeu fondamental. Mais lorsque ce résidu vivrier se transforme en part majeure de la production, il transforme toute la chaîne des cohérences et devient capable d'enclencher le processus du développement. Il ouvre les voies de la démocratie comme celle de la division sociale du travail, verrou du monde industriel...

ISBN : 2-7475-0880-3 • 2001 • 272 pages. Prix éditeur : 22,9 €

COLLOQUE INTERNATIONAL

du 40^{ème} ANNIVERSAIRE de l'INSTITUT CEDIMES

L'institut CEDIMES fête ses 40 ans !

Voici quatre décennies que Jacques AUSTRUY créait cette entité aux caractéristiques toujours affirmées dans son esprit de pluridisciplinarité. Le DEVELOPPEMENT y tenait une place centrale. Cet intérêt s'est élargi ces deux dernières décennies pour prendre en compte le processus de la MONDIALISATION, en amont, et les mécanismes ENTREPRENEURIAUX comme mode opératoire du développement, en aval. De nouvelles ramifications se sont imposées dans la réflexion : le développement durable, l'émergence de nouvelles économies, l'enjeu du local et son ancrage territorial, les échanges internationaux bouleversés par de nouvelles composantes géostratégiques... Ces éléments confrontés aux nouvelles combinaisons du Pouvoir, aux implications des assises culturelles, à l'impact des nouveaux outils de communication, aux biais géopolitiques composent un terreau riche, pertinent et stimulant.

L'Institut CEDIMES après avoir traversé quatre décennies de questionnements scientifiques veut prendre le temps d'une pause pour capitaliser son expertise, inventorier ses compétences, mettre en lumière ses valeurs ajoutées et tracer les pistes de ses nouvelles investigations. Notre réseau va donc mettre en lumière son savoir scientifique, ses valeurs ajoutées, ses avancées théoriques, ses connaissances d'un terrain diversifié et complexe pour constituer un recueil de base indispensable à tout « *think tank* » affirmé pour se projeter sur l'avenir et prendre part à l'analyse des nouveaux défis des prochaines années. Pragmatique et théorique, pluridisciplinaire et réticulaire, l'Institut CEDIMES s'est montré ouvert sur le monde, en prise avec les grandes questions théoriques du développement international, il lui faut après quarante années d'existence faire sur lui-même un examen pour mieux se redéployer.

A cet effet, le réseau CEDIMES va célébrer son quarantième anniversaire ***du mercredi 21 au samedi 24 novembre 2012, à Paris***. Le colloque qui y sera lié, répondra aux objectifs de ce bilan et aux nécessités de ce redéploiement : faire le point sur l'accumulation de ses contributions, dresser les convergences entre les diverses équipes nationales, inventorier l'excellence de ses différents champs d'expertise, mettre en exergue les compétences d'un savoir de terrain qui éclaire l'analyse théorique...

Ce colloque va donc se livrer à un exercice spécifique qui déroge aux méthodes habituelles des mobilisations scientifiques que nous organisons régulièrement à travers le monde. Il s'agit de collecter toutes les contributions passées des acteurs de la mouvance du CEDIMES pour mettre en valeur cet acquis scientifique tant individuel que collectif. Son caractère rétrospectif débouchera sur une synthèse des acquis et se prolongera sur une prospective pour inclure les nouvelles perspectives qui s'ouvrent à nos investigations. Ainsi à partir de ce socle rétrospectif de valeurs ajoutées déjà constituées, pourront être tracées les nouvelles pistes que nous entendrons aborder en restant connectés aux interférences qu'imposent les évolutions planétaires.

Pour les chercheurs et les équipes désireuses de participer à cette manifestation, il ne s'agit pas de répondre à une problématique nouvelle qui vous serait suggérée, mais de mettre en exergue dans vos travaux antérieurs et vos recherches actuelles, les valeurs ajoutées, les acquis, les expertises que vous avez déjà constitués. A cet égard, pour simplifier votre réponse, nous vous proposons de répondre par un court document dont le modèle apparaît ci-dessous. ***Il est possible de répondre avec plusieurs fiches*** si des chercheurs participent à plusieurs orientations de recherches et chaque fiche peut faire l'objet d'une ***présentation individuelle ou collective***. Dans ce dernier cas, le nom de chaque participant devra être consigné en tête du document. ***La date limite du retour de ces fiches a été arrêtée pour le 15 juin 2012.***

Nous tiendrons compte dans le résultat éditorial qui sera issu de cette manifestation, de ***toutes les réponses structurées reçues*** et lors du colloque, nous avons l'intention de jumeler une partie des séances avec une visioconférence pour permettre à ceux qui n'auront pu se déplacer, de contribuer aux débats avant la publication synthétique des résultats où tous les contributeurs pourront être valorisés. L'ouvrage qui en résultera, servira à valoriser les compétences acquises par chacun des contributeurs et à donner une cohérence dans la projection des analyses futures de notre réseau ...

Les réponses devront parvenir simultanément au coordonnateur de l'Institut CEDIMES et au Directeur du CEDIMES national dont on relève :

- Le Coordonnateur, Chargé de Mission : Salaheddine Toumi (salah_st@yahoo.com)
- Le Directeur pour la Grèce : Maria Delivanis (delimar@uom.gr)

Claude Albagli
Président Institut CEDIMES

COLLOQUE DU QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE L'INSTITUT CEDIMES

Mme, Melle, M. Nom..... Prénom.....
Université..... Ville..... Pays.....
Courriel N° carte membre CEDIMES :

Autres membres éventuels de cette recherche thématique avec les mêmes informations que ci-dessus :

A - THEME de RECHERCHE :

Il s'agit de poser le domaine d'investigation et d'expertise qui a déjà été sanctionné par des programmes de recherches, des communications et/ou des publications.

Rattachement : ☐ **Mondialisation** ☐ **Développement** ☐ **Entrepreneuriat**
(On ne retiendra qu'une seule option dominante)

B - BIBLIOGRAPHIE

Il s'agit d'inventorier non pas les publications sources relatives au sujet, mais les publications articles et ouvrages du ou des auteurs qui illustrent la thématique présentée par l'auteur ou l'équipe. On intégrera également des communications à des colloques, des responsabilités dans le thème présenté ou des directions de thèse en rapport.

a) Articles :

b) Ouvrages, thèse :

d) Communications à des colloques, séminaires :

e) Autres (responsabilités, expérience, direction de thèse...)

C – METODOLOGIE

Il s'agit de fixer en quelques lignes le caractère de la démarche : économétrique, pluridisciplinaire, déductif, descriptif, théorique....

D - VALEUR AJOUTEE

Il s'agit d'inventorier les conclusions des études portant sur le thème présenté, son caractère éventuellement novateur, les acquis que constitue cette recherche, les pistes qu'elle ouvre...

E – PERSPECTIVES D'ETUDES

Il s'agit de préciser les orientations de recherche qu'impliquent les résultats déjà obtenus ou les inflexions qu'imposent les bouleversements du contexte.

IV^{ème} Collège Doctoral
Université de Mascara
En association avec l'Institut CEDIMES

25 juin au 2 juillet 2012

Mascara (ALGERIE)

Ce 4^{ème} Collège Doctoral International se tient sur une semaine complète de séminaires doctoraux avec une équipe pédagogique internationale constituée de Directeurs de Recherche pour affiner une méthodologie, approfondir une thématique doctorale et bénéficier d'un suivi personnalisé dans un cadre scientifique et convivial. Il s'adresse à tous les doctorants entrain d'affiner leur sujet ou de l'approfondir.

Les participants à ce Collège Doctoral bénéficieront d'appuis, d'encadrements et de suivis qui leur permettront :

- l'acquisition d'une bonne méthodologie pour présenter leurs travaux, rédiger leur thèse, utiliser avec efficience un power-point, acquérir les bases d'une bonne soutenance ;
- l'aide à problématiser correctement un sujet de recherche afin qu'il expose une indispensable problématique théorique et puisse inclure une analyse de terrain ;
- la connaissance de nouvelles pistes de recherche en cours et des orientations par rapport aux thématiques de recherche existantes ;
- l'opportunité de présenter publiquement l'état de son projet de recherche dans un contexte visant essentiellement à aider et à approfondir les résultats déjà obtenus ;
- la discussion avec des Directeurs de recherche sur les difficultés et les perspectives de recherche sur de nouveaux thèmes ou leur caractère opératoire.

UNIVERSITE MASCARA

La Faculté de Sciences Economiques et le CEDIMES Algérie vous accueille au sein de l'Université Mascara dans des bâtiments nouveaux avec tout le confort des établissements modernes. A 80 km d'Oran, l'université s'étend sur une dizaine d'hectares et forme chaque année plus de 8.000 étudiants en Sciences Economiques et gestion, mais aussi dans toutes les autres disciplines. Des logements neufs et confortables permettent aux étudiants de bénéficier d'un cadre privilégié d'études.

Programme

lundi 25 juin	Matin	Ouverture des travaux Cours de methodologie
	Après midi	Travail de suivi personnalisé
Mardi 26 juin	Matinée	Cours méthodologie et thématique
	Après-midi :	Travail de suivi personnalisé
Mercredi 27 juin	Matinée	Cours méthodologie et thématique
	Après-midi :	Travail de suivi personnalisé
Jeudi 28 juin	<i>Journée de visites et de detente</i>	
Vendredi 29 juin	Matinée	Libre
	Après-midi	Conférence- Débat
Samedi 30 juin	Matinée	Cours méthodologie et thématique
	Après-midi	Travail de suivi personnalisé
Dimanche 1 ^{er} juillet	Matinée	Cours méthodologie et thématique
	Après-midi :	Travail de suivi personnalisé
Lundi 2 juillet	Matinée	Cours méthodologie et thématique
	Après-midi :	Clôture des travaux

Date d'arrivée et réception des participants : *le dimanche 24 juin 2012.*

Date de départ : *le mardi 3 juillet 2012.*

Voir modalités d'inscriptions sur le site www.cedimes.org

STAGE ACADEMIQUE EN CHINE

2 juillet 2012 – 29 juillet 2012

Qui ?

Ce stage proposé par l'Institut CEDIMES est ouvert principalement aux étudiants en économie, en gestion, en sciences politiques, en sciences de la communication, en sociologie depuis le DEUG jusqu'au Doctorat à la condition d'avoir une compréhension satisfaisante de l'anglais.

Où ?

Le stage a lieu dans la province du Yunnan, au Sud de la Chine, entre Tibet et Vietnam. Sa capitale, Kunming, reste par son climat à 2000 mètres d'altitude, la ville de l'éternel printemps. La Province compte 46 millions d'habitants et regroupe la moitié des 56 minorités répertoriées pour toute la Chine. Les Français y avaient initié, au début du siècle dernier, une ligne de chemin de fer allant jusqu'au port de Haiphong, débouché de l'ancienne Indochine.

Le stage proposé s'effectue au sein de l'Université d'Economie et des Finances du Yunnan. Cet établissement moderne s'étend sur un campus de 38 hectares qui accueille près de 40 000 étudiants spécialisés en finances, gestion et économie.

Quand ?

Du 2 au 29 juillet 2012 durant quatre semaines dont cinq jours de découvertes initiatiques régionales.

Comment ?

L'accueil se fait dans la résidence internationale du campus de l'université. Les étudiants bénéficient d'une chambre double très moderne, aménagée avec grand confort : petit coin salon, sanitaire, télévision, téléphone, accès wifi, distributeur d'eau minérale chaude et froide, linge de toilette.

Quelle organisation ?

Des étudiants d'universités françaises et canadiennes de diverses nationalités participent au projet de 2012. Les participants au programme forment ainsi un creuset multiculturel qui viendra encore enrichir la valeur du séjour. Des aînés assurent, durant le voyage et le séjour, une aide pour transmettre les informations, coordonner les actions et faire les liens avec les instances chinoises.

Quelle formation ?

Une formation en langue anglaise est dispensée quotidiennement généralement le matin, pour laisser chaque participant découvrir, l'après-midi, une ville de 4 millions d'habitants sous ses aspects modernes et traditionnels en se fondant dans la vie sociale locale.

Les cours sont répartis en trois thèmes :

- ***Comment faire du business avec la Chine et quelles en sont les règles ?***
- ***Comment les nationaux analysent-ils le développement de leur pays ?***
- ***Quelles sont les caractéristiques de la civilisation chinoise ?*** (y compris cours de taïchi, de calligraphie et de compréhension d'un vocabulaire de base).

Des visites d'entreprises et des découvertes culturelles dans Kunming et sa périphérie sont organisées également par l'université.

Quelle gratification ?

L'initiation en fin de séjour donne l'occasion aux étudiants de partir à la découverte d'un milieu totalement différent pour y découvrir une autre civilisation millénaire, dynamique et entreprenante. Par petits groupes, ils partent à la rencontre de la nature tropicale et des pandas, accèdent aux sommets prestigieux comme le mont Emeï, parcourent les villages et vivent quelques temps avec les peuples des rizières ou participent à la vie monacale bouddhiste dans un monastère.

Ce stage fournit l'occasion, par ces diverses expériences, d'être le témoin de la transition d'une puissance économique majeure déjà mondialisée. Au terme de leur séjour et du suivi des cours, les participants se voient remettre un ***Certificat Académique*** par l'Université du Yunnan attestant la réalisation de ce stage. Pour certaines universités, celui-ci est de surcroît valorisé comme un équivalent de stage-entreprise ou de crédits de formation.

Quel coût ?

Le séjour est au tarif exceptionnel de 1.985 €. Cela comprend le voyage de Paris à Kunming, les navettes depuis et vers l'aéroport, les conférences préparatoires, le logement durant le séjour à l'université, les enseignements, le suivi sur place, les visites d'entreprises et de quelques sites culturels, les banquets d'accueil et de départ. L'assurance doit donner lieu à une inscription au CEDIMES. La nourriture n'est pas incluse, mais le campus offre des possibilités à des conditions très avantageuses ne dépassant pas quelques euros quotidiens.

Inscriptions et Renseignements: www.cedimes.org

Contact : Mme Saade m.saade@cedimes.org

La Revue des Sciences de Gestion

direction et gestion
des entreprises

Première revue internationale francophone de management depuis 1965
Premier prix 1980 du meilleur article de management
Triple lauréat des Mots d'Or du Français des affaires (1996-2002-2006)

Une revue au service de la Recherche et de l'action en entreprise

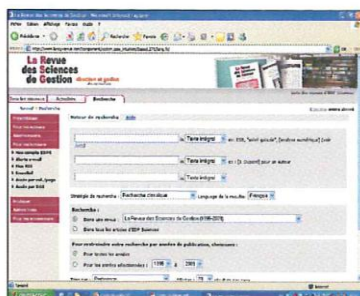
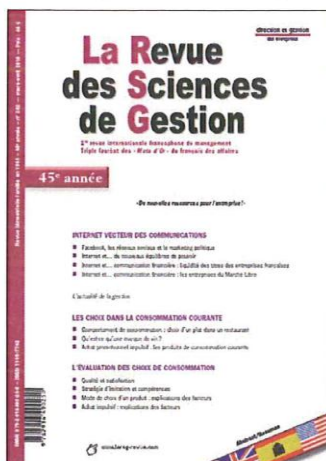
La première revue française de management a été créée en 1965, sous le nom de *Direction et Gestion des Entreprises*, cette ancienne revue d'école qui a son siège aujourd'hui en Essonne, est devenue la référence francophone dans le domaine de la recherche en management en prenant pour titre *La Revue des Sciences de Gestion*. « *A l'origine, l'objectif était de faire connaître dans l'hexagone les outils de management découverts outre atlantique par quelques initiés. C'était la première fois qu'on parlait de gestion en France. Tous les magazines vendus en kiosque aujourd'hui qui traitent du sujet ne sont en quelque sorte que ses descendants* » souligne Yves Soulabail, secrétaire général de rédaction.

Cette revue généraliste au contenu rédactionnel affûté est destinée aux directions générales et aux universitaires. « *Nous leur offrons une synthèse pluridisciplinaire sur les idées, les courants de pensée, les méthodes qui naissent et se développent*

dans le monde des affaires, dans tous les domaines qui intéressent la vie des entreprises » ajoute Philippe Naszályi, le directeur de la publication. Les

articles sont rédigés par des chercheurs et des professionnels puis adressés à un comité scientifique de lecture de renommée internationale. Ces « *maîtres-penseurs* » de la gestion décortiquent, évaluent la validité du contenu avant parution. Stratégie et structure, organisation et gestion, ressources humaines, finance, marketing, communication, informatique, recherche & développement... constituent les principaux thèmes de recherche abordés. Outre les articles de fond, cette revue bimestrielle propose une sélection de livres du domaine ainsi que

des appels à communication pour des colloques de niveau international. Peu à peu, elle est devenue un lieu d'échanges incontournable pour les managers du monde entier, avec 47% de ses ventes à l'étranger. Preuve de sa qualité et de sa diversité, la pagination a doublé ces deux dernières années.



www.larsg-revue.com

<http://larsg.over-blog.com>

